RAPPORT DE RECHERCHE

Inventaire des initiatives et des programmes touchant les sans-abri

Canada

SCHL CMHC
AU CŒUR DE L'HABITATION

LA SCHL : AU CŒUR DE L'HABITATION

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est l'organisme national responsable de l'habitation au Canada, et ce, depuis plus de 60 ans.

En collaboration avec d'autres intervenants du secteur de l'habitation, elle contribue à faire en sorte que le système canadien de logement demeure l'un des meilleurs du monde. La SCHL aide les Canadiens à accéder à un large éventail de logements durables, abordables et de qualité, favorisant ainsi la création de collectivités et de villes dynamiques et saines partout au pays.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez consulter le site Web de la SCHL à l'adresse suivante : **www.schl.ca**

Vous pouvez aussi communiquer avec nous par téléphone, au 1-800-668-2642, ou par télécopieur, au 1-800-245-9274.

De l'extérieur du Canada : 613-748-2003 (téléphone); 613-748-2016 (télécopieur).

La Société canadienne d'hypothèques et de logement souscrit à la politique du gouvernement fédéral sur l'accès des personnes handicapées à l'information. Si vous désirez obtenir la présente publication sur des supports de substitution, composez le 1-800-668-2642.

Inventaire des initiatives et des programmes touchant les sans-abri

présenté à la

La société canadienne d'hypothèques et de logement

le 15 août 1995

préparé par

Steve Pomeroy et
Michel Frojmovic
Focus Consulting

NOTE: Issued also in English under the title:
Inventory of Projects and Programs Addressing Homelessness

INVENTAIRE DES INITIATIVES ET DES PROGRAMMES TOUCHANT LES SANS-ABRI

1.0 INTRODUCTION

2.0 INFORMATION SUR LES SANS-ABRI DANS LES PAYS POST-INDUSTRIELS OCCIDENTAUX

2.1 DÉFINITIONS DE L'ITINÉRANCE

2.2 ITINÉRANCE : CONTEXTES NATIONAL ET INTERNATIONAL

3.0 DÉMARCHE ET MÉTHODES DE RECHERCHE

4.0 CATÉGORISATION ET ORGANISATION DES INITIATIVES ET DES FEUILLETS DOCUMENTAIRES

5.0 APERÇU DES INITIATIVES

6.0 FEUILLETS DOCUMENTAIRES

CATÉGORIE A : PROGRAMMES D'APPROCHE

CATÉGORIE B : REFUGES D'URGENCE

CATÉGORIE C : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT EN MILIEU DE SOUTIEN

CATÉGORIE D : LOGEMENT PERMANENT

CATÉGORIE E : AIDE DANS LES RÉGIONS RURALES

CATÉGORIE F : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET AIDE À L'ENTREPRISE

CATÉGORIE G : PRÉVENTION

CATÉGORIE H : PORTÉE GÉNÉRALE

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXE A : INDEX DES FEUILLETS DOCUMENTAIRES SUR LES INITIATIVES RÉPONDANT AUX BESOINS DES SANS-ABRI

ANNEXE B : SITES INTERNET FOURNISSANT DE L'INFORMATION AU SUJET DES SANS-ABRI

1.0 INTRODUCTION

L'isolement, la pauvreté et le désespoir des sans-abri contrastent brutalement avec la richesse et la prospérité des sociétés post-industrielles occidentales. Malgré la création de tout un éventail de programmes, de politiques et d'initiatives au cours des quarante dernières années, les gouvernements et les collectivités continuent de se débattre avec des images d'hommes, de femmes et d'enfants sans abri.

En 1987, la question de l'itinérance s'est trouvée au centre de l'attention du fait que l'Organisation des Nations Unies déclarait cette année, l'Année internationale du logement des sans-abri (IYSH). Cela a eu entre autres effets positifs, celui d'augmenter la reconnaissance et le soutien des organismes de première ligne qui travaillaient directement avec les sans-abri depuis des années. Bon nombre des initiatives novatrices et fructueuses que les gouvernements et les organismes communautaires ont élaborées et menées à bien ont été étayées dans le cadre de l'IYSH (Oberlander et Fallick, 1988; Hulchanski, 1987). L'énergie et l'enthousiasme qui ont atteint un point culminant pendant l'IYSH se sont apaisés, mais les sans-abri sont toujours là.

Les huit années qui se sont écoulées depuis l'IYSH, la récession, le chômage et les réductions budgétaires constituent des obstacles supplémentaires à la résolution du problème des sans-abri. Étant donné que les solutions traditionnelles n'arrivent pas à résoudre convenablement le problème, il devient de plus en plus nécessaire de trouver des solutions de rechange novatrices. Plus le temps passe, plus on reconnaît qu'en produisant des refuges d'urgence, on ne s'attaque pas aux causes fondamentales de l'itinérance. Par conséquent, les efforts déployés et les politiques adoptées mettent l'accent sur les initiatives qui visent à prévenir l'itinérance et sur les démarches de soutien et de réhabilitation plus approfondies, dont le counselling, le traitement des problèmes d'abus d'intoxicants, l'instruction, la formation et le placement. La nécessité d'innover stimule la prise d'initiatives locales à petite échelle qui, souvent, s'appuient sur les ressources locales et les réseaux communautaires. Plutôt que d'être à la remorque de programmes définis par les gouvernements, ces initiatives doivent de plus en plus solliciter des fonds auprès de divers partenaires et sources de financement, ce qui exige énormément de coopération et de collaboration. Ce sont là les genres d'initiatives qui pourraient constituer l'essentiel des interventions futures.

Le but de la présente étude était de passer en revue des exemples d'initiatives novatrices visant l'itinérance qui ont cours depuis 1987 dans plusieurs pays occidentaux, dont le Canada, les États-Unis, l'Australie et certains pays d'Europe, puis de produire un inventaire des initiatives dignes de mention. Plutôt que de mener une étude globale et approfondie, nous avons inclus les initiatives qui sont novatrices et qui, dans bien des cas, n'ont pas encore été étayées ou largement diffusées. Cette démarche se fondait en partie sur la conviction que les praticiens qui travaillent avec les sans-abri n'ont généralement pas le temps d'étayer leurs efforts puisqu'ils sont entièrement occupés à servir leurs clients. Cependant, l'information au sujet de leurs efforts pourrait être très précieuse pour d'autres personnes qui cherchent à s'attaquer à des problèmes semblables.

Le principal produit de cette étude est une série de feuillets documentaires d'une page décrivant des initiatives particulières qui s'attaquent à divers problèmes liés à l'itinérance. Les feuillets documentaires sont descriptifs, plutôt qu'évaluatifs. Chaque feuillet documentaire fournit juste assez de détails pour décrire généralement le type d'activités et de services, et donne le nom de l'organisme à joindre pour obtenir des renseignements supplémentaires. En ouvrant les voies de communication, ce rapport devrait contribuer à l'établissement continu de réseaux de praticiens et d'autres intéressés. En ce sens, ce document est un guide de ressources pour les organismes qui se consacrent aux problèmes et aux défis de l'itinérance.

Bien que l'étude ait principalement porté sur le Canada et les États-Unis, on a cherché à relever des initiatives dans plusieurs pays à l'extérieur de l'Amérique du Nord. On considérait que le fait de trouver des initiatives dans d'autres pays pourrait permettre d'acquérir des connaissances supplémentaires et d'établir une base de comparaison valable. D'autres travaux récents portant sur les méthodes de comptabilisation des sans-abri, aussi entrepris pour le compte de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ont

inclus l'Australie et le Royaume-Uni. Ces pays ont donc été inclus dans la présente étude en guise de suite logique à ces travaux (Bentley, 1995). On s'est aussi efforcé de relever des travaux qui ont cours dans d'autres pays d'Europe. L'étude n'a pas été très fructueuse pour ce qui est d'obtenir des réponses précises des pays à l'extérieur de l'Amérique du Nord, principalement en raison des restrictions budgétaires et de l'insuffisance de temps qui restreignaient les suivis auprès des personnes-ressources, ou parce que ces personnes-ressources n'avaient pas d'information sur des projets ou des initiatives en particulier. Quoi qu'il en soit, nous avons trouvé quelques exemples dignes de mention et les avons inclus dans l'inventaire.

Le rapport est principalement constitué de feuillets documentaires, mais les sections suivantes donnent une vue d'ensemble et établissent le contexte.

- La partie 2 donne la définition de l'itinérance que nous appliquons au présent rapport. Cette section contient aussi un aperçu général des causes et des caractéristiques de l'itinérance dans les pays post-industriels, notamment une comparaison des sans-abri dans plusieurs pays étudiés. La portée du présent rapport n'inclut pas une discussion détaillée des causes et des facteurs contributifs liés au problème de l'itinérance, mais il comporte une bibliographie d'ouvrages de référence qui en traitent.
- La partie 3 précise la piste de recherche utilisée et les critères relatifs au repérage et à la sélection des initiatives.
- La partie 4 donne une vue d'ensemble des aspects auxquels s'attaquent les initiatives choisies.

2.0 INFORMATION SUR LES SANS-ABRI DANS LES PAYS POST-INDUSTRIELS OCCIDENTAUX

2.1 DÉFINITIONS DE L'ITINÉRANCE

Le point de départ de la détermination des initiatives visant l'itinérance en Amérique du Nord, en Australie et en Europe est la reconnaissance du fait que l'itinérance n'est pas simplement le résultat d'un choix personnel et d'un comportement particulier. En général, on a une vision stéréotypée du sans-abri selon laquelle il a choisi sa vie d'itinérance, ou subi un échec personnel qui l'a mené directement à l'itinérance. Oberlander (1988) a laissé à entendre que, plutôt qu'une question de choix et de responsabilité personnelle, le problème est peut-être de nature systémique. De ce point de vue, l'itinérance peut survenir dans n'importe quelle société qui se définit comme une économie de marché et qui, à la fois, se caractérise par des réseaux de services communautaires et sociaux chancelants ou insuffisants. Par exemple, la plus faible proportion de sans-abri et les exemples plus limités de réactions dans les pays scandinaves peuvent indiquer, en partie, l'effet de systèmes d'aide sociale plus complets dans ces pays. Dans ce cas, c'est le système lui-même qui fournit des mesures préventives à l'itinérance, bien que ces mesures ne soient pas nécessairement formulées en vue de résoudre l'itinérance. Plus précisément, dans les pays scandinaves qui se caractérisent par des mesures plus socialisantes, le soutien au revenu et l'aide au logement assurés par l'État atténuent l'itinérance.

Ce point de vue systémique se reflète clairement dans les réponses obtenues pour la présente étude; elles mettent toutes beaucoup l'accent sur les mesures de soutien pour résoudre les problèmes d'itinérance. Un répondant a exprimé clairement cet aspect en parlant de leur démarche : « Nous nous concentrons sur l'organisation des ressources sociales en fonction des besoins; nous ne nous arrêtons pas à l'incapacité de la personne, mais visons l'enrichissement, le soutien et la rectification du système d'aide afin de répondre aux besoins personnels. »

Dans le contexte d'une marginalisation systémique, les sans-abri se caractérisent de façon disproportionnée par tout un éventail de problèmes physiques, mentaux, psychologiques et sociaux (Bentley, 1995). Les trois caractéristiques les plus courantes, que l'on retrouve très souvent chez un seul et même sans-abri, sont les suivantes :

- taux élevés d'invalidité : des deux tiers aux trois quarts des sans-abri souffrent d'un handicap mental ou physique, ou encore d'une toxicomanie;
- éloignement familial et social : les sans-abri sont souvent rejetés par leur famille, ou l'ont quittée;
- pauvreté extrême.

Outre ces caractéristiques, la population des sans-abri dans son ensemble est devenue de plus en plus hétérogène, du point de vue des groupes d'âge, du sexe et de la situation familiale. On trouve des jeunes fugueurs et des jeunes « rejetés », des familles avec enfants, des femmes seules et des mères seules.

Les initiatives relevées dans ce rapport ont été choisies en fonction d'une définition globale de l'itinérance qui est implicite dans la recherche actuelle. Plutôt que de simplement signifier l'absence complète d'un logis, cette définition inclut divers types et degrés d'incertitude et d'instabilité du point de vue du logis (Cordray et Pion, 1991). La catégorie des personnes n'ayant pas de logement stable a émergé en partie du fait de la reconnaissance de la nature dynamique de l'itinérance. Par exemple, se fondant sur les admissions, la prédominance et les taux de roulement dans les refuges d'urgence à New York et à Philadelphie, Culhane (1995) a étayé le taux de roulement important chez les sans-abri. Ces taux de roulement élevés révèlent que l'itinérance est un phénomène principalement transitoire et que l'itinérance n'est permanente que pour un

plus petit nombre.[1] Ce phénomène transitoire étaye l'importance d'inclure, dans la définition de l'itinérance, les ménages qui risquent de devenir sans abri parce qu'ils marchent sur la corde raide de la pauvreté extrême (Burt, 1991). La population des personnes à risque ou des personnes n'ayant pas de logement stable inclut les personnes qui affichent bon nombre des caractéristiques des sans-abri données plus haut, mais qui ne sont pas actuellement sans abri. Le fait qu'il est très probable que les personnes de cette catégorie connaîtront l'itinérance à un moment donné renforce la nécessité d'adopter des stratégies préventives.

2.2 ITINÉRANCE : CONTEXTES NATIONAL ET INTERNATIONAL

CANADA

Le Canada ne reconnaît pas officiellement la question de l'itinérance dans sa législation nationale sur le logement, si ce n'est d'inclure les sans-abri dans la définition générale des « ménages nécessiteux ».

Bien qu'il n'existe pas de législation visant précisément des fonds et des programmes répondant aux besoins des sans-abri au Canada, un certain nombre de programmes existants servent à la contribution de fonds considérables. Au Canada, les formes prédominantes d'aide au logement, depuis de début des années 70, ont visé la production d'ensembles de logement sans but lucratif et la remise en état de logements de propriétaires-occupants et de logements locatifs. Ces programmes ont fourni une aide pour la construction et pour la remise en état de propriétés, notamment de maisons de chambres et d'hôtels offrant des chambres individuelles à l'intention des sans-abri et des personnes à risque.

En 1994, les fonds consacrés par les gouvernements fédéral et provinciaux aux programmes de logement ont représenté 1,5 pour cent de toutes les dépenses de programmes (c'est-à-dire les dépenses gouvernementales, déduction faite des paiements versés pour le service de la dette nationale et provinciale cumulative). Presque toutes ces dépenses relatives au logement (4,1 milliards de dollars) sont canalisées vers le parc existant de logements publics et sans but lucratif, lequel correspond à environ six pour cent de la totalité des logements au Canada.

Bien que le financement continu de la production de nouveaux logements sans but lucratif ait été annulé dans le cadre des efforts de restriction du gouvernement en 1994, on a conservé les programmes de remise en état pour deux ans (1994-1995) et on les a élargis afin qu'ils englobent de nouveau les logements locatifs. Une somme a été spécialement affectée à la remise en état des maisons de chambres existantes, lesquelles constituent un segment du parc qui sert généralement à loger les personnes à risque. Le programme, auquel on a affecté un budget de 17 millions de dollars pour une période de deux ans (1994-1996), devrait contribuer à la remise en état de plus de 1 100 logements qui auraient pu être perdus du fait de leur abandon ou de leur démolition.

La province de Québec, qui a déjà un programme unilatéral de remise en état des logements locatifs et des maisons de chambres, a intégré dans son programme le nouveau programme de financement fédéral. Les villes de Québec et de Montréal offrent aussi des fonds pour un programme d'acquisition et de remise en état de maisons de chambres. La province de la Colombie-Britannique a lancé en 1994 un nouveau programme qui porte précisément sur la production de logements pour les sans-abri et les personnes à risque; il s'agit là du seul programme conçu précisément à cette fin au Canada. Quelques 150 logements sont prévus pour 1994 et 1995. De plus, un petit nombre d'initiatives locales ont aussi donné lieu à la production de places d'hébergement, mais on ne connaît pas le nombre de places.

Outre les programmes de logement, le système fédéral-provincial de sécurité sociale offre une aide au revenu aux familles et aux particuliers nécessiteux qui inclut une allocation de subsistance et une composante particulière qui vise à couvrir les frais de logement. En fait, le financement des allocations-logement par

[1] La Société canadienne d'hypothèques et de logement entreprend en ce moment un projet de recherche distinct visant les problèmes méthodologiques particuliers que représente l'évaluation de l'itinérance, l'objectif étant d'établir un système de recensement efficace.

l'intermédiaire des programmes d'aide au revenu (s'élevant au total à un montant estimatif de 5,3 milliards de dollars en 1993-1994) est de 20 pour cent supérieur au total des dépenses relatives au logement (4,1 milliards de dollars). La plupart des services de santé et des autres services sociaux, notamment divers services à l'intention des sans-abri, sont financés par l'intermédiaire du système de sécurité sociale, bien qu'administrés par les organismes municipaux locaux. (Dans les feuillets documentaires, cette source de financement peut être appelée aide sociale, soutien du revenu ou aide sociale générale.) Les taux des allocations sont établis par le gouvernement provincial et varient d'une province à l'autre. Au moment de la rédaction du présent document, le système de sécurité sociale du Canada était soumis à une revue gouvernementale majeure.

ÉTATS-UNIS

La politique du logement aux États-Unis relève principalement du gouvernement fédéral, mais les trois paliers gouvernementaux interviennent sur le marché privé du logement. L'administration des programmes de logement du gouvernement fédéral incombe au Housing and Urban Development Department (HUD) (le ministère américain du logement et du développement urbain), lequel élabore des programmes et attribue les fonds. Les programmes de subvention fédéraux ne sont pas nécessairement dirigés vers les États, mais peuvent aussi s'adresser directement aux gouvernements locaux, aux institutions d'État ou à des particuliers. Les États exercent les pouvoirs résiduels auxquels le gouvernement fédéral ne prétend pas. Du fait qu'ils sont créés par leurs gouvernements d'État respectifs, les gouvernements locaux ont un rôle depuis longtemps restreint.

Environ 1,8 pour cent des dépenses fédérales totales sont canalisées vers le secteur du logement, et l'essentiel de ce montant sert à subventionner les frais de location pour les ménages à faible revenu. Cinq pour cent seulement des ménages vivent dans des logements sociaux, et le logement public représente environ 1,5 pour cent du parc de logements total. Depuis le début des années 80, la politique gouvernementale s'est éloignée de la subvention de la construction pour plutôt suppléer aux revenus grâce à la subvention des loyers et aux bons de loyer.

Aux États-Unis, la Stewart B. McKinney Homeless Assistance Act de 1987 a établi un éventail de programmes de financement visant les sans-abri et, en plus, un organisme de contrôle fédéral indépendant, le Interagency Council on the Homeless, qui relève du pouvoir exécutif. Le HUD administre plus de 60 pour cent du total des fonds d'aide aux sans-abri au moyen de six différents programmes de subvention validés par la McKinney Act. Le plan de l'administration actuelle visant à enrayer l'itinérance, qui s'intitule « Priority Home! The Federal Plan to Break the Cycle of Homelessness » vise à intégrer le logement, les services sociaux, les soins de santé et le développement économique. Le plan, qui fait intervenir de multiples organismes, est dirigé par le HUD, lequel met en oeuvre une nouvelle démarche comportant un « continuum de soins » en ce qui concerne l'aide aux sans-abri. Cette méthode vise à réduire le nombre des sans-abri au moyen de partenariats avec les gouvernements locaux et les groupes sans but lucratif du secteur privé qui aident les gens à accéder à des logements et aux services dont ils ont besoin. La démarche comporte cinq volet :

- augmentation de la qualité et de la disponibilité des refuges d'urgence;
- utilisation des refuges pour fournir de la nourriture et de l'aide d'urgence, pour diriger les gens vers les organismes compétents, pour offrir une aide à court terme et pour contribuer à la stabilisation;
- offre de logements permanents ou transitoires dès que possible, et prestation de services de réhabilitation et de développement;
- détection des personnes les plus à risque avant qu'elles deviennent sans abri, et stabilisation de leur situation;

- augmentation du nombre de logements permanents disponibles et facilitation de l'accès à de tels logements.

Le plan « Priority Home! » s'appuie sur des changements structurels généraux, dont la réforme de l'aide sociale, l'expansion du crédit d'impôt relatif au revenu gagné et l'adoption possible d'un crédit d'impôt permettant d'offrir des logements subventionnés aux ménages à faible revenu. L'administration a aussi proposé de doubler le financement relatif à la McKinney Act pour l'augmenter à 1,7 milliard de dollars, et de consolider les six programmes en un seul bloc de subventions.

Le contexte actuel de restrictions financières exerce une pression considérable sur les fonds affectés aux ménages à faible revenu et aux sans-abri. À ce jour, ce climat a donné lieu à des propositions de réductions importantes du budget du HUD, à des retards dans l'augmentation du financement relative à la Homeless Assistance Act, et l'élimination de plusieurs programmes du HUD qui visent les sans-abri et les ménages à faible revenu. En ce moment, les divers programmes relevant de la McKinney Act font l'objet d'un projet de loi au Congrès qui pourrait nettement réduire les fonds dans ce domaine de 30 à 50 pour cent au cours des sept prochaines années si l'on veut équilibrer le budget d'ici l'an 2002 (NCH, 1995).

AUSTRALIE

Comme le Canada et les États-Unis, l'Australie est une fédération qui comprend un gouvernement national (commonwealth) et des gouvernements d'État. L'Australie affiche un taux élevé de propriétaires-occupants : 70 pour cent sont propriétaires-occupants, 25 pour cent des ménages sont locataires de logements du marché privé, et le parc de logement social correspond à 5 pour cent du parc. Ce taux est un peu inférieur à celui du Canada, de 6,5 pour cent. Les organismes de logement d'État sont les principaux responsables de la production de logements aidés, mais on a encouragé, au cours des dix dernières années, l'intervention encore minime des gouvernements locaux et du secteur communautaire de logement sans but lucratif au moyen du Local Government and Community Housing Program de 1984.

La responsabilité du logement et de l'aide sociale est répartie entre les gouvernements national et d'État. Comme au Canada, l'influence du gouvernement fédéral découle principalement de sa capacité de lever des impôts et de dépenser. La constitution ne fait pas mention du logement mais attribue des pouvoirs résiduels aux États. Le commonwealth se partage la responsabilité de la politique du logement et du financement, laquelle est organisée en application des Commonwealth-State Housing Agreements (CSHA), qui ressemblent aux ententes fédérales-provinciales globales du Canada. Les CSHA sont renégociées périodiquement et la révision la plus récente a eu lieu en 1989.

Contrairement au Canada, l'Australie reconnaît explicitement l'itinérance dans un ensemble de programmes de financement qui s'adressent précisément aux sans-abri. L'aide fédérale aux sans-abri a été officiellement réorganisée en 1985, sous la forme du Supported Accommodation Assistance Program (SAAP) et du Crisis Accommodation Program (CAP). Le CAP prévoit des subventions en capital destinées principalement aux organismes de logement des États, afin qu'ils puissent acquérir ou construire des refuges d'urgence, et le SAAP sert à subventionner les frais de fonctionnement des services de soutien. Les trois programmes initiaux sont maintenant amalgamés, mais on établit toujours l'ordre de priorité entre les logements généraux (occupation simple) et les services d'urgence pour les femmes et de soutien aux jeunes. Les deux programmes font présentement l'objet d'un projet de loi déposé en novembre 1994. Du fait du mécanisme commonwealth-État visant le financement et les programmes, la plupart des initiatives qui visent les sans-abri sont financées à l'aide des programmes officiels. Il existe cependant un certain nombre d'organismes de bienfaisance ou d'organismes financés par des fondations qui offrent divers services.

De plus, on a établi des programmes distincts pour répondre aux besoins des Autochtones (que l'on appelle aussi *Torres Strait Islanders*). Il y a notamment un programme de logement locatif public offrant des logements locatifs permanents. Des subventions sont aussi versées à des organismes autochtones en application du programme communautaire de logement et d'infrastructure pour la construction ou

l'acquisition de logements (assez semblable au Programme de logement pour les Autochtones en milieu urbain que nous avons au Canada). Une variante de ce programme offre des prêts hypothécaires à des taux de faveur aux Autochtones et aux *Torres Strait Islanders*, afin de leur permettre d'acheter leur propre maison. Enfin, l'aide au logement temporaire vient de Aboriginal Hostels Ltd. Cet organisme financé par le gouvernement du commonwealth possède ou exploite des hôtels qui offrent du logement, ainsi que de l'éducation, de la formation, des soins de santé et des services de désintoxication.

ROYAUME-UNI

Contrairement aux autres pays dont nous traitons, le Royaume-Uni n'est pas une fédération. Le gouvernement central est l'unique responsable de toutes les fonctions et délègue certaines responsabilités directement au palier de gouvernement local, représenté par les organismes locaux. En fait, la plupart des activités qui visent les sans-abri sont entreprises sous les auspices des organismes locaux, notamment les groupes spécialisés qui dirigent les personnes, et offrent du counselling et des services aux personnes ayant des besoins spéciaux.

Au Royaume-Uni, la Housing (Homeless Persons) Act of 1977, maintenant inclue dans la Housing Act of 1988, définit expressément les obligations des organismes locaux pour ce qui est de fournir des logements aux personnes qui éprouvent des besoins prioritaires, c'est-à-dire les « sans-abri statutaires ». Soixante-quatre pour cent des ménages sont propriétaires de leur logement, mais 28 pour cent du parc est constitué de logements publics ou sans but lucratif. Étant donné que plus du quart du parc de logement appartient au secteur public ou sans but lucratif, il existe une ressource non négligeable quand il s'agit de répondre aux obligations locales de loger les « sans-abri statutaires ». Cependant, la demande de logements en application de cette disposition a dépassé de loin l'offre, ce qui donne lieu à l'installation de ménages sans-abri dans des chambres d'hôtes (*bed and breakfast*), ce qui est très coûteux pour les organismes locaux. Il est également à noter que les groupes ayant des besoins prioritaires sont : les ménages ayant des enfants à charge, notamment les femmes enceintes; les personnes vulnérables en raison de leur âge ou d'une maladie mentale ou physique; et les personnes qui sont devenues sans abri à la suite d'une situation d'urgence. En tant que tel, les personnes seules et les jeunes, sauf s'ils sont jugés malades, ne sont généralement pas couverts par la loi. Les organismes locaux sont aussi tenus de ne reloger que les ménages ayant des besoins prioritaires qui avaient antérieurement élu domicile dans leur territoire. C'est donc dire que les dispositions de la loi au Royaume-Uni excluent les personnes qui n'ont aucun lien officiel avec les municipalités locales, de même que les groupes non prioritaires, que l'on appelle les *rough sleepers*.

La modification de la politique du logement au Royaume-Uni, au cours des années 80, a dans une grande mesure retiré aux organismes locaux le rôle de pourvoyeurs de logements pour les remplacer par des associations de logement sans but lucratif. En même temps, les organismes locaux ont conservé le droit d'attribuer à des personnes de leur choix certains des logements du parc des associations. Au moyen de ce mécanismes, ils peuvent en fin de compte placer des familles sans abri statutaires dans des logements permanents. Parallèlement au mouvement vers les associations de logement sans but lucratif, la principale forme d'aide au logement a graduellement pris la forme d'une allocation-logement. Les coûts croissants des allocations-logement et les coûts d'exécution des obligations statutaires à l'aide des chambres d'hôtes ont poussé les dirigeants à revoir la législation existante et à présenter un « livre blanc ».

Au cours de la dernière décennie, le problème de l'itinérance chez les réfugiés et les minorités fait surface. Étant donné qu'ils sont à l'écart du système normal, ces groupes bénéficient d'une aide plus ténue qui s'appuie sur des organismes religieux ou sur d'autres organismes bénévoles de bienfaisance. Quoi qu'il en soit, les organismes locaux continuent de fournir une bonne part de l'aide. Dans un cas relevé, on utilisait la garantie de paiement du loyer d'un organisme local pour aider les enfants indépendants de réfugiés à accéder à des logements locatifs du marché privé. Le Chartered Institute of Housing a élaboré un Housing Management Standards Manual (manuel de normes de gestion du logement) comportant une section détaillée sur les services aux sans-abri et incluant un aperçu des pratiques exemplaires (Chartered Institute of Housing, 1995).

RÉSUMÉ

Au Royaume-Uni, au Canada et en Australie, l'existence de programmes de production de logements financés par le secteur public a permis à des fournisseurs de produire des logements spécialement pour les sans-abri. On peut soutenir que l'existence de ces programmes a stimulé très peu d'innovation, outre la conception en matière de production de logements. Par contraste, aux États-Unis, il existe peu d'aide pour la production de nouveaux logements, exception faite de certains programmes offrant des subventions peu élevées comme le Supportive Housing Demonstration program, les Community Development Block Grants et le Low Income Tax Credit qui sert à la production de capital à des taux d'intérêt favorables. Cela comporte des ententes juridiques très complexes et tend à ne donner lieu qu'à des logements modérément abordables. En conséquence des programmes officiels moins nombreux de production de logement et des exigences juridiques complexes, les efforts déployés pour l'intégration de sources disparates de fonds aux États-Unis sont souvent considérés comme étant des mécanismes de financement novateurs; l'innovation semble essentiellement résider dans le fait que l'on surmonte les obstacles inhérents de ces démarches aux facettes multiples.

Dans tous les pays, que l'aide au logement se fonde sur l'offre ou sur la demande, elle se distingue souvent des autres programmes d'aide sociale et de santé. Dans chaque pays, les ministères qui s'occupent de la santé et des services sociaux ont généralement la responsabilité de financer les services de soutien. C'est donc dire que les fournisseurs sont tenus de recourir à une pléthore de programmes pour être en mesure de fournir l'éventail des services qui sont nécessaires pour répondre aux besoins des sans-abri. De plus en plus, la gamme des services de soutien visant la santé, la désintoxication ou le rétablissement après avoir subi de la violence physique, le développement personnel, la formation et l'emploi comptent parmi les prérequis essentiels à l'atténuation de l'itinérance.

Le problème est multiple et le financement non coordonné se répand dans tous les pays, bien que les efforts déployés récemment aux États-Unis (le continuum de soins) semblent se diriger vers la résolution de ce problème.

Tenant compte de l'importante population à risque et de la nature et des causes multiples de l'itinérance, les nouveaux modèles qui servent à relever les défis de l'itinérance prônent une démarche complète mettant l'accent sur le recours à des stratégies de prévention. C'est ce qui est au centre du nouveau plan du HUD, « Priority Home! The Federal Plan to Break the Cycle of Homelessness.

3.0 DÉMARCHE ET MÉTHODES DE RECHERCHE

Afin de relever les initiatives particulières à inclure dans le présent inventaire, nous avons établi un ensemble de critères.

- **MÉTHODES DE FINANCEMENT DE RECHANGE - FAIBLE COÛT**

  Il s'agit de financement s'ajoutant aux programmes financés par le secteur public et utilisant généralement d'autres fonds provenant de dons, de fondations ou d'initiatives d'entreprises. Entrent aussi dans cette catégorie les initiatives qui visent à produire des logements à faible coût, notamment l'acquisition et la remise en état d'immeubles détériorés ou abandonnés.

- **PARTENARIATS**

  Partenariats auxquels participent des organismes ayant des antécédents différents, notamment les coalitions de fournisseurs de services, ainsi que les partenariats public-privé et les ententes entre fondations et organismes sans but lucratif.

- **GESTION OU ADMINISTRATION NOVATRICE**

  Des efforts déployés récemment ont mis l'accent sur la responsabilisation et la participation des clients (autogestion). Ces initiatives comportent des ententes qui s'éloignent du rôle de fournisseur ou de gestionnaire public ou sans but lucratif traditionnel et souvent paternaliste de manière à inclure la participation des clients dans la conception, l'aménagement ou la gestion permanente et les prises de décisions.

- **INTÉGRALITÉ**

  Compte tenu des multiples facettes du problème de l'itinérance, les défenseurs et les analystes de politiques ont réclamé des stratégies plus intégrées et coordonnées. Cette catégorie englobe de telles démarches et stratégies incluant divers organismes.

- **AUTO-ASSISTANCE**

  Encore une fois du fait des ressources restreintes et de la notion de responsabilisation, on s'intéresse de plus en plus aux initiatives qui font que les gens s'aident eux-mêmes, généralement par la réalisation en groupe de quelque chose qu'on ne peut accomplir seul, soit parce que l'on n'a pas accès aux ressources ou aux fonds, ou encore en raison du manque de compétences ou de confiance en soi.

Ces critères ont été choisis en fonction des motivations qui sous-tendent l'étude : la diminution de l'aide financière gouvernementale concernant les programmes de logement et les autres programmes sociaux. Bien que la notion d'innovation porte ici précisément sur les démarches de gestion et d'administration, elle a influencé une bonne part du processus d'identification.[2] On considérait que les fournisseurs seraient appelés à fournir leurs services dans des conditions de restrictions de plus en plus sévères. Par conséquent, on a considéré qu'il serait utile de relever les initiatives qui sont parvenues à surmonter ce grave problème.

La détermination des initiatives possibles a été entreprise par l'application de diverses démarches complémentaires :

---

[2] Cette « exigence » risque d'avoir dissuadé des répondants de se signaler s'ils ne se percevaient pas comme fournissant un service particulièrement novateur, bien que d'autres personnes aient pu penser le contraire

- **ÉTUDE DOCUMENTAIRE**

  Une étude documentaire a aidé à relever les initiatives ou à trouver les personnes-ressources possibles, ainsi qu'à acquérir une meilleure compréhension des problèmes et de l'éventail des initiatives qui existent. Cette étude a aussi servi à trouver de la documentation relative au contexte d'autres pays.

- **ANNONCE SUR LE WEB - INTERNET**

  Une demande d'information a été placée dans deux serveurs de liste visant les sans-abri, soit celui que tient Communications for Sustainable Futures (CSF) (homeless@csf.colorado) et celui de l'Association for Progressive Communications (APC) (jus.homeless@web.apc.org). Le serveur de liste homeless@csf.colorado, établi en janvier 1995 seulement, tend à ne porter que sur les États-Unis, bien qu'il ait commencé à attirer une certaine participation du Canada, du Royaume-Uni et de l'Australie. Le réseau de l'APC attire une participation internationale plus vaste, bien qu'il soit moins prolifique (les détails sur les sources Internet en matière d'itinérance sont fournis à l'annexe B).

- **RAPPORTS PERSONNELS DIRECTS**

  Les rapports personnels directs avec des collègues et des connaissances aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, ainsi que certaines sources relevées en Suède, dans les Pays-Bas et en Australie, ont servi à relever des initiatives particulières.

- **LISTE D'ENVOI DE L'ACHRU**

  Puisque nous voulions étayer un certain nombre d'initiatives canadiennes, nous avons inséré une demande spéciale dans l'envoi mensuel de *Nouvelles d'habitation canadienne* (publication bilingue) de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine afin d'établir des contacts. Ce bulletin rejoint un réseau important de praticiens et de défenseurs canadiens du domaine de l'habitation qui devraient être au fait des initiatives relatives aux sans-abri.

- **CONFÉRENCE ET ATELIER DE L'APA ET DE L'ICU**

  La conférence conjointe de l'American Planning Association et de l'Institut canadien des urbanistes a eu lieu à Toronto du 8 au 12 avril 1995. Cette conférence a porté précisément sur le processus de planification et les sans-abri, et on y a mis en évidence des exemples de la façon dont les sans-abri, les travailleurs communautaires en matière de logement et les urbanistes ont travaillé à des solutions novatrices et réalisables. Un feuillet d'information a été distribué aux participants (environ 75) et le projet a été porté à l'attention des participants pendant la période de discussion de l'atelier. On a fait de même à l'occasion du forum éducatif sur les sans-abri de l'Association canadienne pour la santé mentale qui a eu lieu le 4 mai 1995 à Ottawa.

Le feuillet d'information affiché sur Internet, inclus dans les envois postaux et envoyé aux personnes avec lesquelles des rapports ont été établis (envoi par télécopieur en guise de suivi à des conversations téléphoniques) précisait les objectifs du projet et l'information recherchée. Les personnes qui l'ont reçu étaient invitées à communiquer avec les recherchistes si elles pouvaient donner des noms de contacts ou de l'information sur une initiative particulière.

On demandait les principaux éléments d'information suivants :

- brève description de l'initiative (objectif, portée, groupe cible, organisme responsable);
- nombre d'années de fonctionnement;
- coûts d'immobilisation et coûts de fonctionnement (installations et services de soutien);

- sources de financement et partenaires ou donateurs;
- types de soutien et de programmes à l'intention des résidents;
- caractéristiques novatrices;
- personne-ressource et numéro de téléphone et de télécopieur.

Ces diverses demandes ont donné lieu à très peu de réponses, moins de six. Il fallait donc recourir à une démarche plus proactive, notamment communiquer par téléphone ou par courrier électronique avec des gens que l'on croyait être au fait d'initiatives particulières ou y participer (bon nombre d'entre eux avaient été trouvés dans les serveurs de liste sur Internet).

Le défi de relever des initiatives novatrices était double. D'abord, les réseaux d'organismes aidant les sans-abri sont souvent géographiquement isolés les uns des autres. Par conséquent, quand on a établi des contacts avec un réseau dans une ville, il faut recommencer le processus pour trouver les initiatives d'un deuxième réseau, dans une autre ville. Deuxièmement, les initiatives novatrices sont essentiellement officieuses et ne sont pas documentées, particulièrement du fait que nous ne cherchions que les initiatives plus récentes (après 1987). En fin de compte, le seul moyen efficace de relever des initiatives particulières a été d'entrer en contact avec les réseaux officieux qui existent dans toutes les villes et collectivités dans chacun des pays couverts par l'étude. Il a été nécessaire d'établir une série de contacts à l'intérieur d'une collectivité ou d'une ville, chaque contact menant progressivement aux personnes participant directement aux initiatives novatrices de ces réseaux communautaires.

L'exploration initiale modeste des initiatives qu'a constitué cette démarche de contacts directs a donné lieu à la détermination d'un certain nombre d'initiatives intéressantes.

4.0 CATÉGORISATION ET ORGANISATION DES INITIATIVES ET DES FEUILLETS DOCUMENTAIRES

Compte tenu du mandat visant un éventail complet de réponses, on a élaboré une typologie englobant un éventail complet de clients et de consommateurs, ainsi que les caractéristiques possibles. Cette typologie visait à organiser les initiatives à l'intérieur d'un cadre significatif et présentable.

TYPOLOGIE DES INITIATIVES VISANT LES SANS-ABRI

Éventail de groupes clients	*Éventail de caractéristiques connexes possibles*
Jeunes	Conflits familiaux
Familles avec enfants	Migrants ruraux
Adultes seuls (hommes et femmes)	Chômeurs/aînés/sous-employés
Victimes de violence au foyer	Transplantés/expulsés
Autochtones	Abus d'intoxicants
Réfugiés	Désinstitutionnalisés
Immigrants	Handicap mental ou physique
	Abus

L'éventail des groupes clients devait être complet et, souvent, ces groupes ne s'excluent pas mutuellement. Par exemple, un réfugié peut être une femme seule et une victime de violence au foyer. Bon nombre des initiatives couvraient un éventail de groupes clients, alors que certaines autres étaient davantage ciblées, par exemple les programmes de services à l'intention des jeunes et les centres d'hébergement d'urgence pour les victimes de violence au foyer. De même, les caractéristiques associées à l'itinérance ne sont pas particulières à un groupe donné. Ce chevauchement entre les groupes clients et les caractéristiques connexes représentait un défi concernant l'organisation des initiatives.

On a ensuite tenté de relever les initiatives couvrant l'éventail des personnes et des familles sans abri. À ce sujet, huit initiatives ont été relevées, du programme d'approche à l'aide au logement permanent. Cette liste d'initiatives, bien qu'elle se fonde sur la notion d'un continuum, n'est pas organisée comme tel. Elle sert plutôt de cadre organisationnel. Si on les organisait dans un ordre logique, les stratégies de prévention se trouveraient au début de la liste puisqu'il peut être plus efficace d'éviter l'itinérance que d'y remédier de quelle que façon que ce soit. En même temps, les stratégies détaillées ne font pas autant partie d'un continuum du fait qu'elles constituent un amalgame des autres types de réponses. L'ordre alphabétique constitue une forme d'énumération et d'identification des feuilles d'information.

A. Programmes d'approche (généralement pas d'hébergement)

B. Refuges d'urgence (hébergement au jour le jour)

C. Logement transitoire et logement en milieu de soutien (la durée du séjour peut aller d'une semaine à un mois)

D. Logement permanent (forme d'entente d'occupation permanente)

E. Aide dans les régions rurales (incluant les petites agglomérations urbaines et les collectivités non enregistrées)

F. Développement communautaire et aide à l'entreprise (formation fondée sur les compétences et la recherche d'emploi, et visant les sans-abri)

G. Prévention (interventions visant à empêcher des personnes de devenir sans abri ou à briser le cycle de l'itinérance)

H. Portée générale (initiatives de vaste portée qui couvrent la plupart des éléments ci-dessus, et notamment les stratégies)

Les détails de chaque initiative sont présentés dans un feuillet documentaire qui relève de l'une de ces huit catégories. Bien que ces catégories aient été utilisées pour faciliter la présentation, certaines initiatives auraient également pu avoir été inscrites dans une autre catégorie. Par exemple, la Sailivik Soup Kitchen/Aids Outreach (feuillet E.3)* est présentée dans la catégorie de l'aide dans les régions rurales, mais relève également de toute évidence de la catégorie des programmes d'approche.

Au total, 55 initiatives sont incluses dans l'inventaire, et elles se situent principalement au Canada (27) et aux États-Unis (23). Les exemples d'initiatives étrangères sont au nombre de cinq. L'objectif de ces feuillets documentaires est de fournir suffisamment d'information pour expliquer l'initiative et pour donner un point de contact en vue de l'obtention de renseignements supplémentaires. Dans chaque cas, on a demandé à l'organisme responsable de revoir l'information afin d'en vérifier l'exactitude. Les feuillets documentaires ci-joints sont organisés en fonction de l'éventail des réponses.

* Dans le reste du présent rapport, toute mention d'un feuillet documentaire sera représentée sous la forme E.3, par exemple

5.0 APERÇU DES INITIATIVES

Les feuillets documentaires décrivent chaque initiative et donnent l'organisme à joindre, mais ce format ne nous permet pas de faire ressentir au lecteur l'enthousiasme et l'engagement des fournisseurs ou des clients de chaque initiative. Dans de nombreux cas, les personnes-ressources ont fourni beaucoup plus d'information, et le lecteur peut l'obtenir s'il en fait la demande. Inévitablement, certaines initiatives ont produit une très forte impression sur les auteurs du présent document. De plus, avec l'afflux d'information et l'organisation de cette information, il est devenu possible de comparer les points en commun et les différences des démarches, et de faire des réflexions sur leur sujet. La présente section donne un bref aperçu de ces réflexions.

À l'examen des diverses initiatives relevées et après discussion avec les fournisseurs, il est devenu évident que, dans de nombreux cas, l'organisme responsable avait été initialement mis sur pied en tant qu'organisme de service ou de soutien. En cherchant à résoudre divers problèmes de santé, d'emploi et de développement variés, ces organismes se sont graduellement orientés vers la production de logements, transitoires (d'un mois à un an) ou permanents. Par contraste, particulièrement au Canada où un système de logement sans but lucratif assez important s'est développé depuis le début des années 70, de nombreux fournisseurs de logement traditionnels se sont montrés moins portés à étendre leur portée et leurs services pour englober le domaine de la santé et des services sociaux. C'est donc dire qu'il pourrait être possible pour ces organismes s'intéressant au logement de jouer un rôle dans l'élaboration de stratégies plus complètes et intégrées. Il existe un cas d'exception important : il s'agit d'un organisme de fournisseurs de logement sans but lucratif à Montréal, La Fédération des organismes sans but lucratif d'habitation de Montréal (FOHM). La FOHM a établi un mécanisme de coordination et conclu des contrats avec d'autres fournisseurs de services et de soutien afin de veiller à ce que les résidents de leurs ensembles de logement aient constamment accès à ces services de soutien, ce qui permet à ces résidents de vivre indépendamment malgré la marginalisation sociale, la violence et la pauvreté qui ont marqué leur passé (H.8).

Le projet de recherche a été parrainé par un organisme de logement, mais il ne s'est quand même pas concentré simplement sur la détermination et la documentation d'initiatives de logement uniquement. Comme nous l'avons indiqué précédemment, le problème est beaucoup plus vaste que la pénurie de logements abordables et accessibles. En fait, la plupart des initiatives novatrices se sont situées dans les domaines du soutien et de la prévention, plutôt que dans la production de logements permanents. C'est peut-être attribuable en partie au coût élevé et à la complexité de la production de logements et au fait que, dans tous les pays étudiés, la production de logements permanents comporte (ou exige) des fonds considérables de la part du gouvernement. Les programmes de financement ont plus souvent l'effet d'entraver que de stimuler l'innovation (ou au moins de supprimer l'impératif de l'innovation). Quoi qu'il en soit, on a trouvé certaines innovations du point de vue des structures de gestion et du scénario de gestion.

Le Portland Hotel de Vancouver (D.3) en offre un bon exemple. Il fallait élaborer une entente de gestion dans le cadre de laquelle un groupe communautaire allait gérer un hôtel offrant des chambres simples dans le secteur est du centre ville. De tels établissements offrent un nombre important de logements à plus faible coût, bien que l'état des lieux et les normes semblent médiocres en raison de la négligence des propriétaires-bailleurs. Souvent, ces établissements ne sont là que pour justifier l'exploitation d'un bar ou d'une taverne en vertu d'un permis de vente d'alcool applicable à un hôtel. En séparant la gestion de la composante résidentielle, à laquelle les propriétaires ne s'intéressent généralement pas du tout, le groupe communautaire a pu créer un milieu de vie plus favorable et assurer une meilleure sécurité d'occupation des résidents. C'était aussi l'occasion de remettre l'immeuble en état, bien qu'en pareils cas, les normes municipales, les fonds limités et les problèmes de structure imprévus se sont révélés des obstacles de taille.

Une autre initiative visait la prévention par la préservation de l'important parc de maisons de chambres. Il s'agit du programme de rénovation des maisons de chambres de la ville de Montréal (G.8), exemple qui, depuis 1994, a été suivi dans toutes les régions du Canada (pendant deux ans, 1994-1996) au moyen du Programme d'aide à la remise en état des logements applicable aux logements locatifs et aux maisons de

chambres. C'est un programme fédéral, mais les organismes de logement de plusieurs provinces en partagent les coûts et c'est habituellement un organisme municipal qui l'administre. Le programme prévoit une subvention de rénovation (sous forme de prêt susceptible de remise), à condition que le propriétaire-bailleur se soumette à certaines normes de qualité des logements et signe une entente visant à limiter les loyers. Il garantit l'accès à un logement aux personnes dont le revenu est inférieur à un certain plafond pendant une période donnée suivant la rénovation et fondée sur la durée économique des réparations (de 5 à 15 ans).

À Toronto, on a adopté une démarche connexe comportant la mise sur pied d'un programme d'inspection et de contrôle visant à maintenir ce parc de logements abordables et à veiller à ce que les propriétaires-bailleurs entretiennent convenablement les immeubles et offrent, dans certains cas, des soins personnels, particulièrement quand on loue des logements à des personnes souffrant de handicaps mentaux ou physiques (voir le Rupert Hotel Pilot, G.5, et Open Door Monitoring Program, G.3).

La pauvreté chronique est une caractéristique commune des sans-abri, et de nombreuses initiatives visent à résoudre ce problème en établissant des organismes de développement économique communautaire ou d'entreprise, ou en établissant des liens avec de tels organismes. Nombre d'initiatives dans ce domaine n'ont pas pour seul objectif de créer des occasions d'emploi, mais de permettre aux sans-abri de rétablir leur estime de soi et la confiance en leurs propres aptitudes. Un certain nombre de ces organismes arrivent, en fin de compte, à se développer au point d'être autonomes. La Delancy Street Enterprise de San Francisco en est un excellent exemple (H.6). Le Downtown Clean and Safe Program de Portland constitue un autre cas informatif qui illustre aussi une forme créative de financement (F.7). Cette initiative crée de l'emploi au moyen d'un programme de nettoyage des rues qui est financé par une « taxe facultative » que versent les commerces du secteur (si le tiers des commerces s'y opposent, la taxe peut être supprimée, mais ça ne s'est pas produit à ce jour). Cette initiative de Portland a permis à cinq à dix sans-abri d'entrer dans la main-d'oeuvre active. L'initiative Rideau Street Youth Enterprises, à Ottawa, comporte l'amélioration d'un secteur du centre-ville et fait participer des jeunes de la rue à un programme de recyclage et à une firme de graphisme (F.3). Le programme prévoit une composante de formation et d'instruction dans le cadre de laquelle un bon de 2 000 $ à consacrer à des cours sert de stimulant.

Parmi les initiatives remarquables concernant la production de logements et le concept de l'auto-assistance, on a relevé la Chesapeake Area Recovery Communities (C.1), qui vise l'acquisition de maisons dilapidées au moyen de divers mécanismes de prêt. Les maisons sont rénovées par des ex-toxicomanes qui retrouvent leur équilibre, puis occupées par eux ou vendues de manière à récupérer la valeur nette avant les travaux de rénovation. On trouve aussi le programme Youth Build à New York (F.6), qui comporte un programme de formation et d'emploi pour les jeunes de la rue, la rénovation de maisons abandonnées par la suite mises à la disposition de jeunes familles sans abri vivant dans des refuges temporaires, et le Downtown Women's Project de Victoria (C.-B.) (F.2), qui comporte aussi un programme de formation, en construction et rénovation cette fois, pour des femmes qui ont vécu dans la rue et qui construisent un refuge d'urgence pour des femmes.

L'itinérance dans les régions rurales est un autre aspect visé. C'est un problème pour lequel il existe des renseignements non scientifiques, mais peu de documentation quant aux initiatives visant à le résoudre (Bentley, 1995). Plusieurs personnes jointes ont soulevé le problème des migrants ruraux, bien que ce problème soit principalement donné comme un problème urbain. Par conséquent, nous nous sommes efforcés de relever des initiatives qui relèveraient de la catégorie de l'aide aux sans-abri dans les régions rurales. Bien que ce que constituaient les régions rurales n'ait pas été défini avec précision, nous avons tenu en compte les mesures prises dans les petites collectivités (généralement de moins de 30 000 habitants) ou dans les collectivités non enregistrées, notamment les collectivités éloignées ou situées dans le Nord, et les collectivités Inuits et autochtones. On élabore en ce moment des mesures particulièrement novatrices en Oregon. Ces mesures comportent la création d'une collectivité offrant un logement minimal, essentiellement des tentes, des véhicules et, éventuellement, des constructions. De plus, le projet (Project Recover, E.1) prévoit une cuisine industrielle, des cours de formation et de la thérapie par le travail rémunéré (pour les ex-toxicomanes qui terminent leur désintoxication), et comporte la participation au développement de l'économie locale, en particulier au moyen de contrats de rétablissement des écosystèmes du ministère de la pêche et de la faune. Les autres initiatives visant les sans-abri des régions rurales sont le Central Vermont

Community Land Trust (E.4), un centre d'approche dans les T.N.-O. (E.3) et un refuge pour parents seuls à Casper, au Wyoming (E.2).

Le secteur d'activités qui présente le plus d'innovations est peut-être celui de la prévention, et notamment les efforts qui visent à tuer dans l'oeuf les germes de l'itinérance. C'est ce que cherche à faire le Housing Education Project du Royaume-Uni (G.9) puisqu'il s'adresse aux jeunes à l'école. Les initiatives qui viennent briser le cycle de l'itinérance en s'attaquant au problème immédiat qui a peut-être poussé la personne ou la famille à l'itinérance sont aussi des stratégies de prévention efficaces. Le Homeless Diversion Program, à New York, est un exemple de ce genre d'intervention (G.6). Ce programme comporte l'intervention d'une équipe multidisciplinaire de travailleurs sociaux et de conseillers qui rencontrent les familles à risque ou celles qui se sont récemment retrouvées sans abri afin de les diriger, avec une certaine forme d'aide, vers des logements permanents dans leur propre collectivité, là où elles peuvent aussi profiter de l'aide des réseaux de soutien familiaux ou communautaires. Culhane (1995) a documenté le flux de familles sans abri dans le système des refuges et soutient que les divers services de soutien offerts parallèlement aux refuges d'urgence viennent trop tard pour avoir un effet préventif. Cette situation a aussi pour effet de pousser les familles vers les refuges. Il maintient que de tels systèmes de soutien doivent exister au sein de la collectivité, de manière à écarter les familles du système des refuges.

Le traumatisme que subissent les familles qui sont transplantées de leur foyer peut produire un effet à long terme sur les enfants. Deux initiatives remarquables cherchent à résoudre ce problème : le Kidstart Program, financé en divers endroits par la Better Homes Foundation (G.1), et le Yesler Childhood Center de Seattle (C.6). Le Kidstart Program comporte la prise en charge d'enfants d'âge préscolaire de familles sans abri et met sur pied des programmes d'éducation convenant au degré de développement de ces enfants tout en aidant les parents à accéder à des services spéciaux dans la collectivité et en contribuant à l'établissement de tels programmes au sein de la collectivité.

Comme le soutiennent depuis longtemps les intervenants du milieu, le plus important problème de nombreux organismes est la nature fragmentaire du système de financement et de prestation de services. En plus de ce que coûtent les chevauchements, cette fragmentation fait en sorte qu'il y a des personnes et des familles à risque oubliées, et cause des frustrations aux fournisseurs qui sont maintenant passés maître dans l'art de rédiger des propositions pour l'obtention de fonds, mais qui doivent pour ce faire consacrer moins de temps à leurs autres responsabilités. Sont inclus en guise de réponses à ce problème les exemples de stratégies globales de San Francisco (H.5) et de Baltimore (H.4). Naturellement, les initiatives de cette nature ont bénéficié d'un stimulus supplémentaire du fait du plan Clinton visant à mettre fin à l'itinérance, « Priority Home! ». Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de sources de financement sont consolidées en blocs de subventions et les localités sont tenues d'élaborer des plans stratégiques à long terme pour y avoir droit. Ces deux exemples sont le résultat de bureaucraties municipales bien nanties en ressources, mais qui travaillent de concert avec les groupes communautaires. De plus, d'autres coalitions plus locales ont vu le jour et ont aussi donné de bons exemples de démarches globales, notamment la FOHM, à Montréal (H.8), le Saint Vincent de Paul Village, à San Diego (H.3), la Street Health Coalition, à Ottawa (A.6) et la Rupert Hotel Coalition, à Toronto (G.5).

La liaison des foyers et des sans-abri sur l'autoroute de l'information est un tout nouveau domaine d'innovation qui justifie un suivi. Un certain nombre de haltes-accueil et de refuges offrent l'accès à des ordinateurs pour la préparation de lettres de demande d'emploi, etc. Certains ont travaillé à obtenir l'accès à Internet et au World Wide Web, en guise de moyen de responsabiliser les sans-abri et de les inclure dans les changements structurels massifs de l'économie. On annonce ainsi les places libres dans les refuges, ainsi que des emplois à combler. On peut aussi donner aux sans-abri la possibilité d'écrire ou d'afficher leurs expériences, de manière à échanger avec d'autres. On a relevé des mesures d'avant-garde dans ce domaine, mais aucune n'a progressé au point de constituer une initiative courante pouvant être documentée. Quoi qu'il en soit, Internet et le World Wide Web émergent comme étant une source utile d'information sur l'itinérance, et un certain nombre de pages d'accueil ont été installées sur Internet. Une liste de points d'accès est donnée en annexe.

Nous espérons que les brèves descriptions fournies dans les feuillets documentaires qui suivent seront utiles à d'autres fournisseurs de services qui desservent les sans-abri et la population à risque. De plus, on s'attend à ce que le réseau qui découlera des contacts qui s'établissent fera en sorte que la liste des ressources et des organismes à joindre s'allongera. Il sera ainsi possible de continuer d'innover dans le contexte d'un besoin croissant et de ressources qui s'amenuisent.

6.0 FEUILLETS DOCUMENTAIRES

CATÉGORIE A : PROGRAMMES D'APPROCHE

A.1 VICTORIA STREET ASSOCIATION, VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

A.2 AGAINST ALL ODDS, TORONTO (ONTARIO)

A.3 SELF-HELP AND RESOURCE EXCHANGE, SAN DIEGO (CALIFORNIE)

A.4 PROGRAMME D'INTERVENTION EN MILIEU JUDICIAIRE, OTTAWA (ONTARIO)

A.5 PROGRAMME D'APPROCHE, BANLIEUE D'OTTAWA (ONTARIO)

A.6 COALITION POUR LA SANTÉ DE TOUS, OTTAWA (ONTARIO)

CATÉGORIE : PROGRAMMES D'APPROCHE A.1

NOM DE L'INITIATIVE

Victoria Street Community Association (VSCA) Street Centre

ENDROIT

Centre-ville de Victoria (Colombie-Britannique)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1992

OBJECTIF

S'attaquer aux problèmes des sans-abri qui vivent dans la rue au moyen du développement économique communautaire.

PORTÉE

Cent personnes par jour environ utilisent le Street Centre.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La VSCA, une association communautaire sans but lucratif. La division de planification sociale de la ville de Victoria a offert une aide initiale.

POPULATION VISÉE

La VSCA exploite un centre communautaire de quartier qui dessert la population vivant dans la rue.

SERVICES FOURNIS

La VSCA offre un vaste éventail de services. On y vient pour prendre un café ou pour avoir de la compagnie, ou encore pour se prévaloir des services suivants : programmes d'aiguillage et de défense des intérêts, développement économique communautaire pour les sans-abri et les gens de la rue, aide mutuelle, échange d'aiguilles, utilisation du téléphone, de l'ordinateur et des photocopieurs, et divers ateliers visant notamment l'autonomie fonctionnelle et l'esprit d'entreprise. Un programme (Street Works) offre à ceux qui le veulent l'occasion de travailler au centre en échange d'un supplément spécial de 50 $ à 100 $ par mois de la part du ministère des services sociaux. Le travail consiste, notamment, à faire l'entretien ménager, répondre au téléphone, aider à la production d'un bulletin mensuel, *The Red Zone*, tiré à quelque 1 000 copies. Dans le cadre d'un programme d'aide mutuelle, un ex-toxicomane offre du counselling et de l'aide aux personnes qui ont des problèmes de toxicomanie, et contribue à les diriger vers des programmes de traitement. Un indirmier en santé communautaire visite aussi le centre régulièrement afin d'offrir des services de counselling. Des employés, et notamment un coordonnateur, travaillent à temps plein au centre. La plupart des conseillers sont d'anciens sans-abri ou toxicomanes. Le centre comporte de l'espace destiné à l'usage de divers groupes. Un atelier contient des outils et du matériel servant à la fabrication d'articles à vendre. Une entreprise prospère de tambours a vu le jour à cet endroit.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Mis sur pied et exploité dans une très grande mesure par les gens de la rue. Recours considérable à l'aide mutuelle.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le financement initial (20 000 $) a été versé par le Healthy Community Initiatives Fund (ministère de la santé de la Colombie-Britannique) à l'appui du processus de développement communautaire qui a culminé avec l'établissement de l'association. Aucun financement d'immobilisations n'est requis puisque les locaux du centre sont loués. Les divers programmes sont tous financés séparément (p. ex. Street Works, programme d'approche, Street Meet Conference, Stratégie canadienne antidrogue, B.C. Aids). Ces programmes sont généralement financés par un ministère provincial (santé, services sociaux, formation et main-d'oeuvre), ou

dans certains cas par Santé Canada. (Le gouvernement fédéral paie aussi une part des coûts des programmes d'aide sociale, bien que les fonds arrivent des ministères provinciaux). Ce financement discontinu par programme (plutôt qu'un financement global) crée une incertitude constante pour l'organisme. La plupart des employés sont soumis à des contrats de six mois. Ils sont presque des bureaucrates, puisqu'ils doivent constamment préparer des demandes pour obtenir de nouveaux fonds. Récemment, le financement de divers programmes de formation est passé de la responsabilité des services sociaux à celle de la formation et de la main-d'oeuvre. Le mécanisme d'évaluation en vue du renouvellement se fonde maintenant sur le succès du client à se trouver un emploi, souvent l'un des problèmes des sans-abri de la rue ayant des problèmes multiples, et il pourrait de ce fait devenir difficile de maintenir le financement.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Une bonne part du travail du centre est assumé par des bénévoles, bien que les personnes bénéficiant de l'aide sociale peuvent obtenir de 50 $ à 100 $ par mois si elles y travaillent (cette prime constitue le montant maximum pour éviter une réduction des prestations d'aide sociale).

BUDGET TOTAL

Environ 275 000 $ en 1994-1995 (le total des fonds relatifs à un éventail de programmes de financement).

ORGANISME À JOINDRE

Victoria Street Community Association

Nom : Bruce Wallace
Poste : coordonnateur
Adresse : 1 Centennial Square, Victoria (C.-B.) V8W 1P6 Canada
Téléphone : (604) 386-2347 Télécopieur : (604) 386-2313

INITIATIVES SIMILAIRES

Une initiative subséquente documentée séparément (Medewiwin, D.1) comportait l'établissement d'un ensemble d'habitation permanent pour les anciens sans-abri difficiles à loger.

CATÉGORIE : PROGRAMMES D'APPROCHE A.2

NOM DE L'INITIATIVE

Against All Odds

ENDROIT

Centre-ville de Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1993

OBJECTIF

Accroître la sécurité des femmes sans abri; augmenter les réseaux de soutien et le sentiment de faire partie d'une collectivité, chez les femmes sans abri; rejoindre les femmes les plus marginalisées et victimisées; fournir aux femmes sans abri de l'information sur les ressources dont elles ont besoin; représenter les femmes au sein de la population des sans-abri sur les questions liées à la violence.

PORTÉE

Cent trente-deux rencontres au cours des six derniers mois, avec les quatre personnes travaillant chacune quatre heures par semaine.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Regent Park Community Health Centre

POPULATION VISÉE

Les femmes de tous les groupes d'âge qui sont sans abri.

SERVICES FOURNIS

Formation au soutien mutuel, au counselling d'urgence et à l'écoute active. Un atelier de formation d'une durée de trois mois est donné aux travailleuses des services d'approche, lesquelles ont toutes déjà vécu dans la rue ou dans des refuges. Les ateliers (deux heures, deux fois la semaine) couvrent des sujets variés relatifs à l'approche, notamment l'information et l'aiguillage, la défense des intérêts, la santé, la sécurité et la violence.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Le programme donne deux genres de résultats. En plus de produire des ressources d'aide mutuelle dans la rue et dans les centres d'accueil, les travailleuses des services d'approche sont elles-mêmes avantagées du fait de la formation offerte et de l'emploi (bien qu'il soit à temps partiel et modestement rémunéré). L'acquisition de compétences et de l'estime de soi a aidé les travailleuses à mieux réussir à se trouver des logements permanents, ainsi que du travail. Trois des participantes sont devenues membres du conseil d'administration et travaillent activement au sein d'organismes communautaires. Après chaque semestre (période de financement de trois à six mois), les participantes se rencontrent pour évaluer le semestre passé et planifier le prochain.

SOURCES DE FINANCEMENT

Diverses subventions modestes de la ville, de la province et de certaines fondations.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Restriction du nombre d'heures de travail à quatre par personne, par semaine. Les travailleuses gagnent 160 $ par mois, le maximum permis pour ne pas que leurs prestations d'aide sociale soient réduites. Le budget ne permet pas d'engager des travailleuses à plus long terme ou pour plus de quatre heures par semaine.

BUDGET TOTAL

Le total varie, tout dépendant des subventions obtenues. On cherche actuellement à obtenir une subvention de 26 000 $ qui couvrirait le salaire de trois ou quatre travailleuses pour une période de six mois.

ORGANISME À JOINDRE

Regent Park Community Health Centre

Nom : Josie Ricciardi
Poste : coordonnatrice des services de santé communautaire
Téléphone : (416) 364-2261 Télécopieur : (416) 364-0822

CATÉGORIE : PROGRAMMES D'APPROCHE A.3

NOM DE L'INITIATIVE

S.H.A.R.E. (Seld-Help And Resource Exchange)

ENDROIT

Initialement à San Diego, mais maintenant en divers endroits

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1983

OBJECTIF

Offrir de la nourriture aux personnes seules et aux ménages sans abri ou nécessiteux. S.H.A.R.E. a été lancé par St. Vincent de Paul Village (H.3).

PORTÉE

S.H.A.R.E. Southern California travaille en étroite collaboration avec plus de 300 églises, organismes sociaux, groupes de citoyens, écoles et centres pour aînés afin d'aider à la distribution de nourriture à plus de 20 000 participants.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Divers organismes.

POPULATION VISÉE

Les personnes seules et les ménages sans abri ou nécessiteux.

SERVICES FOURNIS

Moyennant un paiement de 14 $ et deux heures de travail bénévole, les participants reçoivent un paquet rempli d'aliments sains et nutritifs pour la moitié du prix normal. S.H.A.R.E. réunit ses ressources pour que les participants puissent profiter des économies découlant de son pouvoir d'achat de nourriture. Outre les aliments qu'ils obtiennent à bas prix, les participants établissent des rapports communautaires solides en établissant des équipes qui travaillent à améliorer leur quartier et, en fin de compte, leur ville ou village. La première distribution d'aliments de S.H.A.R.E. en mai 1983 a eu lieu au Jack Murphy Stadium de San Diego; les aliments apportés là par camions avaient été distribués à moins de 7 500 personnes. Cependant, au cours des années qui ont suivi, S.H.A.R.E. a connu une croissance spectaculaire proportionnelle à celle du St. Vincent de Paul Village (H.3).

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Les aspects du programme liés à l'auto-assistance et au bénévolat. Il y a aux États-Unis 27 groupes associés à S.H.A.R.E. qui distribuent un million de paquets d'épicerie, soit quelque 5 400 tonnes de nourriture, chaque mois. Selon des estimations récentes, les bénévoles de S.H.A.R.E. donnent quelque 800 000 heures par mois, dans 7 000 collectivités de 33 États américains. De plus, S.H.A.R.E. a des bureaux au Mexique et au Guatemala.

ORGANISME À JOINDRE

S.H.A.R.E. Southern California

Adresse : 3350 E St. San Diego, CA 92102, É.-U.
Téléphone : (619) 687-1000 Télécopieur : (619) 687-1010

INITIATIVES SIMILAIRES

Indiquée dans « ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS ».

CATÉGORIE : PROGRAMMES D'APPROCHE A.4

NOM DE L'INITIATIVE

Programme d'intervention en milieu judiciaire

ENDROIT

Ottawa (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1994

OBJECTIF

Fournir des services de soutien communautaire aux personnes sans abri éprouvant des problèmes de santé mentale sérieux et des problèmes avec la loi.

PORTÉE

Cent cinquante personnes aidées jusqu'à maintenant; le programme a été appliqué avec succès dans 50 p. 100 des cas.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Le bureau du procureur de la Couronne de la province, l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM), la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton.

POPULATION VISÉE

Les adultes sans abri ou à risque qui éprouvent des problèmes de santé mentale sérieux et des problèmes mineurs avec la loi. Les sans-abri qui ont des conflits avec la loi, qui ont été rejetés par la plupart des refuges locaux et qui ont épuisé toutes les options de logement qui existent.

SERVICES FOURNIS

Le programme vise à loger ailleurs qu'en prison les sans-abri en les éloignant des tribunaux pour les diriger vers les services ou ressources pertinents et en sensibilisant le système de justice pénale aux besoins des sans-abri qui sont en conflit avec la loi. Le programme est mis en application à partir d'un bureau situé à la cour et inclut des services de conseil et d'aiguillage vers les services sociaux et les services de santé pertinents, comme les services de désintoxication et l'intervention hospitalière en cas de besoins de médicaments. Le bureau du procureur de la Couronne, la police et les avocats dirigent les sans-abri accusés et trouvés coupables vers les préposés au programme. Les sans-abri sont relâchés avant le prononcé de leur sentence, à condition qu'ils participent au programme. Les participants passent au bureau toutes les deux semaines pendant trois à six mois.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

On détourne les sans-abri du système judiciaire. Quand le participant sans-abri s'est conformé aux modalités de la libération conditionnelle et a participé au programme, on abandonne les accusations qui pèsent contre lui.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le bureau du procureur de la Couronne finance les salaires de deux employés à temps plein, ainsi que les frais de transport des participants. L'ACSM finance les frais administratifs généraux. Le personnel est composé d'un travailleur à temps plein et d'un étudiant engagé pour l'été.

ORGANISME À JOINDRE

Association canadienne pour la santé mentale

Nom : Donna Petty
Poste : coordonnatrice du programme
Adresse : 1355, rue Bank, pièce 402, Ottawa (Ontario) K1H 8K7 Canada
Téléphone : (613) 737-7791 Télécopieur : (613) 737-7644

CATÉGORIE : PROGRAMMES D'APPROCHE A.5

NOM DE L'INITIATIVE

Programme d'approche

ENDROIT

Banlieue d'Ottawa (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1994

OBJECTIF

Aider les familles et les personnes seules qui vivent dans des refuges à se trouver des logements abordables.

PORTÉE

Centre trente-neuf clients aidés en 1994, dont 66 pour cent étaient des familles monoparentales.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Aide Logement, un organisme communautaire sans but lucratif de défense des droits des locataires.

POPULATION VISÉE

Familles et personnes seules qui vivent dans des refuges à l'extérieur du centre-ville et qui ont de la difficulté à se loger en raison de problèmes relatifs au transport, à la discrimination, à la communication, à la violence ou à l'expulsion.

SERVICES FOURNIS

La principale activité des travailleurs des services d'approche est de fournir des services sociaux individualisés aux familles sans abri de deux refuges d'urgence de l'ouest de la ville. un refuge familial et un refuge pour les femmes victimes de violence et leurs enfants. En général, les services d'approche sont offerts aux familles et aux personnes seules qui ont été dirigées vers les travailleurs des services d'approche par des organismes, le personnel d'Aide Logement ou d'autres personnes. Le travailleur des services d'approche rend visite aux clients ou les rencontre dans les bureaux d'Aide Logement, et les aide à relever les options de logement et à établir des plans de logement à court et à long terme. Outre la recherche de logements, les services d'approche incluent du travail de défense pour les résidents des refuges, la diffusion d'information générale concernant les rapports entre propriétaires-bailleurs et locataires, la diffusion d'information et de l'aide concernant les organismes de services sociaux, des services de traduction, de l'aide pour les déménagements et la livraison de meubles, et un suivi visant à vérifier la permanence des options de logement.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Pour faciliter ce travail, Aide Logement a établit des partenariats avec dix autres organismes communautaires qui desservent l'ouest de la ville et les banlieues.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le ministère du Logement de l'Ontario finance le salaire d'un intervenant à plein temps et d'une personne à mi-temps qui s'occupe de scruter les annonces de logements à louer dans les journaux, ainsi que les frais de fonctionnement.

ORGANISME À JOINDRE

Aide Logement

Nom : Michael Wilson
Poste : directeur exécutif
Adresse : 520, avenue Bronson, Ottawa (Ontario) K1R 7Y9 Canada
Téléphone : (613) 563-4532 Télécopieur : (613) 563-8019

CATÉGORIE : PROGRAMMES D'APPROCHE A.6

NOM DE L'INITIATIVE

Coalition pour la santé de tous

ENDROIT

Centre-ville d'Ottawa (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1989

OBJECTIF

Améliorer la santé et l'accès aux services de soins de santé des sans-abri, des personnes qui n'ont pas de logement stable ou des personnes qui recourent aux services de refuges et au services de jour.

PORTÉE

Près de 1 000 personnes ont été examinées en vue de soins de santé en 1994.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La Coalition pour la santé de tous est une coalition communautaire comptant 27 organismes, notamment des établissements locaux, des particuliers et d'anciens sans-abri. Ces organismes offrent tout un éventail de services, notamment des refuges, des programmes de jour, des services sociaux, des services d'intervention et des soins de santé.

POPULATION VISÉE

Le programme est conçu pour combler le manque de soins de santé de qualité, notamment de soins médicaux, dentaires, podiatriques et autres, qui sont offerts aux sans-abri ou aux hommes et femmes de la rue, particulièrement les Autochtones, les Inuits, les aveugles, les personnes VIH positives et les personnes atteintes de la tuberculose.

SERVICES FOURNIS

Par l'intermédiaire des organismes membres, la coalition offre un vaste éventail de services liés à la santé. Voici quelques exemples. (1) Amélioration des communications et des partenariats entre les organismes qui viennent en aide aux sans-abri. Ainsi, plusieurs organismes peuvent suivre une personne au moyen d'un seul et même plan, même quand cette personne se déplace ou change d'établissement. (2) Promotion et défense des intérêts des clients afin d'améliorer l'accès à des refuge sûrs et à des options de traitement convenables, et d'améliorer l'accès à l'assurance-santé. (3) Appui à l'établissement de refuges pour les clients ayant des besoins de soins de santé spéciaux à l'intérieur du système des refuges, et notamment l'établissement de soins de réadaptation. (4) Prévention, traitement des cas actifs, éducation et recherche des contacts pour les clients atteints de tuberculose. (5) Prévention, tests, éducation et soins des clients VIH positifs. (6) Programme d'éducation visant les soins de base des pieds offert dans les refuges, programme d'intervention en podologie et cueillette de chaussures et de bottes. (7) Programme d'intervention de soins dentaires, récemment établi de concert avec le service régional de la santé.

La prestation de services est possible grâce à un programme d'intervention dans le cadre duquel les travailleurs et les bénévoles servent de protecteurs et de défenseurs des intérêts. Les services de soins primaires, dispensés par des infirmiers et infirmières liés à chacun des organismes membres de la coalition, servent de soutien au programme d'intervention.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Établissement d'une coalition capable de réaliser des économies d'échelle afin de faciliter la prestation globale de services à l'aide d'un meilleur accès à du financement. Les clients comptent de plus en plus sur les services de soins primaires offerts par la coalition et utilisent les hôpitaux pour les cas d'urgence.

SOURCES DE FINANCEMENT

La plus grande partie du financement provient des contributions des organismes membres. Les sources secondaires sont, notamment, les fonds levés par un bénévole et les dons.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Des organismes confessionnels font des levées de fonds et des cueillettes de chaussettes, de sous-vêtements et de services.

BUDGET TOTAL

Le montant n'a pas été établi pour 1994-1995, mais on l'estime à plusieurs centaines de milliers de dollars.

ORGANISME À JOINDRE

Coalition pour la santé de tous, aux soins du Centre communautaire de santé de la Côte de sable

Nom : Wendy Muckle
Poste : présidente
Adresse : 221, rue Nelson, Ottawa (Ontario) K1M 1C7 Canada
Téléphone : (613) 789-1500, poste 2510 Télécopieur : (613) 789-7962

INITIATIVES SIMILAIRES

Street Health, Toronto (Ontario) (A.6)

CATÉGORIE B : REFUGES D'URGENCE

B.1 LONG TERM SERVICES FOR YOUTH, HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)

B.2 NDINAWE, WINNPEG (MANITOBA)

B.3 OUT OF THE COLD, TORONTO (ONTARIO)

CATÉGORIE : REFUGES D'URGENCE B.1

NOM DE L'INITIATIVE

Long Term Services For Youth Association (LTSFYA)

ENDROIT

Halifax (Nouvelle-Écosse)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

En février 1987, après une étude menée en 1984 du fait de la préoccupation croissante au sujet des jeunes de la rue. Initialement, les services offerts étaient une résidence supervisée et du counselling de suivi. Des appartements autonomes ont été ajoutés en 1992, puis un centre d'accueil d'urgence, le Phoenix Centre and House, en 1994.

OBJECTIF

La LTSFYA se concentre sur la nécessité de fournir le soutien approprié afin de permettre aux jeunes d'acquérir les compétences, la confiance et la capacité qu'il faut pour vivre de façon indépendante.

PORTÉE

Au cours de ses cinq premiers mois d'existence, le centre d'accueil a enregistré 1 724 contacts avec des jeunes; 165 jeunes ont vécu à la Phoenix House pendant en moyenne 12 mois; 33 jeunes ont reçu de l'aide dans le cadre du programme des appartements autonomes; et 155 jeunes ont recouru au programme de suivi.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La LTSFYA est un organisme communautaire sans but lucratif de services qui offre de l'aide au logement à long terme et des services de counselling et de soins santé aux jeunes à risque.

POPULATION VISÉE

Les jeunes à risque et les jeunes sans abri (de 16 à 24 ans).

SERVICES FOURNIS

La LTSFYA offre quatre programmes. (1) Le Phoenix Centre, pour les jeunes, est un centre d'accueil et de ressources en cas d'urgence qui offre du counselling 24 heures sur 24. Le centre est un premier pas hors de la rue et offre un éventail de services, notamment, du café et du jus, des douches et une laverie, des soins de santé et de counselling, des services d'aiguillage vers les refuges d'urgence et des services de recherche de logements à long terme. (2) La Phoenix House est une résidence de dix places supervisée 24 heures sur 24 (séjour pouvant durer de trois mois à deux ans). On y offre des soins à long terme à des jeunes de 16 à 24 ans qui n'ont pas d'endroit sûr où vivre. (3) Un programme d'appartements supervisés qui offre en ce moment trois appartements autonomes (trois jeunes et un conseiller résidant). Deux des logements sont réservés aux hommes, et l'autre, aux femmes. (4) Services de suivi, notamment counselling, protection et défense, pour les anciens résidents, afin de veiller à ce qu'ils aient accès à des services de soutien et de counselling.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

La LTSFYA est passée d'un simple refuge à un continuum complet de services qui s'est adapté aux besoins relevés.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le budget de fonctionnement total est d'environ 750 000 $. Les appartements sont loués, et le foyer à long terme a été fourni par une fondation locale, de sorte qu'il ne faut aucun financement d'immobilisations ou de prêt hypothécaire. Les deux tiers du financement proviennent des services sociaux provinciaux et municipaux, principalement sous la forme d'une indemnité journalière couvrant le logement et les repas des jeunes résidents. La LTSFYA doit elle-même trouver le tiers restant du budget (197 000 $). Elle demande

des dons à divers groupes confessionnels et organismes de services, ainsi qu'à des fondations. Le conseil de bénévoles et quelque 60 autres bénévoles actifs participent aux activités de levées de fonds.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Le tiers du budget est comblé à l'aide d'activités de levée de fonds, notamment la sollicitation de soutien auprès d'associations de services et de fondations.

BUDGET TOTAL

Un total de 750 000 $ par année.

ORGANISME À JOINDRE

Long Term Services For Youth Association

Nom : Linda Wilson
Poste : directrice exécutive
Adresse : 6035, route Coburg, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3H 1Y8 Canada
Téléphone : (902) 420-0676 Télécopieur : (902) 422-7656

INITIATIVES SIMILAIRES

Victoria Street Community Association (A.1)

CATÉGORIE : REFUGES D'URGENCE B.2

NOM DE L'INITIATIVE

Ndinawe

ENDROIT

Centre-ville, Winnipeg (Manitoba)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Octobre 1993

OBJECTIF

Ndinawe est un refuge d'urgence pour les jeunes fugueurs. Ndinawe offre de l'hébergement d'urgence et du counselling aux jeunes, afin de les aider à faire face aux problèmes de la vie.

PORTÉE

Le refuge a une capacité de 16 personnes, dans un foyer de groupe mixte. On répartit les lits entre les dortoirs des filles et des garçons, selon la demande. Au cours de sa première année de fonctionnement, le refuge a accueilli quelque 300 jeunes.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Ndinawe est un organisme communautaire de services sans but lucratif.

POPULATION VISÉE

Aide aux fugueurs à l'aide des méthodes de guérison autochtones traditionnelles. L'admissibilité ne se limite pas aux jeunes autochtones; les non Autochtones représentent généralement environ le cinquième des clients.

SERVICES FOURNIS

Ndinawe offre de l'hébergement d'urgence supervisé à court terme (période d'une à trois semaines), ainsi que des services de counselling. La plupart des jeunes ont quitté le foyer familial, une famille nourricière ou un foyer de groupe (placement des Services à l'enfant et à la famille) et vivent dans la rue depuis un moment. Les membres du personnel agissent à titre de médiateurs entre les jeunes et les Services à l'enfant et à la famille, afin de réintégrer l'enfant dans sa famille ou dans le système de placement. Un certain nombre de jeunes sont retournés entre trois et six fois, ce qui révèle la nécessité d'installations à plus long terme.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Le titre du programme vient de «Ndinawemaaganag Endaawaar », qui se traduit par « la maison de notre parenté » et reflète la culture autochtone de la famille élargie; les membres du personnel sont vus comme des frères et soeurs, ou comme des oncles et tantes. Le programme s'appuie exclusivement sur les méthodes autochtones, notamment les cercles de partage, les cercles de discussion et la discussion avec les anciens. On essaie aussi de lier les jeunes autochtones à leurs traditions (les foyers nourriciers et foyers de groupes sont souvent non Autochtones), y compris la suerie et le pow wow. Les jeunes non Autochtones sont invités, mais pas obligés, à participer à ces activités traditionnelles, mais la plupart d'y prêtent avec enthousiasme.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le refuge a reçu de l'aide sous la forme d'une subvention de la part d'une fondation, en vue de l'acquisition et de la rénovation d'une maison de chambres existante. Le financement continu des frais de fonctionnement couvrant le personnel, la nourriture et le fonctionnement de l'immeuble est assumé par les Services à l'enfant et à la famille, à l'aide du budget provincial d'aide sociale.

ORGANISME À JOINDRE

Ndinawe

Nom : Gwen Gosek
Poste : directrice exécutive
Adresse : 370-372, avenue Flora, Winnipeg (Manitoba) R2W 2R5 Canada
Téléphone : (204) 586-2566 Télécopieur : (204) 589-4086

CATÉGORIE : REFUGES D'URGENCE B.3

NOM DE L'INITIATIVE

Out of the Cold Program

ENDROIT

Centre-ville de Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1987

OBJECTIF

Offrir nourriture et hébergement les nuits d'hiver.

PORTÉE

Vingt-deux églises de la ville de Toronto ont aidé plus de 30 000 personnes-nuits au cours de l'hiver 1994-1995, soit une augmentation du tiers, par rapport à l'hiver précédent, incluant les réitérants. Il s'agit d'estimations, étant donné l'absence de processus formel d'inscription.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Églises locales.

POPULATION VISÉE

Les sans-abri et les autres personnes pauvres.

SERVICES FOURNIS

Hébergement pour la nuit et repas chaud. Le programme est très informel. Il a commencé par un réseau flexible d'églises et s'est étendu grâce aux efforts de la principale proposante de l'initiative, Soeur Susan Moran. Le programme est mis en application pendant les mois d'hiver (octobre à mars). Pendant cette période, la température nocturne à Toronto se situe presque toujours sous le point de congélation et peut souvent descendre à -15°C. Il arrive de plus en plus souvent que des familles pauvres viennent prendre un repas chaud, bien qu'elles ne soient pas nécessairement sans abri.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Il s'agit d'un réseau informel ne bénéficiant d'aucun financement.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Les églises sont utilisées, sans frais, pour héberger les sans-abri et servir les repas. Les aliments sont donnés aux églises, ou achetés par les églises; 1 500 bénévoles cuisinent les repas et les servent.

ORGANISME À JOINDRE

Nom : Soeur Susan Moran
Téléphone : (416) 920-1056

CATÉGORIE C : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT EN MILIEU DE SOUTIEN

C.1 Chesapeake Area Recovery Communities, Baltimore (Maryland)

C.2 Mainstay Residence, Winnpeg (Manitoba)

C.3 Hope Community/Hope Discovery, Ottawa (Ontario)

C.4 Voice Mail Pilot, Toronto (Ontario)

C.5 Housing with Dignity, Philadelphie (Pennsylvanie)

C.6 Yesler Early Childhood Center, Seattle (Washington)

C.7 Nazorg, Zwolle (Pays-Bas)

CATÉGORIE : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT C.1 EN MILIEU DE SOUTIEN

NOM DE L'INITIATIVE

Chesapeake Area Recovery Communities (CARC)

ENDROIT

Baltimore (Maryland)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1992

OBJECTIF

Offrir un milieu de soutien dans lequel les personnes victimes de l'abus d'intoxicants peuvent s'en remettre et acquérir l'autonomie fonctionnelle et des compétences d'emploi afin de devenir indépendantes. CARC a adopté la devise suivante : si tu donnes un poisson à quelqu'un, tu le nourris pour un jour; si tu lui enseignes à pêcher, tu le nourris pour la vie.

PORTÉE

La capacité actuelle dans sept maisons est de 30 personnes, et l'on compte accroître la capacité à 75 personnes d'ici la fin de l'année. Des six personnes logées et traitées au cours de la première année, trois vivent maintenant de façon indépendante. La deuxième année, 17 personnes s'en sont sorties et mènent des vies actives.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

CARC est un organisme sans but lucratif venant en aide aux personnes qui souffrent de l'abus d'intoxicants.

POPULATION VISÉE

La population visée est constituée des alcooliques et des toxicomanes, hommes et femmes, qui en sont à leurs premiers pas suivants la désintoxication. Ces gens viennent des refuges, des centres de désintoxication, des tribunaux et de la rue.

SERVICES FOURNIS

Le programme se concentre sur le traitement de l'alcoolisme et de la toxicomanie au moyen d'un foyer structuré et de l'acquisition de compétences en construction combinée à la formation à l'emploi. Un des éléments clés du programme est l'acquisition et la remise en état de maisons, dont certaines sont ensuite occupées par des clients de CARC, et les autres, vendues. Le directeur du projet contribue ses compétences techniques en construction d'habitations et on enseigne les techniques de construction aux clients, en commençant par les rudiments, de l'utilisation d'une masse pour démolir des murs à toute la gamme des compétences. Le travail manuel assure aux participants l'acquisition de compétences et une meilleure estime de soi. C'est aussi un moyen de tenir les personnes occupées, ce qui les aide à surmonter leurs problèmes de dépendance. Les résidents doivent démontrer leur volonté à assumer la responsabilité de leur réadaptation pendant leur séjour intensif de 30 jours dans un foyer structuré. Certaines personnes souffrant de handicaps mentaux sérieux ne sont pas acceptées dans les foyers.

Les foyers de CARC n'ont pas de personnel médical sur place et ne sont donc pas légalement considérés comme des centres de traitement. Ces services spécialisés sont fournis par d'autres organismes de la collectivité dont les travailleurs viennent aux foyers de temps en temps. Ceci supprime la nécessité d'obtenir des permis pour la prestation de soins communautaires et d'être ainsi soumis à l'opposition des résidents du voisinage qui ne veulent pas de tels établissements « dans leur cour ». Cependant, les responsables du zonage maintiennent qu'il s'agit de foyers de groupe exigeant une approbation en matière de zonage. Une fois leur séjour terminé en foyer structuré, les participants passent à un foyer de groupe (phase 2), puis à des

maisons ou à des appartements autonomes (phase 3). Les habitations de phases 2 et 3 sont administrées par les résidents. Une fois terminée la troisième phase, les résidents peuvent mener une vie indépendante, et l'on s'attend à ce qu'ils travaillent, poursuivent des études et participent au programme de services communautaires de leur choix.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Participation des clients; fonds d'immobilisation renouvelables grâce à la remise en état de maisons.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le capital provient de prêts à la rénovation accordés par diverses sources privées. Un prêt initial a été consenti par un particulier et a servi à l'achat de la première maison. La maison a été remise en état puis refinancée en vue du remboursement du prêt. Cette démarche a été répétée sept fois. L'un des mécanismes utilisés pour obtenir un prêt a été de vendre des crédits d'impôt pour faible revenu à des particuliers (le particulier obtient un rendement sur le capital, ainsi qu'un crédit d'impôt). On a pressenti les commerces locaux pour obtenir des prêts ou des contributions en donnant comme argument que les personnes traitées aideront à améliorer la collectivité. Les personnes qui sont dans des foyers structurés, à la première étape, reçoivent 120 $ par semaine, mais donnent 60 $ en guise de loyer. Ce montant va au remboursement des prêts à la construction et au paiement des frais de fonctionnement. Au fur et à mesure que les résidents assument des responsabilités plus importantes, leur salaire augmente et ils paient un loyer plus élevé pour habiter dans des logements plus autonomes. Le faible coût de la main-d'oeuvre permet à l'entreprise de construction de proposer des prix moins élevés pour les travaux de remise en état de logements de la ville.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Les participants font eux-mêmes une bonne part des travaux de construction ou de remise en état. À ce jour, on n'a pas utilisé de financement ou de prêts provenant du gouvernement.

ORGANISME À JOINDRE

Chesapeake Area Recovery Communities

Nom : Chase Ridgley
Poste : directeur de projet
Nom : Greg Reynolds
Poste : relations publiques
Adresse : 2612 N. Charles St., Baltimore, MD 21218, États-Unis
Téléphone : (410) 235-2721 ou 243-1380

CATÉGORIE : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT C.2

EN MILIEU DE SOUTIEN

NOM DE L'INITIATIVE

Mainstay Residence

ENDROIT

Winnipeg (Manitoba)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Novembre 1993

OBJECTIF

Offrir un logement supervisé à des personnes qui sont incapables de fonctionner dans la collectivité et aider ces personnes à adopter un style de vie plus stable afin de pouvoir se loger de façon indépendante au sein de la collectivité.

PORTÉE

Établissement supervisé de 34 places offrant le gîte et la nourriture. Près de 90 pour cent des clients y demeurent moins de cinq mois.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

The Main Street Project

POPULATION VISÉE

Les hommes et femmes qui sont nettement désavantagés, en situation de détresse personnelle, souvent dépendants d'intoxicants chimiques, et sans abri.

SERVICES FOURNIS

La Mainstay Residence du Main Street Projet remplace un foyer vieillissant et ne répondant plus aux besoins du Main Street Project. Cette résidence offre le gîte, des repas, et un milieu stable et sans intoxicants à court ou à moyen terme. La résidence fonctionne 24 heures par jour et sept jours par semaine, et son personnel est composé d'un gestionnaire et de trois superviseurs travaillant par roulement. La supervision 24 heures sur 24 assure la stabilité, la sécurité et la continuité pour les résidents dont les niveaux de fonctionnement varient. Un environnement structuré donne aux résidents l'occasion d'apprendre à fonctionner de façon autonome, à vivre en société et à vivre dans la sobriété. Les résidents bénéficient aussi d'une évaluation individuelle et de counselling, ainsi que d'un service d'aiguillage vers les organismes compétents de services sociaux. Des rencontres de groupe sont organisées pour donner aux résidents l'occasion d'exprimer leurs préoccupations et pour encourager la résolution de problèmes, l'autonomie et l'indépendance. Mainstay offre aussi des activités récréatives organisées. Les résidents préparent un plan de travail énonçant leurs objectifs, au moment de l'évaluation. Les objectifs peuvent être de réussir à vivre indépendamment dans un autre logement, ou de continuer de vivre à long terme au foyer s'il n'est pas possible de faire mieux.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

La Mainstay Residence est souvent perçue comme un foyer de dernier recours, puisque les participants au programme n'ont pu recevoir l'aide d'autres organismes, lesquels ne voulaient pas, ou ne pouvaient pas, les accueillir.

SOURCES DE FINANCEMENT

Des subventions de la part de la ville de Winnipeg et de Centraide Winnipeg couvrent les coûts liés au personnel; une indemnité quotidienne est imposée aux organismes de placement (ville et aide sociale provinciale, le curateur public ou le client) pour le paiement de la nourriture, de la literie et des autres

services aux clients et frais d'hébergement; une subvention de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba couvre les coûts hypothécaires et les frais connexes.

BUDGET TOTAL

En 1994-1995, 67 478 $ en frais de fonctionnement, et 268 165 $ de dépenses totales.

ORGANISME À JOINDRE

Main Street Project Inc.

Nom : John Rodgers
Poste : directeur exécutif
Adresse : 75, rue Martha, Winnipeg (Manitoba) R3B 1A4 Canada
Téléphone : (204) 982-8242

INITIATIVES SIMILAIRES

Vancouver Lookout (sans but lucratif et nettement plus gros); foyer pour les personnes difficiles à loger du département des services sociaux de la ville de Vancouver.

CATÉGORIE : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT C.3

EN MILIEU DE SOUTIEN

NOM DE L'INITIATIVE

Hope Community et Hope Discovery

ENDROIT

Centre-ville d'Ottawa (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1988-1990

OBJECTIF

Offrir un gîte transitoire et du logement en milieu de soutien à des hommes et des femmes qui, autrement, seraient dans des refuges d'urgence, et aider les personnes à trouver leur propre degré d'indépendance au moyen d'un éventail de programmes conçus avec soin.

PORTÉE

En 1994, Hope Community a desservi 63 hommes et 13 femmes, lesquels sont demeurés en moyenne 7,3 mois dans les 52 chambres de l'établissement. Hope Discovery compte un total de 42 chambres et a desservi 144 personnes qui sont restées pour un séjour moyen de 2,5 mois.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Les Bergers de l'espoir

POPULATION VISÉE

Hope Community vise la population générale des refuges, dont les trois quarts environ ont eu des problèmes de nature psychiatrique. Hope Discovery vise les hommes et les femmes seuls qui ont un passé d'alcoolisme et de toxicomanie. Les deux initiatives s'attaquent aux obstacles à une vie indépendante. Le programme Hope Community porte sur les questions liées à la gestion de l'argent, à la gestion des médicaments, à l'hygiène personnel, à la gestion de la colère et à la modification des comportements. Bon nombre des résidents de Hope Discovery ont été soumis aux programmes de désintoxication et ont besoin d'un milieu propre, sûr et sobre.

SERVICES FOURNIS

Une supervision et un soutien, 24 heures sur 24, adaptés aux besoins particuliers des clients. Cela peut comprendre une aide pour les repas, les inspections des chambres au quotidien, ou une latitude maximale pour certaines personnes. Dans le cas de Hope Community, les services sont, notamment, la gestion des médicaments pour ceux qui doivent contrôler des problèmes psychiatriques. Les résidents qui sont soumis au programme Hope Discovery sont encouragés à recourir aux structures de soutien existant au sein de la collectivité, comme les AA, les NA, les programmes de désintoxication et les programmes à plus long terme. On encourage aussi les résidents à joindre un réseau d'entraide.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Le niveau d'intervention correspond aux besoins des clients individuels; on engage du personnel qui n'aurait pu trouver du travail auprès d'autres organismes sans but lucratif.

SOURCES DE FINANCEMENT

Hope Community : ministère de la Santé (60 000 $), ministère des Services sociaux et communautaires (80 000 $), revenu locatif (240 000 $), dons privés (100 000 $ - 150 000 $). Hope Discovery : revenu locatif (180 000 $), La Fondation Trillium (20 000 $), dons privés (50 000 $).

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Il n'y a presque pas eu de frais initiaux, puisque les immeubles ont été loués d'un propriétaire du secteur privé, plutôt que construits, et les modifications ont été exécutées par le personnel. Le financement porte principalement sur les frais liés au personnel et à l'entretien. Le personnel est constitué d'employés non professionnels dont les salaires se situent entre 7,50 $ et 14 $ l'heure et qui sont considérés comme « difficiles à superviser » par d'autres organismes.

BUDGET TOTAL

1994-1995 : 500 000 $ pour Hope Community, et 250 000 $ pour Hope Discovery.

ORGANISME À JOINDRE

Les Bergers de l'espoir

Nom : Luciano deLuca
Poste : coordonnateur
Adresse : 233, rue Murray, Ottawa (Ontario) K1N 5M9 Canada
Téléphone : (613) 562-1453 Télécopieur : (613) 789-0888

INITIATIVES SIMILAIRES

Options Bytown, Ottawa (Ontario). Personnel moins nombreux, mais utilisation d'un plus grand nombre de professionnels.

CATÉGORIE : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT C.4

EN MILIEU DE SOUTIEN

NOM DE L'INITIATIVE

Voice Mail Pilot Project (projet pilote de messagerie vocale)

ENDROIT

Centre-ville de Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Octobre 1994

OBJECTIF

Offrir aux hommes et femmes sans abri l'accès à un téléphone et la possibilité de recevoir des messages.

PORTÉE

Cent abonnés, et 13 personnes sur la liste d'attente.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Central Neighbourhood House est un organisme communautaire polyvalent du centre-ville de Toronto.

POPULATION VISÉE

Les hommes et femmes sans abri, et les résidents de maisons de chambres qui n'ont pas accès à un téléphone.

SERVICES FOURNIS

Central Neighbourhood House offre un lieu où les gens du voisinage peuvent se rencontrer dans le cadre de divers programmes sociaux, récréatifs ou éducatifs. Les programmes s'attaquent aux problèmes relatifs au logement, aux soins de santé, à la violence faite aux femmes, à la qualité de la vie en famille et dans le voisinage. Le Voice Mail Pilot Project met la messagerie vocale à la portée de cent sans-abri ou personnes qui ne sont pas logées convenablement et qui n'auraient autrement pas accès à un téléphone ou à un service de message. Ce service en aide plusieurs à trouver du travail et à le garder, et à garder contact avec le médecin, la famille et les services sociaux. Le service est disponible 24 heures sur 24 à partir de n'importe quel téléphone à clavier.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Ce projet a été lancé après que les sans-abri et les résidents de maisons de chambres aient indiqué que l'absence d'accès à un téléphone ou à un service de message constituait un obstacle important à la recherche d'un emploi ou d'un logement, ou au maintien de relations importantes dans leur vie.

SOURCES DE FINANCEMENT

City of Toronto Homeless Initiatives, Centraide de la région métropolitaine de Toronto, ministère de la Citoyenneté, boulotOntario Action communautaire.

ORGANISME À JOINDRE

Central Neighbourhood House

Nom : Ruth Mont
Adresse : 349, rue Ontario, Toronto (Ontario) M5A 2V8 Canada
Téléphone : (416) 925-4363 Télécopieur : (416) 925-1545

INITIATIVES SIMILAIRES

Pilot Voice Mail Project, Partnership for the Homeless/MFS Intelenet, Parsippany (New Jersey) États-Unis; Commmunity Voice Mail, Seattle (Washington); Community Technology Institute, Seattle (Washington); et 10 autres initiatives dans différentes régions des États-Unis.

CATÉGORIE : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT EN MILIEU DE SOUTIEN C.5

NOM DE L'INITIATIVE

Housing with Dignity

ENDROIT

Centre-ville de Philadelphie (Pennsylvanie)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1988

OBJECTIF

Logement permanent pour les sans-abri.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Dignity Housing

POPULATION VISÉE

Les sans-abri de Philadelphie, et particulièrement les familles avec enfants.

SERVICES FOURNIS

Logement permanent, possibilités d'acquérir un logement, aide à l'emploi, services sociaux et services de santé. Offre aux clients l'accès à divers programmes et ressources comme la préparation au test d'équivalence d'études secondaires, tutorat, activités d'alphabétisation; ateliers sur la prévention de la violence à l'égard des enfants et sur la planification familiale; groupes de soutien sur les problèmes des locataires, des femmes, sur l'abus d'intoxicants, la violence familiale. Les programmes à l'intention des jeunes sont, notamment, des activités culturelles et récréatives pour les enfants de neuf ans et moins, et des services éducatifs et culturels, et services de counselling pour les enfants de 10 à 18 ans. Le fonds d'aide d'urgence prévoit des subventions d'urgence pour le soins des enfants, la nourriture, les services publics, le transport et autres besoins essentiels. Le fonds à l'éducation offre des bourses de 500 $ aux jeunes participants de Dignity qui entrent au collège.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Programme conçu et lancé par des sans-abri.

SOURCES DE FINANCEMENT

De nombreux organismes contribuent à la production et au maintien de logements appartenant à Dignity, notamment la Philadelphia Housing Development Corporation, le Philadelphia Office of Services for Homeless Adults, le Philadelphia County Assistance Office, la Main Line Unitarian Church, la Superior Moving Company, WPVI-TV et United Way of Southeastern Pennsylvania.

ORGANISME À JOINDRE

Dignity Housing

Nom : Alicia Christian
Poste : directrice
Adresse : 1340 East Washington Lane, pièce 2, Philadelphia, PA 19138, États-Unis
Téléphone : (215) 224-9890

CATÉGORIE : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT C.6

EN MILIEU DE SOUTIEN

NOM DE L'INITIATIVE

Yesler Early Childhood Center

ENDROIT

Centre-ville de Seattle (Washington)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1990

OBJECTIF

Fournir aux jeunes enfants de familles sans abri des services « bon départ » et permettre aux parents de chercher une source de revenu et un logement permanent.

PORTÉE

La capacité quotidienne du programme est de 18 enfants; de 55 à 70 enfants participent chaque année. Le taux de roulement élevé des participants s'explique par le fait que l'admissibilité se limite aux enfants de parents vivant dans des refuges temporaires d'urgence de Seattle. Les résidents de ces refuges y demeurent de six à huit semaines, mais les enfants de parents auxquels on offre un logement transitoire peuvent continuer à participer au programme.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Le programme est le résultat de la coopération entre Neighborhood House Head Start, qui offre des services de salle de classe, Seattle Emergency Housing Services, qui fournit des services de soutien aux familles, et Health Care for the Homeless, qui offre des services de soins de santé de base.

POPULATION VISÉE

Les enfants sans abri de trois à cinq ans, dont les familles résident dans des refuges familiaux d'urgence de Seattle.

SERVICES FOURNIS

Le centre a d'abord été un projet pilote à l'intention des familles vivant dans le refuge familial d'urgence de Seattle. Le centre s'occupe des enfants d'âge pré-maternelle, de trois à cinq ans, ce qui permet aux parents de laisser leurs enfants entre bonnes mains pour aller chercher du travail. Le programme est offert huit heures par jour, quatre jours par semaines, douze mois par année. Quand les familles quittent le refuge, les enfants sont dirigés vers un programme d'assistance et d'éducation de la prime enfance dans leur quartier. Le programme permet aussi de repérer les besoins médicaux et dentaires sérieux, assure les deux tiers des besoins nutritionnels des enfants au quotidien et aide à établir le lien entre les familles et le réseau de services sociaux de leur nouveau quartier, une fois qu'ils sont logés dans des logements transitoires ou permanents.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Réponse aux besoins des enfants de familles sans abri; partenariat entre divers fournisseurs de services permettant de réaliser des économies.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le programme a initialement été financé par le Early Childhood Education and Assistance Program de l'État de Washington. Au cours des quelques dernières années, le programme fédéral Head Start a aussi offert du financement. Les fonds sont administrés par la ville de Seattle, laquelle a désigné l'organisme comme étant l'agence déléguée de la ville.

BUDGET TOTAL

La prestation des services à chaque enfant coûte en moyenne 5 000 $ par année.

ORGANISME À JOINDRE

Neighborhood House Head Start (sous l'égide de Neighborhood House Organization Non-Profit Social Service Organization à Seattle).

Nom : Frank Diemi
Poste : directeur
Adresse : 905 Spruce St., Seattle, WA 98104 États-Unis
Téléphone : (206) 461-8456 Télécopieur : (206) 461-3857

CATÉGORIE : LOGEMENT TRANSITOIRE ET LOGEMENT EN MILIEU DE SOUTIEN

C.7

NOM DE L'INITIATIVE

Nazorg (post-intervention)

ENDROIT

Zwolle, dans la région est des Pays-Bas.

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Avril 1994

OBJECTIF

Améliorer la réintégration des clients de refuges dans la collectivité.

PORTÉE

Cent personnes environ sont passées des trois refuges de la collectivité à des logements permanents.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Nederlands Instituut voor Zorh en Welzijn - NIZW (institut néerlandais de soin et de bien-être).

POPULATION VISÉE

Le programme s'attaque aux difficultés qu'éprouvent les résidents des refuges à faire le pas entre le logement en milieu de soutien et le logement indépendant et permanent.

SERVICES FOURNIS

L'évaluation commence quand les participants vivent dans les refuges et vise à déterminer le degré et la nature du soutien requis au moment du départ. Un partenariat réunit maintenant cinq organismes locaux de services sociaux responsables des participants qui cherchent à faire la transition pour passer à l'autonomie. Ces organismes ont convenu d'adapter les types de soutien offerts aux participants, notamment leur programme d'intervention. Ces organismes communiquent avec le personnel des refuges, lesquels leur fait savoir quand un participant a décidé de quitter le refuge. Après une année de soutien à l'intention des gens qui quittent les refuges pour sans-abri, il semble que les participants trouvent de plus en plus facile de quitter le refuge et de demeurer autonome.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

La méthode employée se fonde sur les entrevues réalisées avec les résidents des refuges transitoires locaux. Le programme comporte un système complet de soutien, incluant des équipes de prise en charge des cas (nazorgteam). Zwolle et deux autres endroits proposés devraient servir d'exemple pour les autres villes qui veulent améliorer la réintégration de ce groupe cible difficile.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le gouvernement local paie l'équivalent de six heures par semaine de salaire de travailleurs des services sociaux afin de couvrir les dépenses de coordination entre les participants et les organismes de services sociaux. Cela correspond à environ 25 000 florins par année (environ 38 000 dollars canadiens). Le NIZW a pris l'initiative du développement du programme, et notamment le lancement du programme et l'établissement de partenariats, et continue de soutenir le programme et de mobiliser les intervenants.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Tous les organismes participant à l'initiative ont intégré le programme dans leur charge de travail existante et ont modifié leurs méthodes afin de répondre aux besoins du programme.

ORGANISME À JOINDRE

Nederlands Instituut voor Zorh en Welzijn (NIZW)

Nom : Saskia Warme
Adresse : Catharijnesingel 47, Posbus 19152, Utrecht 3501, DD Netherlands
Téléphone : (011) (30) 306-649 Télécopieur : (011) (30) 319-641
Courrier électronique : s.warmer@nizw.nl

INITIATIVES SIMILAIRES

Deux projets pilotes similaires commenceront à l'automne dans différentes villes.

CATÉGORIE D : LOGEMENT PERMANENT

D.1 MEDEWIWIN NON-PROFIT HOUSING, VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

D.2 SINGLES HOUSING OPPORTUNITIES PROGRAM, TORONTO (ONTARIO)

D.3 PORTLAND HOTEL, VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

D.4 CARRUTHERS AND QUEEN MARY ALUMNI APARTMENTS, OTTAWA (ONTARIO)

D.5 L'ENTENTE, MONTRÉAL (QUÉBEC)

D.6 THE WOMEN'S HOUSING COALITION, ALBUQUERQUE (NOUVEAU-MEXIQUE)

CATÉGORIE : LOGEMENT PERMANENT
D.1

NOM DE L'INITIATIVE

Medewiwin

ENDROIT

Centre-ville de Victoria (Colombie-Britannique)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1993 (occupé en janvier 1994)

OBJECTIF

Fournir des logements permanents et des services visant l'acquisition de compétences en vue de permettre aux anciens sans-abri difficiles à loger de vivre indépendamment dans un milieu favorable.

PORTÉE

Seize studios autonomes

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Medewiwin a été lancé par la Victoria Community Street Association (VSCA) - A.1, et est maintenant exploité par cette même association.

POPULATION VISÉE

Le groupe cible est constitué des personnes difficiles à loger et inclut les jeunes et les adultes, les hommes et les femmes, et les gens qui vivaient dans la rue et qui souffrent d'un handicap mental ou physique. Ce programme de soutien comporte un certain nombre d'ateliers sur l'acquisition de l'autonomie fonctionnelle, la santé personnelle, la cuisine de base, et la façon de chercher et de conserver un emploi.

SERVICES FOURNIS

Medewiwin est un ensemble de logement sans but lucratif pour les personnes difficiles à loger. Il s'agit d'un ancien motel qui a été converti en 1993 et qui est maintenant constitué de 16 studios autonomes, d'une cuisine et d'une salle d'activité communes. Il s'agit d'un environnement de soutien ayant un gestionnaire à plein temps et un travailleur de soutien à mi-temps. Les deux postes sont étroitement intégrés à la VSCA. Les résidents participent à divers programmes de counselling, d'acquisition de compétences et de recherche d'emploi mis en application par la VSCA. Du fait qu'il s'agissait d'un motel, une bonne part de la propriété était pavée pour servir de stationnement. La moitié de la surface pavée a été arrachée par les résidents, afin qu'on puisse y faire un jardin. Il a été cultivé pour la première fois en 1994 et a donné une excellente récolte de fruits et de légumes. Les résidents consomment actuellement les produits du jardin, mais on envisage d'installer un stand au bord de la route pour en vendre (la propriété se trouve sur un chemin principal).

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Participation considérable des gens de la rue à la planification et à la mise sur pied, et production de revenus. Transformation d'un motel en ensemble de logements pour les sans-abri.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le financement pour l'élaboration du projet a été assuré par le ministère du logement, de la récréation et de la consommation de la Colombie-Britannique. La motel a été acheté et rénové au moyen d'une subvention du ministère et est loué pour les fins de l'initiative moyennant un dollar par année. (Il s'agit d'un arrangement provisoire entre la fin du programme sans but lucratif et le début du Homeless/At Risk Program visant spécialement les sans-abri et relevant de Homes B.C. Initiative). Une subvention est disponible concernant les frais de fonctionnement quand ceux-ci dépassent les revenus provenant des loyers. Tous les résidents bénéficient actuellement de l'aide sociale et consacre la composante logement de leurs prestations au loyer.

(Tout résident qui trouve un emploi et ne reçoit plus d'aide sociale paie un loyer proportionné au revenu correspondant à 30 pour cent du revenu.) Les coûts des services de soutien sont financés séparément par l'intermédiaire du ministère des services sociaux.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Les résidents qui sont jugés capables d'assumer des responsabilités sont désignés comme étant des gestionnaires résidant. Ces personnes assument les responsabilités de gestionnaire une fois par mois, et sont responsable de la gestion quotidienne de l'ensemble. Les résidents qui participent à ce programme acquièrent des compétences en gestion et reçoivent un montant de 50 $ par mois grâce à des fonds fournis par le ministère de la santé.

ORGANISME À JOINDRE

Medewiwin

Nom : James Mullen
Poste : gestionnaire
Adresse : 360, route Gorge est, Victoria (C.-B.) V8T 2W2 Canada
Téléphone : (604) 480-5151 Télécopieur : (604) 386-2313

INITIATIVES SIMILAIRES

Sauf en ce qui concerne la transformation d'un ancien motel, Medewiwin ressemble assez aux ensembles de logement créés pour les sans-abri en application de l'ancien programme fédéral-provincial de logement sans but lucratif, ou de programmes provinciaux unilatéraux. Dans presque tous les cas, les budgets de logement servent à financer le fonctionnement des ensembles de logement, et d'autres ministères s'occupent du financement des services sociaux, des services de santé et des services de soutien.

CATÉGORIE : LOGEMENT PERMANENT
D.2

NOM DE L'INITIATIVE

Singles Housing Opportunities Program (SHOP)

ENDROIT

Divers endroits à Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Approuvé par le conseil municipal en 1988.

OBJECTIF

Faciliter les solutions de logement pour les personnes désavantagées qui vivent dans des refuges temporaires ou dans la rue. Travailler de concert avec les groupes communautaires de logement afin de créer un milieu favorable au moyen de possibilités de logement, par la gestion de logement et par le développement communautaire.

PORTÉE

Vingt-deux ensembles SHOP ont été créés et sont gérés par 13 différents organismes de parrainage communautaires. Au total, ils offrent 136 logements permanents.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

SHOP est administré par le City of Toronto Housing Department, à l'aide du financement du ministère du Logement de l'Ontario. Les propriétés appartiennent à CityHome, une société de logement municipale sans but lucratif, et sont louées dans le cadre d'un contrat de gestion aux organismes de parrainage. Il s'agit généralement d'organismes communautaires de services ou de soutien.

POPULATION VISÉE

Les personnes qui étaient sans abri et qui passent des refuges temporaires à une vie autonome.

SERVICES FOURNIS

La ville de Toronto et sa société d'habitation, CityHome, offrent du soutien technique aux organismes communautaires de logement, pour l'acquisition et la production ou la remise en état de logements pour les sans-abri. La plupart des logements se trouvent dans des maisons éparpillées dans toute la ville ou dans des immeubles d'appartements. Les maisons sont généralement divisées en appartements que se partagent un certain nombre de personnes. Les locataires ont des chambres privées mais partagent avec d'autres le séjour et la salle à dîner. Dans la plupart des cas, les résidents ont participé dans une grande mesure aux décisions relatives à l'organisation des logements avant leur remise en état. On a trouvé que cette étape était importante pour aider les futurs résidents (qui allaient vivre ensemble) à créer des liens avant d'emménager. Par la suite, le soutien continu de l'organisme de parrainage facilite l'indépendance et l'autonomie. Le programme se concentre actuellement sur la diversification du portefeuille, de sorte qu'il soit possible de répondre aux besoins des ménages changeants, par exemple quand des résidents indépendants désirent vivre avec un partenaire ou, dans certains cas, souhaitent que les enfants dont ils ont été séparés reviennent vivre avec eux.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

On met l'accent sur les petits groupes de personnes dans les habitations autonomes, et sur la gestion participative accrue qui contribue à l'indépendance. L'un des aspects principaux du programme est la participation des résidents à la conception et à la gestion des propriétés.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les fonds d'immobilisation proviennent d'un prêt hypothécaire assuré par la Société canadienne d'hypothèques et de logement couvrant la totalité du prix d'achat. Le SHOP est aidé dans le cadre du programme de logement sans but lucratif de la province et prévoit des subventions continues sur une période de 35 ans qui couvrent la différence entre les frais de fonctionnement et les revenus des loyers (loyers correspondant à 25 pour cent des revenus ou à la composante logement de l'aide sociale). La ville de Toronto finance aussi le traitement du coordonnateur de programme.

ORGANISME À JOINDRE

City of Toronto Housing Department, Policy and Program Division

Nom : Simon Liston
Poste : coordonnateur du SHOP
Adresse : 20, rue Adelaide est, Toronto (Ontario) M5C 2T6 Canada
Téléphone : (416) 392-0602 Télécopieur : (416) 392-0560

CATÉGORIE : LOGEMENT PERMANENT
D.3

NOM DE L'INITIATIVE

Portland Hotel

ENDROIT

Centre-ville de Vancouver (Colombie-Britannique)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1991

OBJECTIF

Garantir l'accès constant à une maison de chambres convenable en guise de logement permanent pour les résidents à risque du secteur est du centre-ville de Vancouver, particulièrement la population des personnes difficiles à loger. Le Portland Hotel a servi de projet pilote et a permis d'évaluer la faisabilité de la gestion sans but lucratif du parc d'habitations offrant des chambres individuelles dont les propriétaires, du secteur privé, ne se préoccupaient principalement que d'offrir de l'hébergement pour pouvoir avoir un permis de vente d'alcool.

PORTÉE

Maintenant qu'il est rénové, le Portland Hotel offre 70 chambres-salons.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Établi à l'instigation de la Downtown Eastside Residents Association (DERA), l'hôtel est maintenant géré par le Portland Hotel Society, un organisme de logement sans but lucratif.

POPULATION VISÉE

Les personnes difficiles à loger qui vivent dans le secteur est du centre-ville de Vancouver.

SERVICES FOURNIS

Le premier étage de l'immeuble de six étages est occupé par un bar. DERA a négocié une entente de gestion avec les propriétaires de l'hôtel afin d'entreprendre des rénovations (à l'aide d'une subvention de départ de 150 000 $ consentie par la province), louer les chambres moyennant un taux mensuel fixe sur une période de cinq ans (avec l'option de renouveler pour encore cinq ans), et gérer la portion résidentielle de la propriété, ce qui comprend la prestation de services de soutien. Les propriétaires continuent de posséder l'immeuble et d'exploiter le bar. Les deux parties de la propriété ne pouvaient être légalement séparées (par exemple, au moyen d'un titre de copropriété), puisque le permis de vente d'alcool s'appuie sur le fait qu'elle est classifiée comme étant un hôtel. En vertu du règlement municipal visant les immeubles, en cas de rénovations d'immeubles dépassant 10 pour cent de la valeur de l'immeuble, il faut faire en sorte que l'immeuble soit conforme aux normes relatives à la protection en cas de séismes. En raison de cette restriction, il n'a pas été possible de réparer l'ascenseur, qui ne fonctionne plus. Dans le cadre des travaux de rénovation, on a ajouté une cuisine commune sur chaque étage, installé des petits réfrigérateurs dans chaque chambre et installé une laverie et un petit bureau à l'accueil. L'hôtel abrite une forte proportion de personnes difficiles à loger, dont plusieurs souffrent de maladies mentales et de dépendance à des intoxicants. On en est venu à assurer une supervision 24 heures sur 24. Un soutien non structuré et adapté est assuré par neuf employés à plein temps, dont la plupart ont eu une formation en soins infirmiers ou en soins psychiatriques. Un coordonnateur aide à l'acquisition de l'autonomie fonctionnelle et d'aptitudes sociales.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Le budget relatif à cette initiative était très peu élevé (subvention de 150 000 $ couvrant toutes les rénovations). Il s'est révélé insuffisant, car l'immeuble a maintenant besoin de réparations importantes, mais il n'y a plus de ressources. En raison du très mauvais état de l'immeuble, le Portland Hotel sera remplacé par

une nouvelle structure financée par le programme de logement sans but lucratif de la province (qui comprend une composante visant les sans-abri et les personnes à risque, le seul au Canada). Le nouvel immeuble comportera 74 chambres. L'hôtel existant reprendra son statut d'hôtel privé offrant des chambres individuelles.

SOURCES DE FINANCEMENT

Une subvention de rénovation de 150 000 $ a été versée par le ministère des services sociaux et du logement. Initialement, en guise de condition à la subvention pour les immobilisations, le ministère des services sociaux n'allait verser aucun financement continu. Les résidents paient l'équivalent de la composante logement de l'aide sociale (325 $) en guise de loyer, et ce montant est sensé couvrir les frais de gestion. Ceci s'est révélé impossible et le financement relatif au personnel provient maintenant du ministère des services sociaux.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Du fait qu'il s'agissait d'un projet pilote, les coûts devaient être réduits au minimum. Cependant, en raison de l'âge de la structure et des besoins imprévus des locataires, le montant prévu a été insuffisant.

BUDGET TOTAL

Le budget de fonctionnement a été de 519 000 $ en 1992; les revenus des loyers se sont élevés à 260 000 $. Les salaires des employés ont été payés à l'aide de subventions de la Greater Vancouver Mental Health Services Society (financée par la province) et du ministère de la santé.

ORGANISME À JOINDRE

The Portland Hotel Society

Nom : Liz Evans/Mark Townsend
Adresse : 412, rue Carrall, Vancouver (C.-B.) V6B 2J7 Canada
Téléphone : (604) 683-0073 Télécopieur : (604) 683-6653

INITIATIVES SIMILAIRES

On a envisagé des ententes semblables avec les propriétaires d'autres hôtels offrant des chambres individuelles. Après des inspections plus détaillées des lieux, on a constaté que les coûts de rénovation étaient trop élevés pour que les projets soient réalisables.

CATÉGORIE : LOGEMENT PERMANENT
D.4

NOM DE L'INITIATIVE

Carruthers and Queen Mary Alumni Apartments

ENDROIT

Centre-ville d'Ottawa (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Carruthers, en 1993, et Queen Mary, en 1994

OBJECTIF

Offrir des logements sûrs et abordables à des jeunes adultes (de 16 à 24 ans) qui vivent des difficultés sérieuses afin qu'ils puissent réaliser leurs objectifs personnels et professionnels.

PORTÉE

Dix-neuf logements (Carruthers) et 24 logements (Queen Mary).

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Bureau des services à la jeunesse d'Ottawa-Carleton - Services de logement sans but lucratif

POPULATION VISÉE

Jeunes adultes (de 16 à 24 ans) et parents seuls. Les participants sont aux prises avec les effets de la pauvreté, des familles dysfonctionnelles, des abus subis dans le passé, de l'abus d'intoxicants, de l'activité criminelle, d'une faible estime de soi et d'aptitudes et de ressources restreintes pour ce qui est de se tirer d'affaires. Les participants ont démontré qu'avec un certain degré de soutien de la part du Bureau et de leurs semblables, ils peuvent s'adapter avec succès à un style de vie indépendant et avoir un sentiment d'appartenance à la collectivité.

SERVICES FOURNIS

Les jeunes ont été beaucoup consultés au sujet des aspects des immeubles qui leur avaient causé des difficultés auparavant. Les recommandations qui en ont découlé, particulièrement en matière de sécurité, ont été tenues en compte dans la conception des deux immeubles d'appartements. Bien que ces logements soient classés comme étant des logements à long terme, on encourage les résidents à voir leur logement comme un tremplin vers l'indépendance totale et la réalisation de leurs objectifs personnels, éducationnels et professionnels. Les résidents ont accès à l'éventail de services de soutien offerts au Bureau des services à la jeunesse et sont dirigés vers d'autres services communautaires qui répondent mieux à leurs besoins. Une équipe de quatre personnes assure le soutien aux locataires, par le counselling, la disponibilité, l'acquisition de l'autonomie fonctionnelle et la protection et la défense de leurs intérêts. On consacre beaucoup de temps et d'énergie à soutenir la création et le maintien d'une association de locataires solide pour chaque immeuble. Grâce à des projets, à des loisirs et à des activités récréatives et sociales, les résidents ont l'occasion de développer un sentiment d'appartenance à la collectivité, de promouvoir le soutien mutuel, d'établir des réseaux et d'atténuer leur isolement. On propose deux projets additionnels qui tiendront aussi compte des besoins changeants des résidents.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

La conception du programme s'appuie dans une grande mesure sur la consultation des jeunes participants.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le ministère du Logement finance les frais d'immobilisation et de fonctionnement (164 437 $ pour Carruthers, et 256 127 $ pour Queen Mary). Le traitement du personnel offrant les services de soutien est

financé par l'intermédiaire du ministère des Services sociaux et communautaires (27 464 $ et 36 785 $ respectivement.

BUDGET TOTAL

1994-1995 : 191 901 $ (Carruthers), et 292 912 $ (Queen Mary)

ORGANISME À JOINDRE

Bureau des services à la jeunesse - Service de logement sans but lucratif

Nom : Judy Perley
Poste : directrice, Logement et services aux anciens
Adresse : 1338½, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1Y 3B7 Canada
Téléphone : (613) 729-1000 Télécopieur : (613) 729-1918

CATÉGORIE : LOGEMENT PERMANENT
D.5

NOM DE L'INITIATIVE

L'Entente

ENDROIT

Centre-ville de Montréal (Québec)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Novembre 1989

OBJECTIF

Permettre aux personnes sans adresse fixe de bénéficier de l'aide sociale.

PORTÉE

Trois cent cinquante participants au Projet Genesis en 1994; on s'attend d'avoir entre 500 et 600 participants cette année.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Projet Genesis, Face à Face

POPULATION VISÉE

Les personnes sans adresse fixe et qui souhaitent faire une demande d'aide sociale.

SERVICES FOURNIS

À la suite d'ententes conclues avec la ville de Montréal en 1989 et en 1990 respectivement, le Projet Genesis et Face à Face permettent aux personnes de donner comme adresse fixe celle de leur organisme communautaire afin d'obtenir des prestations d'aide sociale. Les personnes se prévalent des services externes des organismes communautaires, où ils remplissent une formule de demande d'aide sociale, obtiennent des conseils sur la recherche d'un logement et se font diriger vers les organismes de logement pertinents. Les chèques d'aide sociale sont acheminés vers l'organisme communautaire en question à la fin du mois. Un deuxième chèque peut être acheminé de la même façon si le participant n'a pas réussi à se trouver une adresse fixe.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Réponse à faible coût au dilemme que vivent les personnes sans adresse fixe qui ont besoin de prestations d'aide sociale. Sans une adresse fixe, ces personnes ne sont généralement pas admissibles à l'aide sociale.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le programme n'entraîne pas de frais.

ORGANISME À JOINDRE

Projet Genesis

Nom : Marcie Kein
Poste : coordonnatrice des services individuels
Adresse : 5940, avenue Victoria, Montréal (Québec) H3W 2R8 Canada
Téléphone : (514) 738-2036 Télécopieur : (514) 738-6385

INITIATIVES SIMILAIRES

Les refuges à Montréal ont conclu des ententes similaires avec la ville, mais certaines conditions s'appliquent.

CATÉGORIE : LOGEMENT PERMANENT
D.6

NOM DE L'INITIATIVE

Women's Housing Coalition

ENDROIT

Albuquerque (Nouveau-Mexique)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1988

OBJECTIF

Aider les mères seules sans abri ou à faible revenu motivées à devenir autonomes.

PORTÉE

Soixante-neuf places; 28 clientes (ayant chacune en moyenne deux enfants)

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

The Women's Housing Coalition, un organisme privé sans but lucratif.

POPULATION VISÉE

Les mères seules sans abri ou à faible revenu qui ont besoin d'une formation préparatoire à l'emploi, d'un cours de formation personnelle, d'instruction et de formation.

SERVICES FOURNIS

Logement abordable, formation en matière d'entretien de base d'un logement, ateliers de formation personnelle, établissement d'objectifs, prise en charge de cas et aiguillage vers des services sociaux communautaires.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Certaines propriétés ont été acquises par l'intermédiaire de la Resolution Trust Corporation (RTC) et abritentdes clientes ainsi que d'autres personnes, conformément à la convention d'achat de la RTC.

SOURCES DE FINANCEMENT

Fondations et sociétés privées, et particuliers. Une subvention fédérale sert actuellement à financer le Basic Property Maintenance Training Program (programme de formation visant l'entretien de base). La Women's Housing Coalition impose des loyers inférieurs aux loyers du marché à chaque cliente et loue certains logements à des locataires à faible revenu ne participant pas au programme, conformément à la convention d'achat de la Resolution Trust Corporation.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Location de propriétés du Housing and Urban Development Department; achat de propriétés à un taux réduit de la Resolution Trust Corporation; achat de propriétés grâce à des prêts à faible taux d'intérêt consentis par le secteur privé; utilisation des services de bénévoles, notamment deux bénévoles à plein temps du programme Volunteers in Service to America; sollicitation de dons et activités de levée de fonds.

BUDGET TOTAL

397 000 $

ORGANISME À JOINDRE

The Women's Housing Coalition

Nom : Angie Ludi
Poste : directrice exécutive
Adresse : 2626 San Pedro NE, pièce I, Albuquerque, NM 87110, États-Unis
Téléphone : (505) 884-8856 Télécopieur : (505) 884-6728

CATÉGORIE E : AIDE DANS LES RÉGIONS RURALES

E.1 PROJECT RECOVER, GLENWOOD (OREGON)

E.2 SETON HOUSE, CASPER (WYOMING)

E.3 SAILAVIQ, IQALUIT (TERRITOIRES DU NORD-OUEST)

E.4 CENTRAL VERMONT COMMUNITY LAND TRUST, RÉGION DE MONTPELLIER (VERMONT)

CATÉGORIE : AIDE DANS LES RÉGIONS RURALES
E.1

NOM DE L'INITIATIVE

Project Recover : Okios Village

ENDROIT

Glenwood (Oregon) (entre Eugene et Springfield), un secteur non enregistré qui est reconnu depuis longtemps comme un lieu de campement pour les sans-abri. Okios Village sera le carrefour urbain et logistique pour d'autres collectivités d'intégration temporaires à faible impact, rurales ou éloignées.

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1993. On s'attend à ce que l'endroit soit fonctionnel, en offrant un refuge minimal, pour novembre 1995.

OBJECTIF

Établir une collectivité autonome offrant un hébergement minimal et un refuge sûr (similaire à un terrain de camping économique KOA) afin de desservir la population croissante des sans-abri ruraux qui ont tendance à vivre sur les terrains de camping et dans les parcs d'État ou nationaux. De nombreux sans-abri trouvent refuge dans les régions rurales ou éloignées et dans les forêts et parcs de l'État, où ils peuvent échapper au harcèlement des autorités urbaines et survivre à l'aide de maigres ressources comme les coupons alimentaires et de petits montants d'argent. Le but de Project Recover est de permettre à ces gens de devenir aussi autonomes que possible. Au cours des deux dernières années, dans le cadre de ce programme, on a organisé des sans-abri et on leur a dispensé de la formation en collaboration avec le ministère des pêches et de la faune de l'Oregon (Oregon Department of Fish and Wildlife - ODFW), puis on a entrepris des relevés de cours d'eau. Project Recover (PR) travaille actuellement avec l'ODFW à l'élaboration d'une stratégie de restauration des bassins hydrographiques Mohawk. Les responsables du PR s'attendent à établir, au fil des travaux, des rapports en vue de la réalisation de divers projets de rétablissement de l'écosystème et de programmes de thérapie par le travail rémunéré, de concert avec les entreprises et les organismes locaux d'anciens combattants.

PORTÉE

Le terrain s'étend sur 16 acres. Un acre est pavé, un autre est occupé par une structure de 24 000 pieds carrés. La capacité de l'emplacement, une fois aménagé, se situera entre 60 et 300 jours-personnes, le nombre souhaité étant en ce moment de 150 jours-personnes.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Le Project Recover a été lancé par trois anciens combattants qui ont été sans-abri.

POPULATION VISÉE

Les personnes sans abri et en détresse financière, des ressources supplémentaires étant prévues pour les anciens combattants

SERVICES FOURNIS

Les résidents vivront dans des tentes, des véhicules ou des structures modulaires. Ceux qui souhaitent construire une structure seront aidés, au moyen des ressources existantes, pour la construction de maisons modestes. Selon l'une des options possibles, ces maisons pourraient constituer les collectivités temporaires (six mois à cinq ans) plus éloignées que PR souhaite établir en régions rurales quand le programme contribuera à l'élaboration de projets et de contrats de restauration écologique, et à l'élaboration d'une stratégie de gestion des produits forestiers finals. Les projets de construction respecteront les normes les plus élevées possible; par exemple, il n'y aura pas de palettes d'expédition recouvertes de plastique. Outre la collectivité offrant un refuge minimal, où s'appliquera une politique très stricte d'interdiction des drogues et de l'alcool, le programme offrira un centre de service de jour pour quiconque en a besoin, une cuisine industrielle pour le programme Food for Lane County's Food Rescue Express (banque alimentaire de

l'Oregon), une thérapie par le travail rémunéré, des programmes éducatifs, la garde d'enfants et l'administration.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

On s'attend à ce que les installations soient financièrement autonomes une fois payés les coûts d'immobilisation. Les installations répondent simultanément à plusieurs des besoins les plus prioritaires de la région : itinérance/logement, développement économique rural/diversification, et rétablissement des bassins hydrographiques et des écosystèmes.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le budget d'immobilisation est de 2,5 millions de dollars (1,95 million pour le terrain, et 250 000 $ pour l'amélioration des immobilisations). La moitié environ des frais d'immobilisation est couverte par des dons du secteur privé. Le projet a présenté des demandes de subventions de Veteran's Affairs et de HUD pour le reste.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

On a obtenu l'appui de la collectivité (Eugene, Springfield, et Lane County) et des engagements personnels (non écrits) de la part de divers gens de métier et professionnels. De plus, on s'attend à des dons d'équipement (surtout pour la cuisine et le centre d'accueil de jour) de la part de fabricants et de distributeurs locaux que les organisateurs connaissent. Jusqu'à maintenant, les services juridiques, les services immobiliers et les services d'ingénierie ont tous été fournis gratuitement ou à prix réduit (au moins pour les préliminaires), bien que Project Recover ne puisse donner de reçus pour déductions d'impôt tant que le Internal Revenue Service ne lui aura pas accordé le statut requis en application de l'article 501(3) (c).

BUDGET TOTAL

En supposant que l'on obtienne tous les fonds nécessaires pour les coûts d'immobilisation et qu'il ne reste aucune dette à payer, les coûts de fonctionnement selon le scénario donné ci-dessus seraient de 250 000 $ par année. Cela n'inclut pas les quelque 165 000 $ en salaires que couvriront des contrats générateurs de revenus et qui permettront la thérapie par le travail rémunéré. Au 14 juillet 1995, il y avait huit différents scénarios s'appuyant sur le modèle de base donné ici. Les résultats dépendront du moment où les fonds seront disponibles et de l'avancement des négociations en matière d'immobilier.

ORGANISME À JOINDRE

Project Recover

Nom : Tom Musselwhite
Adresse : CP 3789, Eugene, Oregon 97403, États-Unis
Téléphone : (503) 344-2363 Télécopieur : (503) 485-025
Courier électronique : hac@efn.org

CATÉGORIE : AIDE DANS LES RÉGIONS RURALES
E.2

NOM DE L'INITIATIVE

Seton House

ENDROIT

Casper (Wyoming)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1990

OBJECTIF

Aider les parents et enfants de familles monoparentales sans abri à accéder à l'autonomie.

PORTÉE

On loge actuellement sept familles, mais ce nombre passera à onze à l'été de 1995.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

L'ensemble a été initialement établi par les Brothers of the Holy Cross, mais n'est maintenant plus associé à l'Église catholique de manière à obtenir des fonds d'autres sources. Seton House est enregistrée en tant qu'organisme sans but lucratif.

POPULATION VISÉE

Les familles monoparentales sans abri. Cependant, les femmes enceintes et les parents qui veulent être réunis à leurs enfants en foyer nourricier sont aussi admis.

SERVICES FOURNIS

Hébergement - appartements individuels; les familles restent de quelques jours à neuf mois; nourriture, vêtements, prise en charge de cas, transport, services minimum de garde d'enfants. Counselling en matière d'autonomie fonctionnelle, de compétences parentales, de consommation de drogue et d'alcool et de questions de santé, et cours de céramique. Le programme est coordonné de concert avec d'autres organismes comme la Safe House pour les femmes violentées, la clinique pour les sans-abri, la Central Wyoming Mission, de sorte qu'il n'y ait pas chevauchement des services. Bon nombre des familles qui participent au programme passent à des logements pour faibles revenus quand de tels logements sont disponibles (après trois ou quatre mois, en moyenne). Le centre continue de servir de centre de ressources pour les ex-résidents que l'on encourage à revenir voir le personnel et les résidents. Ainsi, le centre offre du soutien, de l'information, des services d'aiguillage et une atmosphère sociale qui les aident dans leur démarche pour devenir entièrement autonomes.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Ce refuge est le premier et le seul du genre au Wyoming.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le financement provient de Centraide, du gouvernement fédéral, de fondations privées et de particuliers de la région.

ORGANISME À JOINDRE

Seton House

Nom : Susan Kates-Doyle, M.S.

Poste : directrice du refuge
Adresse : 324 E.H., Casper, Wyoming 82601 États-Unis
Téléphone : (307) 234-9111 Courrier électronique : Phugsley@aol.com

CATÉGORIE : AIDE DANS LES RÉGIONS RURALES
E.3

NOM DE L'INITIATIVE

Sailivik Centre Soup Kitchen/HIV/AIDS Outreach Program

ENDROIT

Iqaluit (Territoires du Nord-Ouest)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1994

OBJECTIF

Améliorer l'autonomie fonctionnelle et promouvoir l'indépendance chez les résidents sans emploi ou les sans-abri d'Iqaluit.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

L'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM).

POPULATION VISÉE

Le programme a été établi en reconnaissance du fait que certains des services existants d'éducation, de counselling et de soutien ne sont pas disponibles, pas appropriés ou trop intimidants pour les hommes, les mères seules et les jeunes de la rue qui ont besoin du soutien de la collectivité. Toutes les activités du Sailivik Centre sont donc offertes dans un contexte populaire.

SERVICES FOURNIS

Depuis sa fondation en 1989, la succursale de l'ACSM de Baffin offre un soutien local afin de répondre aux problèmes de santé mentale à Iqaluit. L'ACSM a loué de l'Église anglicane un immeuble qui est maintenant appelé le Sailivik Centre. Le centre abrite la succursale de l'ACSM de Baffin, la cuisine populaire, des salles de réunion et plusieurs autres installations communautaires. Les gens qui utilisent la cuisine populaire se sont mis à travailler comme bénévoles. Le programme a suscité un sentiment d'appartenance à la collectivité, et la collectivité fait de généreux dons de nourritures; des gens vont même à la chasse au caribou pour en faire don à la cuisine populaire. La cuisine a fait l'objet de travaux importants de rénovation en 1995. On compte faire en sorte que des cours y soient donnés aux jeunes de la rue et aux prestataires de l'aide sociale dans les domaines de l'économie domestique, de la nutrition et de l'établissement d'un budget. Des activités de levée de fonds seront entreprises en vue de l'établissement d'une banque alimentaire communautaire. De plus, on publiera un bulletin. Le programme d'approche VIH/SIDA informe les gens et favorise la prévention au moyen de vidéos, de questionnaires, de dépliants, d'affiches et d'ateliers communautaires à l'intention des adultes et des jeunes de la collectivité. Le programme a aussi favorisé l'information en faisant participer la collectivité au Global AIDS Vigil Memorial Service, et à deux projets de courtepointes pour les résidents d'Iqaluit qui sont morts du SIDA. Un travailleur des services d'approche VIH/SIDA basé au Sailivik Centre fournit de l'information sur le VIH et sur le SIDA dans les débits d'alcool, les refuges pour sans-abri et pour femmes, et les maisons de jeu. Un travailleur des services d'approche destinés aux jeunes travaille avec les jeunes sans abri ou négligés, les décrocheurs, les jeunes délinquants et les résidents de maisons de transition.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Mobilisation de la collectivité. Démarche locale concernant la prestation de services. L'une des rares initiatives visant les sans-abri dans le Nord.

SOURCES DE FINANCEMENT

La cuisine populaire s'appuie essentiellement sur les dons de la collectivité et des commerces locaux, ainsi que sur les services de bénévoles. La rénovation de la cuisine a été financée dans le cadre du Community

Wellness Program. Le salaire du travailleur des services d'approche relatifs au VIH/SIDA est financé par Santé Canada.

ORGANISME À JOINDRE

Succursale de l'ACSM de Baffin, comité de la cuisine populaire

Nom : Marcus Wilke
Poste : secrétaire-trésorier
Adresse : C.P. 1492, Iqaluit (Territoires du Nord-Ouest) X0A 0H0 Canada
Téléphone : (819) 979-5306 Télécopieur : (819) 979-4830

CATÉGORIE : AIDE DANS LES RÉGIONS RURALES
E.4

NOM DE L'INITIATIVE

Central Vermont Community Land Trust (CVCLT)

ENDROIT

Région Barre-Montpellier (Vermont)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1988

OBJECTIF

Maintenir le parc de logements abordables de la région de Barre-Montpellier à l'aide de divers programmes.

PORTÉE

Vingt et un logements pour ménages à faible revenu à Montpellier, et 60 ensembles individuels à Barre.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La CVCLT, en collaboration avec les Barre Neighborhood Housing Services.

POPULATION VISÉE

Populations spéciales, notamment les aînés des régions rurales.

SERVICES FOURNIS

À Montpellier, la CVCLT gère maintenant 21 logements pour ménages à faible revenu dans trois immeubles qu'elle a acquis et remis en état. Huit de ces logements sont réservés aux clients des Washington County Mental Health Services. Cet organisme offre des services d'aiguillage et de soutien, ainsi que des subventions visant les logements locatifs. De concert avec les Barre Neighborhood Housing Services, qui fournissent le financement à l'acquisition, la CVCLT a acquis 20 ensembles de logements individuels et en gère 40 autres à contrat depuis janvier 1988. La CVCLT tient également un duplex locatif à Barre pour les personnes qui attendent d'acheter un logement. La CVCLT vend certaines propriétés à faible coût mais conserve un bail de 99 ans sur le terrain et exerce un contrôle sur une bonne part de ces propriétés au moment de la revente. Le Shared Housing for Rural Elders Program aide les aînés à faible revenu à continuer de posséder leur propriété et d'y vivre en partageant leur habitation avec d'autres personnes, ainsi qu'à empêcher l'aménagement futur des terrains. Le titre de propriété revient à la CVCLT au moment du décès.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Une fiducie immobilière pour le bénéfice de la communauté qui permet de produire des logements abordables.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'État du Vermont et le gouvernement fédéral.

BUDGET TOTAL

1989-1990 : 833 700 $ (158 000 $ en fonds relevant de la McKinney Act)

ORGANISME À JOINDRE

Central Vermont Community Land Trust (CVCLT)

Nom : Rick DeAngelis
Poste : directeur
Adresse : 90, Washington St, Barre, VT 05641, États-Unis
Téléphone : (802) 476-8811

CATÉGORIE F : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET AIDE À L'ENTREPRISE

F.1 HARD TIMES CAFE, HARRISON (MICHIGAN)

F.2 DOWNTOWN WOMEN'S PROJECT, VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

F.3 RIDEAU STREET YOUTH INITIATIVE, OTTAWA (ONTARIO)

F.4 HOSPITALITY HOUSE, SAN FRANCISCO (CALIFORNIE)

F.5 TRINITY HOUSING/THIRD AN'EATS, WASHINGTON (DC)

F.6 YOUTH BUILD PROGRAM, HARLEM, NEW YORK (NEW YORK)

F.7 DOWNTOWN SAFE AND CLEAN, PORTLAND (OREGON)

F.8 JOB TRAINING PARTNERSHIP, SALT LAKE CITY (UTAH)

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.1

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Hard Times Cafe

ENDROIT

Harrison (Michigan) (comté ayant une population de 28 000 habitants)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Novembre 1991, peu après que l'État ait éliminé l'aide sociale générale.

OBJECTIF

Le Hard Times Cafe (HTC) aide les personnes désavantagées à travailler ensemble pour répondre à leurs besoins immédiats tout en acquérant des compétences, en augmentant leur motivation et en trouvant des occasions de devenir plus autonomes.

PORTÉE

Entre novembre 1991 et février 1995, 467 clients ont visité le Hard Times Cafe. Presque tous ont amélioré certains aspects de leur vie. Plus de 7 800 repas ont été servis (le « café » n'est pas une entreprise à temps plein et les repas ne sont servis qu'à l'occasion de la rencontre hebdomadaire, le jeudi soir); 40 777 heures de travail communautaire ont été exécutées et les clients ont accumulé 245 535 dollars « hard times » qu'ils peuvent échanger contre des coupons leur permettant de payer le nécessaire comme le logement, les services publics, le transport, la nourriture et les services médicaux nécessaires. Centre quatre vingt emplois ont été trouvés par les clients, et 100 d'entre eux sont retournés à l'école.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Le Hard Times Cafe est soutenu par deux employés de Clare County et géré par un conseil de fiduciaires (neuf clients élus, et neuf membres de la collectivité). On cherche actuellement à s'enregistrer en application de l'article 501(3) (c) afin de pouvoir obtenir des dons de charité.

POPULATION VISÉE

Les clients du Hard Times Cafe sont, notamment, des prestataires de l'aide sociale, des chômeurs de longue date, des personnes souffrant de troubles mentaux, des personnes handicapées par un retard de développement et des sans-abri, de même que des familles à faible revenu et des personnes qui vivent une période difficile. Bon nombre des clients risquent de devenir des sans-abri.

SERVICES FOURNIS

Le HTC tient une rencontre hebdomadaire pendant laquelle on sert un repas. On y diffuse de l'information sur la façon d'obtenir de la nourriture, de l'hébergement, un emploi, des vêtements et des soins médicaux, et l'on planifie les activités des services communautaires. Les clients acquièrent une capacité de raisonnement, de planification et d'organisation à l'occasion de ces rencontres hebdomadaires. Les coordonnateurs acquièrent des compétences en organisation et en gestion en s'acquittant de tâches administratives. Les clients aînés acquièrent des qualités de chef et apprennent à résoudre des problèmes en établissant la structure et la direction du programme. Au Hard Times Cafe, les clients ont le pouvoir total sur toutes les structures et les activités du programme. Toutes les décisions sont prises par consensus. Les clients accumulent des points d'amélioration quand ils travaillent à des services communautaires. Ces points peuvent ensuite être échangés contre des coupons ou contre des biens du magasin du Hard Times Cafe, où affluent les dons de la collectivité. Les coupons peuvent être utilisés pour payer de la nourriture ou d'autres services dans la collectivité bien que le budget soit très peu élevé, soit 11 000 $ par année). Les clients participent à un large éventail d'activités de services communautaires, notamment du travail de menuiserie,

de l'entretien, de la peinture, de la couture, des travaux de métier, de la coupe de bois, de la plantation d'arbres, du jardinage, de la conduite de camions, du travail sur les quais, de l'entretien ménager et de la préparation d'aliments, entre autres activités. Les lieux de travail sont, notamment, un camp du YMCA, un organisme d'action communautaire, un magasin sans but lucratif de vêtements déjà portés, les intersections (comme brigadiers), la County Road Commission, un camp de guides, Habitat for Humanity et le Clare County Animal Shelter.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Bénévolat et entraide. Les coordonnateurs sont responsables du fonctionnement au quotidien, notamment la tenue de livres, les systèmes informatiques, les besoins d'urgence et la gestion du lieu de travail. L'équipe des coordonnateurs, qui compte 24 membres, s'acquitte des responsabilités administratives dans le cadre du programme. Le conseil de fiduciaires, qui compte neuf aînés et neuf membres de la collectivité, a l'autorisation légale pour ce qui concerne la société. Toute décision des aînés, des coordonnateur ou du conseil peut être renversée par un vote des clients.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le financement est venu de la Campaign for Human Development du diocèse de Saginaw, des églises de la région, de dons de membres de la collectivités et d'activités de levée de fonds organisées par les clients. Plus de 70 entreprises locales ont contribué au programme. Les membres du personnel du comté agissent à titre de conseillers mais n'exercent aucun pouvoir direct.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Plus de 100 bénévoles ont aidé le Hard Times Cafe en préparant le repas hebdomadaire, en agissant à titre de guides et de moniteurs, et en contribuant aux tâches administratives.

BUDGET TOTAL

Environ 11 000 $ par année, exception faite des heures de travail du personnel et des deux employés du comté.

ORGANISME À JOINDRE

Clare County Department of Social Services

Nom : Bob VanOosterhout
Poste : psychologue
Nom : Gretchen Wilbur
Poste : coordonnatrice des services des bénévoles
Adresse : C.P. 469, Harrison, Michigan 48625, États-Unis
Téléphone : (517) 539-4258 Télécopieur : (517) 539-5302

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.2

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Downtown Women's Project

ENDROIT

Centre-ville de Victoria (Colombie-Britannique)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Janvier 1994

OBJECTIF

Construire et exploiter un refuge d'urgence pour les femmes sans abri, répondre aux besoins de logement à long terme des femmes sans abri et permettre à des femmes qui étaient sans abri d'acquérir des compétences dans la construction.

PORTÉE

Le refuge, qui est actuellement en construction, comptera 15 places et un centre d'accueil; les installations à long terme abriteront 20 femmes et comprendront 10 studios individuels et cinq studios jumelés ayant chacun son entrée privée et partageant une cuisine commune. Onze femmes ayant déjà vécu dans la rue participent actuellement aux travaux de construction.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La Greater Victoria Women's Shelter Society. La ville de Victoria a participé au processus initial de consultation.

POPULATION VISÉE

Le programme est conçu pour répondre aux besoins des femmes sans abri et des femmes qui risquent de le devenir, lesquelles constituent le groupe cible déterminé à l'occasion d'une série de consultations publiques. Les besoins relevés sont, notamment, l'hébergement et le soutien, l'accès à de la formation et à de l'emploi, l'amélioration de l'autonomie fonctionnelle, le counselling, la sécurité et la satisfaction des besoins matériels de base. Les femmes qui participent à la construction du refuge reçoivent actuellement de l'aide sociale et ont des antécédents qui les classent dans la catégorie des personnes à risque, mais elles ne sont plus sans abri.

SERVICES FOURNIS

Le programme offre en ce moment de la formation dans le domaine de la construction et une expérience de travail pertinente. On a loué au YWCA une salle où l'on dispense des services de counselling, des services de protection et de défense des intérêts des femmes, de la formation à l'autonomie fonctionnelle visant notamment la communication, la maîtrise de la colère, la résolution de conflits, la gestion budgétaire et des cours de mathématiques. On dirige vers les organismes pertinents les femmes qui ont besoin de counselling en matière de violence sexuelle et d'abus d'intoxicants. Quand l'immeuble sera terminé, ces services de soutien seront offerts au refuge, où l'on offrira aussi l'hébergement et de la nourriture, l'accès à une laverie, et l'accès à un centre d'accueil. On prévoit que le refuge sera terminé à la fin de l'année.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Participation des clientes à la conception et à la mise en application du programme. Utilisation d'une disposition différente, les studios doubles.

SOURCES DE FINANCEMENT

La ville de Victoria a assuré le financement de départ de 65 000 $. La composante formation est financée par le ministère provincial des compétences, de la formation et de la main-d'oeuvre (Skills, Training and Labour

Department), et les coûts de construction sont financés par Ministry of Social Services (services sociaux) et B.C. 21, un programme de travaux d'immobilisations du Ministry of Employment and Investment (emploi et investissement). Le Ministry of the Attorney General (justice), le ministère de la Santé et le Secrétariat d'État fournissent aussi des fonds. Le Regional District Public Health Office a convenu de fournir un employé pour quatre heures par semaine.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Soutien intensif de la collectivité par l'intermédiaire de dons, de réductions sur le prix des matériaux de construction et de gens de métier faisant du bénévolat. Un bail sur le terrain a été obtenu pour 60 ans de la part du gouvernement provincial en contrepartie d'un dollar par année.

BUDGET TOTAL

En 1995, 1,5 million de dollars, plus des frais de fonctionnement se situant entre 300 000 $ et 400 000 $.

ORGANISME À JOINDRE

Downtown Women's Project

Nom : Janet Rabinovitch
Poste : coordonnatrice
Adresse : 809, rue Burdett, Victoria (C.-B.) V8W 1K8 Canada
Téléphone : (604) 480-1408 Télécopieur : (604) 480-1548

INITIATIVES SIMILAIRES

Vancouver Downtown Eastside Women's Centre, The Bridge Project for Women, Vancouver; The Homeless Women's Project and Women's Initiative for Self-Employment, San Francisco (Californie).

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.3

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Rideau Street Youth Enterprises (RSYE)

ENDROIT

Centre-ville d'Ottawa (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Lancé en mai 1993 grâce à un partenariat établi entre le conseiller municipal du quartier, les entreprises locales, les organismes de services sociaux et les jeunes de la rue, avec la participation active de la police et des résidents locaux.

OBJECTIF

Le but de RSYE est d'aider les jeunes de la rue à acquérir les compétences nécessaires pour prendre leur vie en main.

PORTÉE

Environ 265 jeunes de la rue ont participé à la banque d'emplois en 1994, et 70 jeunes de la rue ont participé au programme des arts et de l'artisanat.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Un conseil d'administration constitué de représentants des entreprises et des organismes sociaux donne la direction générale à suivre pour les activités de Rideau Street Youth Enterprises.

POPULATION VISÉE

On vise particulièrement les jeunes sans abri de 24 ans ou moins qui vivent au centre-ville d'Ottawa et dont on estime que le nombre se situe entre 200 et 250. Les besoins particuliers auxquels RSYE doit s'attaquer ont été précisés par les jeunes de la rue à l'occasion d'une consultation tenue en mai 1993.

SERVICES FOURNIS

RSYE aide les jeunes à se détourner de la vie dans la rue à l'aide de programmes qui les aident à entrer dans le monde du travail ou à poursuivre leurs études. La Rideau Street Youth Initiative (RSYI) offre des solutions à plus court terme afin d'aider les jeunes à répondre à certains de leurs besoins les plus immédiats, offre au jeune l'occasion d'acquérir des aptitudes de meneurs et des compétences dans les domaines qui leur importent, et leur donne la chance de jouer un rôle actif dans les changements qui touchent leur partie de la ville. Le centre de la RSYI est ouvert de 9 h à 19 h, du lundi au vendredi. Grâce à la RSYI, les jeunes de la rue peuvent participer à l'organisation de divers projets et activités, notamment la préparation et la publication d'un bulletin de la rue, *The Voice*. Ils ont aussi accès à une banque d'emplois quotidiens qui leur offre du travail temporaire chez les commerçants locaux , ils peuvent acquérir des compétences dans les domaines des arts, de l'artisanat, du théâtre et de la musique, et ils peuvent participer à l'organisation d'événements spéciaux comme une soirée d'été musicale. La RSYI n'est pas un programme de counselling, mais le personnel peut rapidement diriger des jeunes vers les programmes pertinents s'ils vivent une crise ou ont besoin de services spécialisés. Les organismes de services sociaux offrent divers services de soutien, notamment le counselling, des services d'hébergement et de la nourriture en cas d'urgence, des services de protection et de défense des intérêts des jeunes, de la formation à l'autonomie fonctionnelle, des services de santé et de l'aide au processus de réintégration. Le conseil d'administration facilite les liens avec d'autres organismes.

Le programme NoSort Recycling a été lancé en mai 1994, en guise de projet pilote aidé par le gouvernement fédéral, et emploie actuellement 13 jeunes de la rue à temps plein pour six mois. Le programme vise à

fournir des solutions à long terme pour les jeunes de la rue en exigeant d'eux qu'ils s'engagent pour six mois à acquérir des compétence et à s'instruire. Les participants laissent l'aide sociale pendant leur participation au programme, et s'engagent à travailler six mois à temps plein et à retourner à l'école. Vers la fin du programme, les participants établissent un plan de carrière. Quand ils terminent le programme avec succès, les participants reçoivent un coupon de 2 000 $ qu'ils utiliseront pour retourner à l'école ou pour lancer une petite entreprise. L'initiative offre un service de recyclage adapté aux besoins des commerces locaux. Les revenus proviennent de deux sources : (1) grâce à quelque 200 contrats conclus avec les commerces locaux pour la collecte des déchets recyclables; et (2) grâce à la vente de produits recyclables à une entreprise locale de gestion des déchets locale. L'objectif à long terme est de faire de NoSort Recycling une entreprise financièrement autonome.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Partenariat réunissant divers intéressés; les participants contribuent à la détermination des problèmes; établissement d'un éventail complet de solutions répondant aux besoins des jeunes de la rue, notamment la production de revenus pour les jeunes de la rue.

SOURCES DE FINANCEMENT

RSYE a initialement reçu des commerces locaux 15 000 $ en subventions de démarrage pour un projet de démonstration. Le financement de RSYE est maintenant assuré par le conseil régional de santé, les services sociaux régionaux, la Fondation Trillium et objectifEmploi Ontario. Le financement du programme NoSort Recycling provient du gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de Service Jeunesse Canada. Les revenus de la banque d'emplois et la vente de produits d'objets d'arts et d'artisanat découlant de la RSYI s'élèveront à 45 000 $ en 1995. Les revenus de la collecte et de la vente de déchets recyclés dans le cadre de l'initiative NoSort Recycling s'élèveront au total à au moins 78 000 $ en 1995.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Production de revenus.

BUDGET TOTAL

En 1995, 143 000 $ pour la RSYI, ce qui comprend 73 000 $ en salaires pour le personnel et 30 000 $ en salaires pour les participants; 295 000 $ pour le programme NoSort, dont 208 000 $ en salaires pour le personnel et les jeunes.

ORGANISME À JOINDRE

Rideau Street Youth Enterprises (RSYE)

Nom : Nancy Mitchell
Poste : présidente, conseil d'administration
Adresse : 3-69, rue Havelock, Ottawa (Ontario) K1S 0A4 Canada
Téléphone : (613) 234-3413 Télécopieur : (613) 234-3413

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.4

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Hospitality House Arts Program

ENDROIT

San Francisco (Californie)

OBJECTIF

Offrir de la formation professionnelle et la possibilité d'acquérir des compétences.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Hospitality House Arts Program

POPULATION VISÉE

Les clients sans-abri et à faible revenu.

SERVICES FOURNIS

Offre gratuitement du matériel d'artiste, de l'espace de travail et de l'instruction aux sans-abri et aux personnes à faible revenu. Le programme parraine les participants, et expose et vend leurs oeuvres afin de les aider à devenir plus indépendants. On offre aussi de l'hébergement, du counselling, de la formation professionnelle et d'autres services afin de permettre aux adultes et aux adolescents de revenir sur le marché du travail et de devenir autonomes. Le programme parraine un studio d'art « portes ouvertes », un atelier d'art, un programme littéraire (écriture), un atelier de peinture pour les aînés, situé dans d'autres locaux, des expositions, le Tenderloin Arts Festival annuel, et un programme de location et de vente d'oeuvres d'art.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Les sans-abri de différents groupes d'âge acquièrent de l'indépendance grâce à l'acquisition et au perfectionnement d'aptitudes artistiques.

SOURCES DE FINANCEMENT

Autonome à presque 50 pour cent du fait des ventes aux enchères et des autres ventes; fonds provenant de la ville, de l'État, de fondations privées et de particuliers, ainsi que de Centraide.

BUDGET TOTAL

En 1989-1990, 196 000 $.

ORGANISME À JOINDRE

Hospitality House Arts Program

Nom : Sharon Tanenbaum
Poste : directrice, programme d'arts
Adresse : 146 Leavenworth St., San Francisco, CA 94 102, États-Unis
Téléphone : (415) 776-2102

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.5

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Trinity Housing/Third an'Eats Restaurant

ENDROIT

Washington (D.C.)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1988

OBJECTIF

Offrir des emplois, de la formation sur le tas et de l'hébergement pour les sans-abri et les chômeurs de Washington.

PORTÉE

Vingt logements.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Community Family Life Services

POPULATION VISÉE

Refuge transitoire à long terme et formation professionnelle pour les familles sans abri.

SERVICES FOURNIS

Une société de développement communautaire a acheté un immeuble d'appartements inoccupé et sérieusement détérioré. Sur une période de deux ans, elle a rénové l'immeuble et y a aménagé 20 logements transitoires à long terme pour des familles sans abri. En 1991, la société a établi un restaurant offrant le lunch et des services de traiteur dans le sous-sol de l'immeuble; ainsi, les sans-abri et les sans-emploi peuvent à la fois acquérir de la formation et avoir un revenu.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Initiative communautaire qui permet l'autonomie et la production de revenus pour les participants sans abri ou sans emploi.

SOURCES DE FINANCEMENT

La ville a versé le financement initial pour l'achat et la rénovation de l'immeuble. Le terrain appartient toujours à la ville. La ville finance les coûts d'immobilisation et le gouvernement fédéral assure le financement des coûts de fonctionnement.

BUDGET TOTAL

En 1995, 100 000 $ pour l'exploitation et l'entretien de l'immeuble, et 250 000 $ pour l'exploitation du restaurant et le paiement des salaires aux employés.

ORGANISME À JOINDRE

Community Family Life Services

Nom : Révérend Thomas J. Knoll
Adresse : 305 "E" Street NW, Washington, D.C. 20001 États-Unis
Téléphone : (202) 347-0511 Télécopieur : (202) 347-0520

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.6

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Youth Build Program

ENDROIT

East Harlem, New York (New York)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1979

OBJECTIF

Offrir aux décrocheurs du secondaire l'occasion de trouver du travail et d'acquérir de l'autonomie fonctionnelle, et fournir des logements abordables à des jeunes familles sans abri.

PORTÉE

Chaque année, 71 parents qui étaient sans abri et leurs enfants, et 45 jeunes, dont plusieurs faisaient partie de la catégorie des personnes à risque, ont reçu de la formation dans le cadre d'un programme qui dure onze mois. Plus de 600 jeunes ont reçu de la formation depuis la mise en application du programme, et plus de 150 sans-abri ont été logés.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Youth Action Programs and Homes Inc. (Youth Action)

POPULATION VISÉE

La composante formation vise les jeunes de 17 à 24 ans qui vivent dans East Harlem. La composante logement vise les jeunes familles sans abri qui utilisent les refuges.

SERVICES FOURNIS

Le programme s'appuie sur un modèle créé pour la première fois en 1979, mais qui a changé au cours des cinq dernières années. L'essentiel de cette initiative est maintenant un programme d'une durée de 11 mois à l'intention des décrocheurs du secondaire, lesquels doivent s'engager à cinq mois et demi de formation sur le tas et à cinq mois et demi de travail académique. Les compétences professionnelles sont acquises par la rénovation d'immeubles d'appartements appartenant à la ville et abandonnés, sous la supervision du personnel du programme. À ce jour, six immeubles comptant chacun neuf logements de deux chambres à coucher ont été rénovés. Une équipe interne de deux professeurs accrédités à temps plein et d'un autre à temps partiel dispense un programme éducatif complet dont le but est de faire en sorte que les participants terminent leur cours secondaire. Les participants reçoivent une allocation qui est établie selon le salaire minimum, pendant l'étape des travaux de construction, et qui est inférieure au salaire minimum pendant la période de cours. Le programme offre aussi un éventail de services de counselling individuel et de groupe en matière de recherche d'emploi et de développement personnel et professionnel, des services d'intervention d'urgence et des services d'aiguillage vers divers autres organismes de la ville. L'acquisition de compétences de chef constitue la deuxième composante du programme : les jeunes participent à la détermination et à la conception de stratégies d'intervention communautaire répondant à une gamme de problèmes sociaux, économiques et politiques touchant la collectivité de East Harlem. La troisième composante correspond à la détermination et au placement de jeunes familles sans abri dans les immeubles rénovés. Le service des ressources humaines de la ville de New York désigne les éventuels locataires, lesquels vivent dans les refuges de la ville, et les participants au programme examinent les candidats en vue de leur placement.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Le programme a été répété ailleurs aux États-Unis en raison de la démarche novatrice qui consiste à combiner le développement des jeunes et l'hébergement des sans-abri.

SOURCES DE FINANCEMENT

Au début, le programme s'appuyait sur le financement de la ville et de l'État. En 1995, le programme a obtenu une subvention d'un million de dollars de la part du U.S. Department of Housing and Urban Development. Les services sociaux de l'État de New York ont aussi fourni une subvention de 1,25 million de dollars. Americorp, un organisme de la President's Corporation for National Service Program, a versé 20 000 $ pour les salaires des jeunes participants. Une bonne part des fonds versés sera consacrée à la rénovation d'un septième immeuble, prévue pour septembre 1995. Les participants rénoveront un immeuble de 12 logements dans lequel se trouvent également trois locaux commerciaux, avec un parc adjacent.

BUDGET TOTAL

En 1995, 2,5 millions de dollars.

ORGANISME À JOINDRE

Youth Action

Nom : Young Lee
Poste : directeur du développement
Adresse : 1280 Fifth Avenue, New York, NY 10029 États-Unis
Téléphone : (212) 860-8170 Télécopieur : (212) 860-8894

INITIATIVES SIMILAIRES

Ce modèle a été utilisé dans 40 villes américaines.

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.7

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Downtown Clean and Safe Program

ENDROIT

Centre-ville de Portland (Oregon)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1988

OBJECTIF

Fournir de la formation et des occasions d'emploi aux sans-abri du centre-ville de Portland; offrir des services de nettoyage de base des trottoirs et appliquer un programme étendu d'enlèvement des graffiti dans le centre-ville de Portland.

PORTÉE

Il y a actuellement 21 participants à la composante nettoyage du programme (1995). Chaque année, entre cinq et dix participants passent au marché régulier du travail.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

L'Association for Portland Progress, un organisme de protection des intérêts et de services du centre-ville, de concert avec Burnside Projects Inc., un programme qui offre de l'hébergement et des services aux sans-abri. Un comité consultatif composé de propriétaires, de gestionnaires immobiliers, de détaillants, de commissaires de la ville, des forces policières locales et de particuliers exerce un contrôle sur l'application du programme.

POPULATION VISÉE

Les sans-abri, les sans-emploi et les ex-toxicomanes qui reprennent leur vie en main.

SERVICES FOURNIS

En 1988, la ville de Portland a créé un Economic Improvement District (EID) (district d'amélioration économique) pour le centre-ville, dont les coûts sont assumés au moyen d'une quote-part obligatoire de la part des propriétaires. L'Association for Portland Progress applique un programme de sécurité et de nettoyage des trottoirs avec l'EID. On engage les sans-abri sans emploi pour qu'ils contribuent à ce que le district soit propre et sûr. Des équipes de nettoyage en uniforme nettoient les trottoirs, lavent les fenêtres et enlèvent les graffiti dans le secteur de l'EID. Des employés sont passés au marché régulier du travail en se trouvant des emplois dans les stationnements municipaux et les services d'entretien ménager. Les candidats doivent avoir vécu dans les Burnside Projects pendant au moins 90 jours et vouloir redevenir indépendants. Ils sont examinés par les conseillers de Burnside et du Oregon Department of Employment (ministère de l'emploi de l'Oregon). Ils sont soumis à une période d'essai de 90 jours de travail avec des équipes de nettoyage et de sécurité et doivent poursuivre leurs séances de counselling à Burnside pendant cette période.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Répond au problème de l'emploi et de la formation sans l'apport de fonds publics.

SOURCES DE FINANCEMENT

Tous les fonds proviennent des frais administratifs liés aux services de gestion immobilière imposés aux commerces situés à l'intérieur du Economic Improvement District. Les frais administratifs se fondent sur le

nombre et la capacité des ascenseurs, le nombre de pieds carrés de l'immeuble et le nombre d'employés. Les frais sont administrés par la ville de Portland et servent exclusivement au programme de l'Association of Portland Progress. On peut interrompre le prélèvement des frais si plus de 33 pour cent des commerces de l'EID s'y opposent. Cependant, le taux d'endettement correspond à moins de deux pour cent de la valeur totale de la quote-part.

BUDGET TOTAL

En 1995, la composante de nettoyage avait un budget total de 418 500 $ pour 1995-1996. Près des deux tiers de ce montant étaient destinés aux salaires des participants; le budget total du programme Downtown Clean and Safe est d'environ 2 millions de dollars, ce qui comprend un million de dollars pour les services de sécurité, et l'autre million pour la prévention du crime, le marketing et l'expansion du commerce local.

ORGANISME À JOINDRE

Association for Portlant Progress

Nom : Rick Williams
Poste : vice-président exécutif
Adresse . Cascade Building, 520 SW Yamhill, Portland, OR 97204, États-Unis
Téléphone : (503) 224-8684 Télécopieur : (503) 323-9186

INITIATIVES SIMILAIRES

La International Downtown Association, à Washington (D.C.) peut fournir des noms d'organismes à joindre pour divers districts d'amélioration économiques des centres-villes qui appliquent des programmes similaires.

CATÉGORIE : DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET F.8

AIDE À L'ENTREPRISE

NOM DE L'INITIATIVE

Job Training Partnership Act (JTPA) Program

ENDROIT

Salt Lake City et Tooela County (Utah)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Juillet 1989

OBJECTIF

Réintégrer les économiquement faibles et les sans-abri dans le marché du travail.

PORTÉE

En application de la JTPA, 1 000 personnes participent au programme IIA pour adultes, au programme d'été IIB pour les jeunes et au programme IIC pour les jeunes de 16 à 21 ans. Cinquante sans-abri participent à ces programmes. La JTPA comporte aussi dix autres programmes. Plus de 900 clients ont été placés au cours des dix premiers mois.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Salt Lake County Economic Development and Job Training Division. L'élaboration de politiques en application de la JTPA incombe à un Private Industry Council -PIC (conseil de l'industrie privée) dont 51 pour cent des membres doivent être de l'industrie privée. Il compte aussi des représentants d'organismes de sécurité d'emploi, d'organismes de services sociaux et d'organismes privés sans but lucratif. Le PIC représente les secteurs de prestation de services, qui sont au nombre de neuf en Utah.

POPULATION VISÉE

Les personnes et les familles économiquement désavantagées au Salt Lake City Community Shelter (refuge communautaire de Salt Lake City) et d'autres sans-abri du comté.

SERVICES FOURNIS

Le programme comporte la prise en charge de cas, des programmes d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle, la formation axée sur les compétences et l'évaluation du développement. Plus précisément, le personnel aide les clients à s'établir des objectifs en matière d'emploi, les dirigent vers des emplois ou de la formation, coordonnent les ressources communautaires publiques et privées, et servent d'intermédiaires auprès des employeurs pour le placement des participants. Un employé du service d'emploi visite le centre deux fois par semaine pour discuter des débouchés d'emploi avec les clients. Le transport et un sac à lunch sont fournis par le centre aux clients pendant leur recherche d'emploi. On administre des tests de lecture, d'écriture, de vocabulaire et de mathématiques. Les clients sont dirigés vers les établissements d'éducation de la collectivité qui dispensent de l'enseignement correctif. Le programme prévoit une formation axée sur la carrière qui peut aller jusqu'à deux ans. Le programme couvre aussi tous les frais d'inscription connexes. On ne soutient la formation que si le domaine choisi est en demande. Les participants rencontrent une fois par mois la personne chargée de leur dossier. Ils peuvent avoir du counselling de planification intégrale de carrière afin de s'assurer que la période de formation est utile et qu'elle mènera à un emploi. Quand la formation tire à sa fin, la personne chargée du dossier du participant lui offre une aide individuelle à la recherche d'emploi afin de déterminer le milieu de travail idéal (p. ex. trouver les employeurs situés près de chez lui). Le programme offre également un suivi pouvant aller jusqu'à un an, une fois la formation terminée; le responsable du dossier travaille avec l'employeur et tous les outils de travail nécessaires sont fournis.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Un nouveau sous-programme du programme IIA a récemment été créé : huit pour cent des fonds sont maintenant réservés à la formation des femmes à des métiers traditionnellement réservés aux hommes. Ce programme inclut de la formation dans divers domaines liés à la construction et du soutien financier pour la participation des femmes à des programmes d'apprentissage. Les femmes participent à des travaux de construction résidentielle dans tous les coins de la ville en contribuant à la reconstruction des vieilles maisons appartenant au comté. Ces maisons servent ensuite à loger des sans-abri ou des ménages à très faible revenu. On construit aussi de nouvelles maisons qui servent de résidences temporaires aux personnes atteintes du SIDA.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les fonds proviennent essentiellement du ministère du travail et sont distribués par le Human Services Office de l'État (bureau des services sociaux). Le gouvernement fédéral verse aussi des fonds par l'intermédiaire du Department of Health and Human Services (santé et services sociaux). L'État verse des fonds pour l'évaluation des clients et la prise en charge des cas.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Des bénévoles aident à l'établissement des plans d'emploi et de carrière.

ORGANISME À JOINDRE

Salt Lake County, Economic Development and Job Training Division

Nom : Sherri Spence
Poste : gestionnaire, emploi et formation
Adresse : 2001 South State, S2100 Salt Lake City, UT 84190, États-Unis
Téléphone : (801) 468-3246 Télécopieur : (801) 468-3684

CATÉGORIE G : PRÉVENTION

G.1 Better Homes Foundation, divers endroits aux États-Unis

G.2 Rooming House Information Centre, Toronto (Ontario)

G.3 Open Door Rooms Registry, Toronto (Ontario)

G.4 Creating New Opportunities, St John (Nouveau-Brunswick)

G.5 Rupert Rooming House Monitoring Pilot, Toronto (Ontario)

G.6 Homeless Diversion Porject, New York (New York)

G.7 Safe Homes for Youth, banlieue d'Ottawa (Ontario)

G.8 Rénovation de maisons de chambres, Montréal (Québec)

G.9 Housing Education Project (Royaume-Uni)

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.1

NOM DE L'INITIATIVE

The Better Homes Foundation Fund (TBHF)

ENDROIT

Diverses villes aux États-Unis

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

The Better Homes Foundation a d'abord publié divers articles sur les familles et les enfants sans abri en 1988.

OBJECTIF

La revue Better Homes and Gardens a créé The Better Homes Foundation (TBHF) afin de lever des fonds et d'attribuer des subventions pour l'élaboration et la mise en application de solutions à long terme visant les familles sans abri. TBHF a trois objectifs : (1) établir une base de connaissances rigoureuses en matière d'enfants sans abri, de populations ayant des besoins spéciaux comme les adultes souffrant de troubles combinés et les victimes de violence au foyer; (2) créer et financer des modèles de programmes, des démonstrations de services et de l'aide technique en s'appuyant sur les conclusions des recherches menées; (3) diffuser les connaissances acquises et les conclusions des recherches.

PORTÉE

En tant qu'organisme de bienfaisance public, TBHF a consenti des subventions s'élevant à plus de 4,2 millions de dollars pour 235 programmes dans 36 États.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

The Better Homes Foundation, un organisme de bienfaisance sans but lucratif et non érigé par donation dont le but est de faire de la recherche et d'offrir des services.

POPULATION VISÉE

Les familles et les enfants sans abri.

SERVICES FOURNIS

Le programme porte essentiellement sur les initiatives spéciales à l'intention des familles sans abri. Les organismes qui desservent les sans-abri peuvent soumettre des demandes de subvention à TBHF. De plus, TBHF est très active dans le domaine de la recherche et de la défense des intérêts des sans-abri et a réussi à obtenir des subventions de recherche à l'appui de ces activités. L'une des activités importantes de TBHF est le contrôle et l'évaluation continu des programmes financés. TBHF applique aussi un programme qui lui est particulier, le Kidstart Program, selon lequel des travailleurs prennent en charge des enfants d'âge préscolaire qui ont vécu dans la rue ou qui vivent dans des refuges. Il s'agit d'un programme de subventions qui verse des fonds aux organismes communautaires afin qu'ils offrent des services de prise en charge, ainsi que des services psychologiques et éducatifs. Le but du programme est d'inscrire les enfants d'âge préscolaire dans des programmes d'éducation correspondant à leur degré de développement, d'aider les parents à obtenir des services spéciaux et d'établir des réseaux de services à l'échelle des collectivités à l'intention des familles sans abri. TBHF a aussi appliqué un programme visant à aider les familles sans abri ayant des enfants d'âge préscolaire à s'établir dans des logements permanents, et un programme de démonstration relatif aux femmes enceintes sans abri qui visait à relever les facteurs de risque touchant les enfants nés dans la pauvreté.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Kidstart (voir ci-dessus); accent sur le contrôle et l'évaluation comme moyen de rassembler et de diffuser les conclusions des recherches menées.

SOURCES DE FINANCEMENT

En 1988, on a lancé dans la revue un appel pour obtenir des dons qui serviraient à établir la fondation. Des entreprises partenaires ont aussi contribué à l'appui de Kidstart. Les subventions sont versées annuellement mais sont renouvelables. TBHF peut accomplir son travail de recherche et de défense en réussissant à obtenir des subventions de recherche.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Entreprises partenaires. Aucun financement gouvernemental, outre certaines subventions de recherche.

ORGANISME À JOINDRE

The Better Homes Foundation

Nom : Pat Dubus
Poste : directeur, programmes et évaluation
Adresse : 181 Wells Ave., Newton Center, MA 02159-3320 États-Unis
Téléphone : (617) 964-3834 Télécopieur : (617) 244-1758

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.2

NOM DE L'INITIATIVE

Toronto Rooming House Information Centre (RHIC)

ENDROIT

Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1992

OBJECTIF

La création du Rooming House Information Centre a été stimulée par une enquête suivie des travaux d'un groupe de travail sur les maisons de chambres (Rooming House Review Task Force), à la suite d'un certain nombre de décès dans un incendie du Rupert Hotel. Le groupe de travail a entre autres relevé la nécessité d'établir un centre d'information dont le but serait d'améliorer la sécurité des maisons de chambres et de préserver et promouvoir le parc de maisons de chambres de Toronto.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

City of Toronto Housing Department

POPULATION VISÉE

Les services de défense des intérêts et d'éducation visent essentiellement les locataires et les propriétaires de maisons de chambres, le grand public et les dirigeants de la ville.

SERVICES FOURNIS

Le RHIC fournit aux exploitants, aux locataires et aux autres intéressés de l'information au sujet des changements apportés à la législation et aux politiques et qui touchent l'exploitation des maisons de chambres, des explications au sujet du processus d'obtention de permis et des exigences relativement aux maisons de chambres, de l'information sur les droits et les obligations des occupants et des exploitants, un registre des chambres vacantes et un service d'aiguillage, ainsi que de l'aide à la coordination des services de soutien. L'exercice d'un contrôle et la diffusion de conseils concernant les services de soutien à l'intention des locataires de maisons de chambres ont acquis une grande priorité. Le RHIC distribue un livret sur les maisons de chambres et un bulletin d'information trimestriel, et a organisé un certain nombre de rencontres d'information à l'intention des propriétaires-exploitants et des locataires. Le livret comprend un annuaire des organismes d'aide communautaire. Le registre des maisons de chambres donne une liste mise à jour toutes les semaines des maisons de chambres où il reste de la place à prix abordable. Les propriétaires-bailleurs peuvent y placer des annonces gratuitement, à condition que les loyers qu'ils exigent soient inférieurs aux seuils d'abordabilité (maximum actuel de 330 $ par mois, non meublé ou de 350 $ meublé). Tous les logements annoncés doivent être conformes aux règlements municipaux en matière de salubrité, de construction et de protection-incendie, bien qu'ils ne soient pas soumis à des inspections avant d'être annoncés. Toutes les violations aux règlements sont vérifiées au moyen du système informatique de la ville.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Le Rooming House Information Centre reconnaît le rôle et l'importance du parc de maisons de chambres comme source de logement pour de nombreux résidents à faible revenu du coeur de la ville et se concentre sur la conservation et sur l'amélioration de ce parc, ainsi que sur la prestation des services de soutien pertinents.

SOURCES DE FINANCEMENT

Un poste de coordonnateur est financé en guise de complément d'effectif du City of Toronto Housing Department.

ORGANISME À JOINDRE

City of Toronto Housing Department

Nom : Bushra Junaid
Poste : coordonnateur, RHIC
Adresse : 20, rue Adelaide, Toronto (Ontario) M5C 2T6 Canada
Téléphone : (416) 392-1274 Télécopieur : (416) 392-0560

INITIATIVES SIMILAIRES

Open Door Rooms Registry/Monitoring Service, Toronto (G.3).

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.3

NOM DE L'INITIATIVE

Open Door Rooms Registry

ENDROIT

Centre-ville de Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1990

OBJECTIF

Le Open Door Centre est un refuge de jour offrant divers services, notamment un registre des maisons de chambres.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Le Open Door Centre est un organisme communautaire sans but lucratif.

POPULATION VISÉE

Le registre s'adresse aux personnes seules et aux familles sans abri, ainsi qu'aux personnes qui vivent dans des refuges et cherchent des logements plus permanents.

SERVICES FOURNIS

Les propriétaires-bailleurs qui sont inscrits dans le registre doivent d'abord se soumettre à une inspection de leur immeuble qui permet de vérifier si celui-ci est conforme aux normes de construction et de sécurité-incendie. La ville a dispensé un programme de formation au personnel de Open Door pour qu'il puisse inspecter les propriétés afin de déterminer si elles sont conformes au code, d'en vérifier l'état matériel et la sécurité. Les inspecteurs de Open Door passent aussi en revue les règlements relatifs aux visiteurs, les services et l'ameublement, déterminent si des reçus sont émis sur paiement des loyers, et vérifient les téléphones et les appareils électroménagers. Outre l'inspection initiale au moment de l'inscription au registre, Open Door entreprend un suivi continu afin de veiller à ce que l'immeuble demeure conforme (souvent, on recourt à d'éventuels locataires). Quand on trouve des défauts, on indique les mesures correctives à prendre afin d'éviter la fermeture de l'immeuble et l'éviction des locataires. La propriété ne peut être inscrite qu'une fois les défauts corrigés. Il existe un certain nombre de programmes d'aide à la réparation ou à la remise en état à la ville de Toronto, lesquels programmes sont financés par la ville, la province ou le gouvernement fédéral et prévoient des subventions de remise en état du parc de maisons de chambres. Le Open Door Centre exploite aussi un refuge de jour où l'on offre des repas légers pour les hommes et les femmes de plus de 16 ans, des services de counselling et un service d'échange d'aiguilles.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Contrôle de l'état du parc de maisons de chambres afin d'en garantir la sécurité continue et d'éviter les évictions.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le Open Door Centre reçoit du financement de divers ministères provinciaux, ainsi que de la ville de Toronto, en application de son programme de financement des programmes d'accueil. Le registre des maisons de chambres est partiellement financé par le programme de subvention des initiatives relatives aux sans-abri de la ville.

ORGANISME À JOINDRE

The Open Door Centre

Nom : Bob Jackson
Poste : directeur exécutif
Adresse : 315, rue Dundas est, Toronto (Ontario) M?A 2A2 Canada
Téléphone : (416) 366-7124

INITIATIVES SIMILAIRES

Le Rupert Pilot Monitoring Project (G.5). La ville de Toronto tient aussi un registre des logements vacants qui couvre les appartements et les maisons de chambres (G.2) La ville vérifie les infractions aux règlements municipaux entrées dans leur système. Cependant, contrairement au programme Open Door, elle n'inspecte pas toutes les propriétés en guise de condition à leur inscription.

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.4

NOM DE L'INITIATIVE

Creating New Opportunities Initiative

ENDROIT

St. John (Nouveau-Brunswick)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1994.

OBJECTIF

Offrir un milieu résidentiel de soutien et de partage auquel confier à long terme des personnes atteintes d'un handicap mental. L'attention se porte sur l'organisation des ressources sociales en fonction des besoins; on ne s'arrête pas au handicap des personnes, mais plutôt à l'établissement d'un système offrant soutien et enrichissement et à l'adaptation du système en fonction des besoins personnels.

PORTÉE

À ce jour, dix personnes ont été désignées en vue d'être placées.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Les services communautaires en santé mentale (offerts par l'intermédiaire de la municipalité; services sociaux financés par la province).

POPULATION VISÉE

Les personnes atteintes d'un handicap mental qui ont vécu très longtemps en institution.

SERVICES FOURNIS

Des personnes partagent leur foyer et leur vie avec une personne atteinte d'un handicap mental. Les services communautaires en santé mentale continuent d'assurer le soutien et l'éducation nécessaires afin d'aider les gens qui accueillent les personnes handicapées dans leur vie. Le processus est graduel. La personne handicapée passe d'abord une journée chez celle qui la recevra chez elle, puis un week-end. Elle s'y installe enfin pour une période d'essai. Les médecins, les personnes qui partagent leur foyer, les membres de la famille des personnes handicapées et d'autres personnes participent au processus continu en discutant des problèmes relatifs aux services de soutien et en trouvant des solutions.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

L'aspect essentiel réside dans le fait que le partage a un effet bénéfique pour les deux personnes et que les arrangements sont négociés entre deux personnes qui s'apprécient et qui choisissent de vivre ensemble. La personne qui accueille la personne handicapée chez elle reçoit un soutien financier; de ce fait, certaines personnes ont pu cesser de dépendre de l'aide sociale.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le ministère de la Santé (services en santé mentale) fournit les fonds relatifs au centre communautaire et aux services de soutien, ainsi que les montants pour les personnes qui accueillent chez elles des personnes handicapées mentalement. Ces contributions découlent d'une nouvelle stratégie de santé à long terme au Nouveau-Brunswick qui se concentre sur des budgets individualisés et axés sur les personnes plutôt que sur le financement d'installations

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Les soins offerts au foyer sont plus rentables que les soins offerts en institution et assurent une qualité de vie supérieure. Certains participants ont pu cesser de dépendre de l'aide sociale en raison du montant versé aux personnes qui accueillent une personne souffrant d'un handicap mental chez elles. Le revenu n'est cependant pas l'aspect principal de cette initiative.

ORGANISME À JOINDRE

Services communautaires en santé mentale

Nom : Guy Légaré
Poste : coordonnateur, Creating New Opportunities
Adresse : Mercantile Centre, 3e étage, 55, rue Union, St. John (Nouveau-Brunswick) E2L 5B7 Canada
Téléphone : (506) 658-3737 Télécopieur : (506) 658-3739

INITIATIVES SIMILAIRES

Centre for Community Change Through Housing and Support, Burlington (Vermont).

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.5

NOM DE L'INITIATIVE

Rupert Hotel Coalition Pilot Project - Rooming House Monitoring Project

ENDROIT

Centre-ville de Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1992

OBJECTIF

Le Open Door Monitoring Project a été établi en guise de projet pilote afin d'améliorer l'état des lieux et les soins personnels dans les maisons de chambres du secteur privé et pour faciliter la transition vers une vie autonome (dans une maison de chambres) sur une période de deux ans. Des initiatives parallèles consistaient aussi en l'utilisation d'un programme de remise en état pour améliorer les immeubles ne respectant pas les normes minimales.

PORTÉE

Le projet pilote a servi au contrôle de huit maisons de chambres sur une période de deux ans.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Rupert Hotel Coalition (coalition générale incluant des organismes provinciaux, municipaux et communautaires).

POPULATION VISÉE

Les personnes vulnérables qui vivent dans les maisons de chambres du secteur privé (hôtels offrant des chambres individuelles), et particulièrement les personnes souffrant d'une maladie mentale, que l'on estime représenter de 27 à 40 pour cent des résidents de maisons de chambres.

SERVICES FOURNIS

La composante de contrôle était constituée de deux volets distincts : le suivi et la liaison, et les services de soutien. Le volet suivi et liaison exigeait des propriétaires-bailleurs qu'ils signent une entente d'exploitation avec le Open Door Centre (organisme de service sans but lucratif desservant les sans-abri) et la Rupert Hotel Coalition. L'entente d'exploitation énonçait les normes précises à respecter, tant du point de vue de l'état des lieux que des soins personnels. En échange, les propriétaires-bailleurs recevaient 5 $ par jour pour chaque lit occupé. Cet argent visait à aider les propriétaires-bailleurs à améliorer et à entretenir les lieux. Parce qu'il s'agissait de maisons de chambres, il fallait que les propriétaires fournissent l'hébergement et les repas. Avant le contrôle, les services de repas étaient de qualité médiocre et très irréguliers. Cela représentait particulièrement un problème pour les personnes souffrant de maladies physiques ou mentales, et pour les personnes qui devaient prendre des médicaments en même temps que leurs repas. Pendant le projet pilote, une personne ayant reçu de la formation inspectait les propriétés régulièrement (jusqu'à trois fois par jour là où des repas étaient servis). En cas d'inobservation des règles, les propriétaires recevaient divers avertissements et pouvaient même ne pas recevoir leur allocation quotidienne s'ils ne se conformaient pas. Le programme exigeait un horaire régulier pour les repas et les inspecteurs allaient frapper aux portes des locataires pour qu'ils aillent prendre leurs repas. De plus, les inspecteurs rencontraient régulièrement les propriétaires et les locataires afin de planifier les menus et d'établir des rapports de confiance avec les locataires. Cela aidait à la coordination et aux liens avec un éventail de services de soutien qui n'avaient antérieurement qu'un accès limité aux locataires. Les repas réguliers amélioraient la socialisation et le soutien mutuel dans les maisons de chambres. Le contrôle aidait aussi à l'amélioration des installations pour ceux qui préparaient leurs propres repas. On exerçait aussi une surveillance sur la sécurité et la propreté. Le volet distinct des services de soutien englobait quelque 11 organismes différents répondant chacun aux

demandes d'aide des locataires (les moniteurs offraient une part des services de counselling et des services d'aiguillage aux locataires).

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Ce projet pilote s'est déroulé de 1992 à 1994. On a élaboré une proposition visant l'établissement et le financement d'un programme permanent de contrôle, compte tenu de l'évaluation du projet pilote et du succès remporté, et cette proposition est actuellement à l'étude. Une part importante de l'initiative était constituée de la démarche de développement communautaire. Au cours de la période de deux ans, un certain nombre de locataires sont devenus plus indépendants et se sont mis à se faire à manger et à assumer la responsabilité de leurs propres revenus (p. ex., ils se sont mis à s'occuper de leurs opérations bancaires au lieu de simplement remettre leur chèque d'aide sociale au propriétaire).

SOURCES DE FINANCEMENT

Financé conjointement par les ministères ontariens du Logement et des Services sociaux et communautaires et par la ville de Toronto pour une période de deux ans.

ORGANISME À JOINDRE

Community Residential Services of Toronto Inc.

Nom : Harvey Stein
Poste : superviseur, Monitoring Liaison Services
Adresse : 2, rue Carlton, pièce 1001, Toronto (Ontario) M5B 1J3 Canada
Téléphone : (416) 763-2188 Télécopieur : (416) 763-2199

INITIATIVES SIMILAIRES

Habitat Services, Toronto, (416) 763-2188, contrôle et finance les maisons de chambres pour les malades psychiatriques; Open Door Rooming House Registry (G.3).

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.6

NOM DE L'INITIATIVE

Homeless Diversion Project

ENDROIT

New York (New York)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1991

OBJECTIF

Intervenir auprès des familles à risque et des personnes qui viennent de perdre leur logement, et tenter de les placer dans des logements permanents. On a généralement utilisé le système des refuges en guise de refuge transitoire et comme moyen d'accès à l'aide sociale, ainsi qu'aux services d'aiguillage et aux coupons pour le logement. Le programme de diversion vise à fournir le même type de soutien au sein de la collectivité.

PORTÉE

Environ 2 000 familles aidées par mois.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

New York Human Resources Administration

POPULATION VISÉE

Les clients de l'aide publique et les familles à risques ou sans abri.

SERVICES FOURNIS

Une équipe de travailleurs en service social individualisé rencontre les familles au bureau de maintien du revenu du quartier. Les familles qui arrivent dans les refuges d'urgence sont dirigées vers ce bureau. L'équipe de diversion explore toutes les options de logement possibles, notamment la possibilité d'installer la famille chez des parents ou des amis, ou de les faire retourner dans un logement du propriétaire-bailleur antérieur. L'équipe veille aussi à ce que la famille reçoive, ou demande, toutes les prestations auxquelles elle peut être admissible. Les équipes de diversion ont accès aux subventions spéciales d'aide publique (soutien du revenu) visant à prévenir l'itinérance. L'équipe de diversion communiquera avec un propriétaire-bailleur afin de faire office de médiateur pour tout problème non résolu et, s'il le faut, peut verser une allocation spéciale pour aider au paiement des arriérés qui ont donné lieu à l'expulsion ou verser un dépôt de garantie, des fonds pour l'achat de meubles et des allocations alimentaires d'urgence.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Il s'agit d'une initiative récente et elle semble être unique, bien que des modèles semblables sont en cours d'élaboration à Philadelphie.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le financement est assuré par l'intermédiaire du Human Resources Administration Office (bureau de l'administration des ressources humaines. Certains fonds proviennent de programmes d'aide d'urgence du gouvernement fédéral ou de l'État, et l'aide au logement de l'Assistance for Families with Dependent Children (aide aux familles avec enfants à charge).

ORGANISME À JOINDRE

City of New York

Nom : Mark Glickson
Poste : directeur, Diversion Services Program
Adresse : Office of Research Human Resources Administration, City of New York, 250 Church St, 10th floor, New York NY 100013, États-Unis
Téléphone : (212) 274-2294

INITIATIVES SIMILAIRES

La ville de Philadelphie applique un programme de prévention de l'itinérance à l'intention des personnes seules.

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.7

NOM DE L'INITIATIVE

Safe Homes for Youth

ENDROIT

Banlieues urbaines et rurales d'Ottawa (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1994

OBJECTIF

Faire en sorte que les jeunes demeurent dans leur collectivité et à leur école, et empêcher les jeunes d'aller au centre-ville d'Ottawa, où ils pourraient être exposés à une sous-culture de consommation de drogues et de prostitution.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Safe Homes for Youth est soutenu par un comité composé de jeunes, de membres de la collectivité et de représentants de la Société d'aide à l'enfance, du Bureau des services à la jeunesse et de la Police provinciale de l'Ontario.

POPULATION VISÉE

Les jeunes temporairement sans abri qui vivent dans les banlieues et les secteurs ruraux de la région.

SERVICES FOURNIS

Le Safe Home Network offre des refuges d'urgence sûrs pour les jeunes qui sont temporairement sans abri en raison d'un conflit avec les parents ou d'une situation de violence. Les jeunes, après une évaluation déterminant la compatibilité, sont placés dans des familles de bénévoles passées au tri pour une période d'un à sept jours. Pendant ce temps, les jeunes sont dirigés vers les fournisseurs de services pertinents afin de les loger de façon plus permanente ou de les aider par la médiation à retourner dans leur foyer. L'un des problèmes rencontrés dans l'application de ce programme réside dans les problèmes légaux associés au fait qu'un bénévole offre ce genre de services dans la collectivité.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Vise la prévention de l'itinérance dans les banlieues et les collectivités rurales. Soutenu par un réseau général d'organismes communautaires.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les fonds de démarrage ont été fournis en application du programme des nouvelles initiatives de Centraide d'Ottawa-Carleton et par la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton. Le financement initial a servi à élaborer le manuel des directives et des méthodes et le manuel du bénévole, ainsi qu'à recruter des bénévoles et à leur offrir une formation initiale. Ces fonds ont été versés pour 1994 et des fonds supplémentaires n'ont pas été obtenus à ce jour.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

S'appuie sur le travail de bénévoles.

ORGANISME À JOINDRE

Centre de ressources communautaires de Goulbourn, Kanata et West Carleton

Nom : Peggy Austen
Poste : coordonnatrice, Youth Community Development

Adresse : 150, route Katimavik, 2e étage, Town Centre, Kanata (Ontario) K2L 2N2 Canada
Téléphone : (613) 591-3686 Télécopieur : (613) 591-2501

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.8

NOM DE L'INITIATIVE

Rénovation de maisons de chambres

ENDROIT

Montréal (Québec)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1988

OBJECTIF

Soutenir la rénovation du parc existant de maisons de chambres et d'hôtels offrant des chambres individuelles tout en réduisant au minimum les augmentations de loyer.

PORTÉE

Cette initiative a donné lieu à la rénovation réussie de 3 568 chambres et de 353 logements entre 1988 et 1994.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Société d'habitation et de développement urbain de la ville de Montréal

POPULATION VISÉE

Les propriétaires-bailleurs et propriétaires d'hôtels offrant des chambres individuelles, de maisons de chambres, de coopératives, de logements sans but lucratif et de refuges ayant besoin de réparations.

SERVICES FOURNIS

Des subventions ont été versées aux propriétaires de maisons de chambres afin qu'ils entreprennent des travaux de rénovation. La ville de Montréal garantissait une subvention correspondant à 90 pour cent des coûts de rénovation et aidait à la réinstallation temporaire des occupants. Le programme a aussi été utilisé pour la rénovation des principaux refuges de Montréal.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

On reconnaît les maisons de chambres comme étant la dernière et, souvent, la seule option de logement pour les sans-abri au Canada. Bon nombre des maisons de chambres qui ne sont pas encore rénovées représentent des menaces sérieuses à la santé et à la sécurité des occupants. La conservation de ce parc de logements est considérée comme une solution rentable.

SOURCES DE FINANCEMENT

En 1989, les gouvernements fédéral et provincial ont mis fin au versement de subventions dans le cadre du programme de rénovation. En l'absence de telles subventions, la ville de Montréal a financé seule cette initiative. En 1993-1994, le gouvernement du Québec a annoncé le lancement du programme RéparAction. En 1994, le gouvernement fédéral a, à son tour, annoncé la reprise du financement des programmes de rénovation et de remise en état dans le cadre du Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL) et verse une aide aux propriétaires-bailleurs afin qu'ils rénovent les logements locatifs et les maisons de chambres qui sont inférieurs aux normes. Cinq millions de dollars ont été consacrés aux maisons de chambres du Québec.

SOURCES DE FINANCEMENT

Plus de 11 millions de dollars versés par la ville sont allés à la rénovation de 1 286 logements en 1990, ce qui comprend plus de 300 places de maisons de chambres. Le budget du gouvernement du Québec pour 1994-1995 concernant le programme de rénovation des logements locatifs était de 45 millions de dollars.

ORGANISME À JOINDRE

Ville de Montréal, Société d'habitation et de développement urbain, Module de l'habitation

Nom : Martin Wexler
Poste : chef de division
Adresse : 276, rue Saint-Jacques, 2e étage, Montréal (Québec) H2Y 1N3 Canada
Téléphone : (514) 872-8237 Télécopieur : (514) 872-3883

INITIATIVES SIMILAIRES

Les villes de Vancouver et de Québec.

CATÉGORIE : PRÉVENTION
G.9

NOM DE L'INITIATIVE

Housing Education Project

ENDROIT

Mis à l'essai dans le Yorkshire et maintenant mis en application partout en Angleterre.

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Projet pilote local en 1991 et mise en application officielle en 1992.

OBJECTIF

Prévenir l'itinérance chez les jeunes en encourageant la formation en matière de logement pour les jeunes de 15 à 18 ans. Le programme vise à mieux faire connaître tous les aspects de la décision de quitter le foyer; à permettre aux jeunes de prendre des décisions éclairées en leur faisant connaître les options de logement qui s'offrent à eux quand ils quittent la maison (peu importe la raison); mieux informer le personnel enseignant en ce qui concerne la préparation au départ du foyer; remettre en question les attitudes et les préjugés relatifs aux sans-abri.

PORTÉE

Le programme est appliqué par un seul gestionnaire de programme, géré par le directeur exécutif de l'association du logement et soutenu par un comité permanent. Plus de 2 000 élèves ont été informés dans le cadre du programme au cours des six premiers mois, et plus de 10 000 trousses d'information ont été distribuées.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

The Yorkshire Metropolitan Housing Foundation, une filiale de la Yorkshire Metropolitan Housing Association (YMHA), est un organisme de bienfaisance enregistré.

POPULATION VISÉE

Initialement, les jeunes de 15 à 18 ans inscrits à temps plein dans les établissements d'enseignement du sud et de l'ouest du Yorkshire. Maintenant, il s'agit des jeunes de tous les établissements d'enseignement de l'Angleterre, ainsi que des clubs de jeunes. On planifie d'adapter le matériel et les ressources de formation pour les besoins des élèves ayant des difficultés d'apprentissage et de joindre aussi les jeunes qui ne sont pas dans les écoles.

SERVICES FOURNIS

Élaboration de trousses d'information pour les élèves et les professeurs; élaboration d'un dossier de ressources à l'intention des enseignants; formation interne des professeurs et des personnes qui travaillent avec les jeunes; présentations dans les écoles; initiation à la création de logiciels à utiliser en classe. L'information comprend des détails sur les droits, de l'information sur le logement, l'argent et la santé; sensibilisation culturelle et connaissance des attentes des parents; aptitudes en communication et en recherche d'information; capacité de prendre des décisions et de résoudre des problèmes; conscience de soi et affirmation de soi.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Stratégie d'intervention précoce. Grâce à l'expérience du travail auprès des jeunes sans abri, on a constaté que la situation d'itinérance est souvent attribuable à des problèmes au foyer, mais le manque de connaissance des options de logement constitue aussi un facteur contributif.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le projet pilote a été financé par la YMHA. Au cours des années suivantes, les fonds sont provenus aussi d'autres organismes commerciaux ou organismes de bienfaisance, notamment Comic Relief (Charity Projects) Charitable Trusts, une banque et une société de construction.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Déjà minimes.

BUDGET TOTAL

En 1993-1994, 35 000 £ (environ 70 000 $ canadiens); en vue de l'élaboration de matériel répondant au besoins spéciaux, le budget proposé pour 1994-1995 est de 50 000 £ (100 000 $ canadiens).

ORGANISME À JOINDRE

Centre for Regional Economic and Social Research, Sheffield Hallam University

Nom : Anne Oxley
Poste : Housing Education Project Manager
Adresse : Unit 10, Sheffield Science Park, 60 Howard St., Sheffield S1 2LX, Angleterre
Téléphone : (011) (44) 253-3073 Télécopieur : (011) (44) 253-2197

CATÉGORIE H : PORTÉE GÉNÉRALE

H.1 Freedom House, Richmond (Virginie)

H.2 Services and Emergency Aid Center for Homeless, Houston (Texas)

H.3 St Vincent de Paul Village, San Diego (Californie)

H.4 Baltimore's Approach to Homelessness, Baltimore (Maryland)

H.5 San Francisco Continuum of Care, San Francisco (Californie)

H.6 Delancy Street, San Francisco (Californie)

H.7 Street City, Toronto (Ontario)

H.8 FOHM, Montréal (Québec)

H.9 Seattle-King County Coalition for the Homeless, Seattle (Washington)

H.10 The Good Practice Unit (Royaume-Uni)

H.11 Hanover Welfare Services, Melbourne (Australie)

H.12 DAL, Paris (France)

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.1

NOM DE L'INITIATIVE

Freedom House

ENDROIT

Richmond (Virginie)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1983

OBJECTIF

La mission de Freedom House est d'ouvrir les bras à ceux qui ont faim et aux sans-abri et de les accueillir au sein d'une collectivité propice à leur rétablissement, où ils pourront commencer à s'attaquer aux problèmes qui ont contribué à leur itinérance ou qui en ont découlé. Le but est de fournir un milieu stable, sain et favorable où le changement et la progression vers l'autonomie et l'indépendance sont possibles. On utilise le terme « hôtes » en guise de rappel du principe de l'hospitalité. La mission de Freedom House vise aussi l'éducation et la protection des intérêts des sans-abri. La protection et la défense des intérêts des sans-abri requièrent un effort coordonné de la part des membres du conseil, du personnel, des bénévoles et des hôtes afin de mieux informer le public et de résoudre les problèmes de nature systémique qui contribuent à l'itinérance.

PORTÉE

Chaque soir, on sert des repas à 260 hommes, femmes et enfants. Le refuge comporte un refuge pour la nuit comptant 50 places, et 12 places de logement transitoire.

POPULATION VISÉE

Les hommes et femmes qui vivent l'itinérance chronique (le programme des repas dessert aussi les enfants).

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La chapelle oecuménique de Freedom House a été créée par un groupe de personnes intéressées de diverses religions afin de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables de Richmond. Freedom House a été enregistrée en tant que société sans capital-actions émis et est exonérée d'impôt en vertu de l'article 501(3)(c) par le Internal Revenue Service.

SERVICES FOURNIS

L'initiative a initialement été établie en guise de programme de service du repas de soir. En ce moment, Freedom House sert des repas chauds tous les soirs, du lundi au samedi. Le Evening Meal Program est aussi un programme d'approche initial pour les sans-abri de Richmond. En 1988, Freedom House a ouvert le Community Shelter (refuge communautaire), un refuge de 50 places pour les hommes et femmes qui vivent l'itinérance chronique. On offre l'hospitalité aux personnes qui ont été dirigées vers le refuge pour une longue période de temps, tout dépendant des besoins de la personne. Les résidents bénéficient aussi de services de prise en charge, de services de soutien, d'un repas du soir, de douches, d'une laverie, d'ateliers et de groupes de soutien. Freedom House est en train d'établir une boulangerie autonome au même endroit, et en est au démarrage d'une entreprise d'art et d'artisanat qui crée, commercialise et vend les objets créés par les résidents. En 1990, Freedom House a ouvert Sean's Place, une maison transitoire comptant 12 chambres. L'immeuble fait l'objet d'un bail renouvelable aux cinq ans consenti par le Diocèse catholique de Richmond moyennant 1 $ par année. Le Diocèse catholique possède l'immeuble et paie toutes les dépenses connexes. Freedom House paie les services publics et contribue le plus possible à l'entretien de l'immeuble. Ce programme offre du logement, du counselling, de la prise en charge de cas et tous les services de soutien nécessaires pour aider les hommes et femmes sans abri à passer de la vie en refuge à un logement permanent

et à une vie autonome. Les résidents de Sean's Place peuvent rester jusqu'à 18 mois pour réaliser leurs objectifs.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Freedom House comporte une composante additionnelle, First Homes, lancée en 1991. Il s'agit d'une initiative communautaire novatrice conçue pour donner aux familles la capacité de devenir des propriétaires-occupants autonomes. Les logements sont loués du Department of Housing and Urban Development (HUD) pour 1 $ par année. Un groupe religieux ou un groupe de citoyens local parraine une famille et a la responsabilité de rénover la maison, d'y installer la famille et de fournir les services de soutien individuels requis pour aider la famille à atteindre son objectif d'acquérir son propre logement. À ce moment, il n'y a pas de prêt hypothécaire, mais seulement un bail. Ces maisons sont louées à Freedom House (en application du programme HOPE du gouvernement fédéral) et sous-louées aux familles. La famille paie un loyer à échelle mobile et les services publics. Le loyer est canalisé vers un compte renouvelable qui est conçu pour permettre la récupération de l'argent utilisée pour l'acquisition et la remise en état initiale des maisons. La remise en état est principalement couverte par les fonds HOPE 3, mais le fonds renouvelable de loyer permet une source de financement continue. Si tout va bien, la famille est prête à assumer un prêt hypothécaire, et capable de le faire, dans les trois à cinq années suivant l'aménagement dans la maison. À ce moment, plusieurs ressources locales sont utilisées pour compenser les coûts de l'hypothèque. Des fonds de HUD et d'autres organismes fédéraux et locaux sont combinés pour subventionner le prêt hypothécaire de manière à maintenir les paiements à l'équivalent de 25 pour cent du revenu brut de la famille. Une fois le prêt hypothécaire établi et conclu, la famille n'est plus soumise au programme et a l'entière responsabilité du prêt hypothécaire. Grâce à son succès énorme, on établit First Homes en tant que filiale sans but lucratif de Freedom House et on l'appelle maintenant First Homes, Inc.

SOURCES DE FINANCEMENT

Le Evening Meal Program fait l'objet du soutien d'un nombre impressionnant de groupes de serveurs et de groupes de cuisiniers bénévoles des commerces et des églises de la localité. Les restaurants et épiciers locaux font don de quantités importantes de nourriture, en plus de la participation à un programme de banque alimentaire du ministère de l'agriculture; 85 pour cent du budget annuel provient de dons. De plus, Freedom House reçoit de l'argent de plusieurs sources relevant de la McKinney Homeless Act; Emegency Shelter Grant, Emergency Shelter and Food Grand, HUD Shelter Support Grant et certaines subventions de sources locales. Une part des sommes obtenues est destinée à des programmes particuliers, alors que d'autres subventions sont versées directement à Freedom House, où elles sont ensuite distribuées.

ORGANISME À JOINDRE

Freedom House

Nom : Joel Ford, M.S.W.
Poste : directeur exécutif
Adresse : CP 12144, Richmond, VA 23241, États-Unis
Téléphone : (804) 649-9791 Télécopieur : (804) 648-8321
Courrier électronique : joelf@ix.netcom.com

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.2

NOM DE L'INITIATIVE

The S.E.A.R.C.H. Homeless Project

ENDROIT

Centre-ville de Houston et Harris County (Texas)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1989

OBJECTIF

Fournir un système global d'initiatives et de possibilités afin de permettre aux sans-abri de réaliser leur développement personnel et d'accéder à l'indépendance.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

S.E.A.R.C.H. (Services and Emergency Aid Resources Center for the Homeless) est un organisme communautaire privé et sans but lucratif relevant de l'article 501(3)(c).

POPULATION VISÉE

Le programme dessert tous les sans-abri, et notamment les personnes atteintes d'une maladie mentale, les personnes seules et les familles. Environ 70 pour cent des personnes aidées sont des hommes et 30 pour cent, des femmes, ce qui comprend les familles monoparentales. S.E.A.R.C.H. a été créé en réponse à l'absence d'une stratégie à long terme à Houston, tous les efforts étant concentrés sur l'aide et l'hébergement d'urgence, plutôt que sur l'encouragement à l'autonomie.

SERVICES FOURNIS

Il y a six programmes essentiels, dont deux sont inclus dans des services d'accueil sans établissement de liens. (1) Le Resource Center est un vrai centre d'accueil de jour qui dessert actuellement 125 personnes par jours et qui en desservira 250 par jour dès qu'il sera déménagé dans ses nouveaux locaux en juillet. Il est unique en ce qu'il offre, outre les services habituels des centres d'accueil de jour (douches, repas, laverie, refuge contre les éléments, boîtes aux lettres individuelles, téléphones, courrier vocal individuel, vêtements, couvertures, salon de coiffure ou de barbier, articles d'hygiène personnel), l'accès à des fournisseurs de services représentant 22 organismes du secteur, ainsi que des services de prise en charge de cas. Les personnes peuvent demander à voir n'importe lequel des 22 représentants (santé mentale, abus d'intoxicants, refuge de nuit, information aux anciens combattants, soins médicaux et soins dentaires, inscription à l'AFDC (Aid to Families with Dependent Children), demande de « gold card » pour le service gratuit de l'hôpital du comté, et ainsi de suite) ou demander qu'un travailleur en service social individualisé les aide à faire la transition vers l'emploi et un logement permanent. (2) Les travailleurs du Mobile Outreach Program se rendent dans les campements sous les ponts et dans les parcs, dans les immeubles abandonnés et dans les bibliothèques des banlieues, là où les sans-abri se trouvent. Ils apportent des coupons pour l'autobus ou pour le taxi afin que les sans-abri puissent se rendre au centre de ressources, et y emmènent un infirmier clinicien mobile, des vêtements, de la nourriture, des couvertures, des formules d'AFDC et d'autres formules de demande, des articles d'hygiène personnel, de l'information au sujet des services. (3) Une fois qu'un sans-abri a indiqué son désir d'avoir de la formation professionnelle ou un emploi, il peut faire son entrée au Employment Education Center. Un certain nombre de personnes ont réussi à suivre le programme d'emploi et de formation et sont maintenant des employés de S.E.A.R.C.H. ou d'autres entreprises de Houston. (4) House of Tiny Treasures est une garderie titulaire d'un permis et offrant toute la gamme des services pour les enfants de familles sans abri dans les cas où les parents sont en formation à l'emploi, inscrits dans un programme d'éducation, à la recherche d'un emploi ou travaillant à temps partiel (pratiquement toutes les femmes inscrites au programme d'emploi ont des enfants). Les services sont notamment : la navette entre les

divers refuges et la garderie, un programme d'apprentissage des compétences parentales, l'inscription à divers programmes ouvrant droit à des prestations, des soins médicaux et dentaires, la distribution d'aliments et de vêtements. (5) Par l'intermédiaire de son Scattered Site Housing Program, S.E.A.R.C.H. offre environ 75 logements transitoires dans des immeubles d'appartements de la région de Houston, pas toujours les mêmes. Un travailleur aide les particuliers à entrer en contact avec des propriétaires-bailleurs, à négocier un bail et à s'installer. On donne au participant le premier mois de loyer et de quoi payer l'épicerie pour un mois. Les bénéficiaires doivent participer activement à un programme d'éducation ou de formation à l'emploi et ont deux ans pour devenir autonome. Si un participant ne peut travailler en raison d'un handicap physique ou mental, on l'aide à obtenir les prestations auxquelles il a droit. Le Scattered Site Housing Program a aussi 32 logements permanents en milieu de soins pour les participants sans abri qui sont atteints d'un handicap physique ou mental. (6) On-site Supportive Housing Program. Quand les nouveaux locaux seront prêts à l'automne, on consacrera les deux étages supérieurs à des appartements d'une chambre (pas des chambres individuelles, puisqu'ils ont des installations sommaires pour la cuisine et la toilette) ainsi qu'une cuisine complète et une laverie à chaque étage, ainsi qu'une salle de repos commune. On y trouvera 42 chambres servant au logement transitoire et au logement en milieu de soutien, et l'accent sera mis sur les patients atteints du SIDA, sur les toxicomanes et sur les personnes atteintes d'une maladie mentale.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Accès en un seul endroit à un vaste éventail de services; assistance multiple en vue de la transition vers un logement permanent.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les fonds requis pour l'acquisition et la remise en état des nouveaux locaux ont été obtenus au moyen d'une campagne de mobilisation de fonds (le but de 3,2 millions de dollars a presque été atteint).

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Plusieurs programmes sont partiellement financés dans le cadre de programmes gouvernementaux, mais S.E.A.R.C.H. sollicite activement des fonds auprès de particuliers et de fondations.

ORGANISME À JOINDRE

S.E.A.R.C.H.

Nom : Bonna Kol
Poste : Associate Executive Director
Adresse : CP 7969, Houston, TX 77270 États-Unis
Téléphone : (713) 739-7752 Télécopieur : (713) 739-9201

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.3

NOM DE L'INITIATIVE

St. Vincent de Paul Village

ENDROIT

Centre-ville de San Diego (Californie)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

St. Vincent de Paul Village a été établi en 1950 par le diocèse catholique de San Diego et a continué de faire partie du diocèse jusqu'en 1992, année où il a été enregistré en tant qu'organisme indépendant dirigé par son propre conseil de fiduciaires.

OBJECTIF

Offrir un éventail complet de services de soutien pour les sans-abri et les personnes seules et familles pauvres de San Diego.

PORTÉE

Refuge d'urgence comptant 350 places (hommes et femmes); logement transitoire pour 150 hommes seuls; logement transitoire pour 30 adolescents; logement pour 310 familles; 1,6 million de repas servis annuellement; vaste éventail de services de soutien.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Organismes indépendants sans but lucratif associés au diocèse catholique de San Diego.

POPULATION VISÉE

Sans-abri, personnes seules, jeunes et familles pauvres.

SERVICES FOURNIS

Le Village parraine S.H.A.R.E. Southern California, un organisme local de développement communautaire qui donne aux participants des provisions de nourritures à des prix très réduits. De plus, St. Vincent de Paul Village gère un réseau de cinq magasins d'occasions et d'un centre de vente publique et entrepôt qui offre des vêtements et des meubles à bas prix aux personnes à faible à revenu tout en contribuant à lever des fonds pour le fonctionnement de ses centres. En septembre 1987, le Village a ouvert le St. Vincent de Paul-Joan Kroc Center. Réalisé à l'aide de fonds obtenus exclusivement dans le secteur privé, le centre offre des services de garderie, une cuisine, une salle à dîner, une chapelle, des salles de conférence, des soins médicaux et dentaires gratuits, du counselling, de la formation à l'emploi, du jumelage d'emplois et de travailleurs, de la formation en informatique, des cours d'alphabétisation et du logement transitoire pour 310 personnes (familles, hommes seuls, femmes et enfants). En février 1988, le premier des deux centres Josue pour les personnes atteintes du SIDA a été ouvert. On y loge des personnes présentant les symptômes du SIDA et les personnes VIH positives. Un deuxième centre a ouvert ses portes en 1993.

En octobre 1989, St. Vincent de Paul Village a terminé le St. Vincent de Paul-Bishop Maher Center, un projet de conversion d'un entrepôt. Ce centre offre des services de garderie, une cuisine, une salle à dîner, une chapelle, des salles de conférence, des services médicaux et dentaires gratuits, du counselling, de la formation à l'emploi, du jumelage d'emplois et de travailleurs, de la formation en informatique, des cours d'alphabétisation et du logement transitoire pour 150 hommes seuls. Le 1er juin 1992, le Village célébrait le lancement d'un autre programme essentiel, le Toussaint Teen Center. Ce Centre offre du logement transitoire pour 30 adolescents sans abri. Il y a du personnel sur place 24 heures par jour et on y offre des services de counselling, de la prise en charge de cas, des soins médicaux et dentaires, une école secondaire gérée par le comté, ainsi que des services d'aide à l'amélioration des aptitudes sociales et des compétences professionnelles qui permettront aux clients de devenir des adultes productifs et bien adaptés.

Le plus récent ajout au Village est le Paul Mirabile Center, qui a ouvert en mai 1994. Ce centre offre du logement transitoire à court terme pour 350 hommes et femmes seuls. Les personnes dirigées vers le centre par d'autres organismes sociaux peuvent y demeurer pour un maximum de 120 nuits. Il est parfois possible de prolonger le séjour s'il est justifié de le faire. Le Paul Mirabile Center abrite aussi une clinique médicale et dentaire complète, un centre de formation à l'emploi et d'éducation aux adultes et une deuxième cuisine et salle à dîner.

Les autres services que fournit St. Vincent de Paul Village sont, notamment, un centre de ressources offrant de l'information et des services d'aiguillage; le Homeless Employment Linkage Program (H.E.L.P.), qui offre l'évaluation en vue de l'emploi, de la formation et des services de placement; un programme de logement qui aide les résidents à trouver un logement permanent; un programme d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle qui comprend l'acquisition de compétences professionnelles, l'alphabétisation et des séminaires en vue de l'apprentissage de compétences sociales, un programme de formation en informatique; un programme de counselling et un programme sur la dépendance aux produits chimiques; la seule clinique médicale offrant des soins gratuits à San Diego et desservant plus de 1 000 patients et gens du quartier par jour; un programme de soins dentaires auquel participent plus de 20 dentistes bénévoles; du counselling spirituel et des services religieux pour le personnel et les résidents de tous les programmes du Village, ainsi que de l'aiguillage vers les églises du voisinage; un programme de services aux enfants offrant aux enfants résidents de l'instruction, de l'estime de soi, des aptitudes sociales et un sentiment de sécurité; des repas quotidiens pour 850 résidents et 2 000 non résidents, ainsi que plusieurs autres services complémentaires.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Aucun financement du secteur public. Réseau de soutien étendu.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Recours à des bénévoles, établissement d'un réseau d'organismes de soutien, économies d'échelle.

ORGANISME À JOINDRE

St. Vincent de Paul Village

Adresse : 3350 E Street, San Diego, CA 92101-3332, États-Unis
Téléphone : (619) 687-1000 Télécopieur : (619) 687-1010
Courrier électronique : psychgrfx@aol.com
Site de St. Vincent de Paul Village : http://www.sdic.com/SVDP/SVDPHome.html

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.4

NOM DE L'INITIATIVE

Baltimore's Approach to Homelessness

ENDROIT

Baltimore (Maryland)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1995

OBJECTIF

Établir une stratégie détaillée visant à répondre au problème de l'itinérance dans la ville de Baltimore.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La ville de Baltimore et le Baltimore Homeless Relief Board.

POPULATION VISÉE

Tous les sans-abri et toutes les personnes seules et les ménages qui risquent de devenir sans abri.

SERVICES FOURNIS

La stratégie adopte une démarche complète de « continuum de soins ». La démarche commence par deux éléments fondamentaux : le financement centralisé, et l'accueil et le soutien centralisés. Le système de financement centralisé répond à l'absence antérieure de coordination et de priorisation des sources de financement et aux efforts excessifs de demandes de subvention qui en découlaient. Le système central d'accueil et de soutien fait partie d'une stratégie de prévention qui cherche à prévenir les périodes d'itinérance en offrant des services convenables de prévention des expulsions, notamment des services de négociation entre propriétaires et locataires, de l'aide sous forme de subvention d'urgence et des services d'intervention précoce. L'accueil centralisé garantira une évaluation approfondie des besoins et aidera les candidats à établir un plan en vue de se réinstaller dans un logement permanent. Pour ceux qui ne font pas officiellement leur entrée dans le système, une équipe d'approche des sans-abri relèvera activement les sans-abri qui ne bénéficient pas des services et les aidera à obtenir les prestations auxquelles ils ont droit et les services dont ils ont besoin. Afin de veiller à ce que les mécanismes et les ressources appropriés soient présents pour les cas dirigés par le système central, la ville travaille à améliorer considérablement un éventail de secteurs fonctionnels, dont les services de santé, les refuges temporaires, les logements répondant à des besoins spéciaux et le logement permanent abordable; une stratégie de formation et d'emploi établie avec la participation du secteur privé; et une stratégie de prévention. L'initiative de logement comporte la création d'un corps de logement urbain, de concert avec des groupes communautaires, qui entreprendra une remise en état à grande échelle des maisons inoccupées. Le dernier élément du continuum est une stratégie de prévention incluant : un programme d'intervention, « People on the Brink » (les personnes à deux doigts de l'itinérance), la stabilisation au moyen d'une aide préventive; un examen des obstacles structurels, comme les programmes de soutien du revenu et la législation actuelle visant le salaire minimum; et un programme d'éducation du public visant à sensibiliser le public et les commerçants aux problèmes de l'itinérance et à établir un groupe de soutien.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Établi suivant une démarche de participation et de collaboration avec l'apport général de fournisseurs.

SOURCES DE FINANCEMENT

Un éventail de programmes du gouvernement fédéral, de l'État et de la municipalité.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

L'établissement d'un système de financement centralisé devrait entraîner une réduction des coûts administratifs liés à la préparation de multiples demandes de financement et aider à enrayer le chevauchement et le double emploi dans l'application et l'administration des services.

BUDGET TOTAL

En 1994, total des fonds fédéraux : 10,6 millions de dollars; fonds versés par l'État : 1,8 million de dollars; et fonds provenant de la ville : 1,6 million de dollars.

ORGANISME À JOINDRE

City of Baltimore

Nom : Joanne Selinske
Poste : directrice, Mayor's Office of Homeless
Adresse : 417 E. Fayette St., Suite 1211, Baltimore, MD 21202, États-Unis
Téléphone : (410) 396-3757 Télécopieur : (410) 625-0830

INITIATIVES SIMILAIRES

Plan quinquennal de San Francisco (H.5).

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.5

NOM DE L'INITIATIVE

Continuum of Care San Francisco

ENDROIT

San Francisco (Californie)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1994

OBJECTIF

Établir un plan quinquennal détaillé visant à aider les personnes seules et les familles sans abri ou risquant de le devenir.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Ville de San Francisco, Mayor's Homeless Budget Task Force.

POPULATION VISÉE

Personnes seules et familles qui sont sans abri ou qui risquent de le devenir.

SERVICES FOURNIS

La stratégie adhère aux principes de la démarche du « continuum de service », un système intégré et coordonné de services et de ressources relatifs au logement, à l'emploi et au soutien visant à prévenir et à atténuer l'itinérance. La démarche est conçue pour faire passer les sans-abri, le plus rapidement possible, à des niveaux supérieurs de responsabilité et d'indépendance que procurent un logement permanent, de la formation et du travail. Le continuum comporte cinq éléments : (1) La prévention répond aux besoins de logement et de services avant toute situation d'urgence. Les services sont, notamment, les centres de soutien à la famille, la prévention des expulsions, des soins de santé préventifs et des services aux ex-toxicomanes en cas de rechute. (2) Les services d'urgence assurent l'accès immédiat à des services intégrés de santé, de logement et de soutien répondant au situations d'urgence et ouvrent l'accès au degré suivant de traitement, d'aide au logement et de soutien selon le cas. (3) Le logement transitoire et les services connexes offrent des services transitoires aux personnes seules et aux familles qui ont des problèmes d'abus d'intoxicants, de santé mentale ou d'autres problèmes personnels qui doivent être résolus avant d'accéder à la stabilité dans un logement permanent. (4) La quatrième composante du continuum est le logement permanent lié à des services de soutien continus visant à faciliter la stabilité résidentielle, économique et personnelle, et des réseaux de soutien qui garantissent l'autonomie. (5) Enfin, on offre des services de suivi et de soutien garantissant l'accès continu à un éventail complet de services et on évalue le succès du système et des personnes pour ce qui est de l'atteinte des objectifs d'autonomie.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Démarche consultative donnant lieu à une stratégie détaillée et à un degré de soutien étendu. Des stratégies et des mesures particulières sont précisées dans le plan. On établira un processus visant la gestion et la mise en oeuvre du plan avec la création d'une commission locale.

SOURCES DE FINANCEMENT

En 1993-1994, on a consacré au total 79,9 millions de dollars aux services aux sans-abri à San Francisco; de ce montant, 56,1 millions de dollars ont été canalisés par l'intermédiaire des départements municipaux et provenaient du gouvernement fédéral (14,6 millions de dollars), de l'État (2,4 millions de dollars) et du fonds général de la municipalité (39 millions de dollars). Un montant supplémentaire de 23,8 millions de dollars est venu des groupes communautaires sans but lucratif, dont 20 millions sous la forme de contributions du secteur privé.

BUDGET TOTAL

En 1993-1994, 79,9 millions de dollars.

ORGANISME À JOINDRE

City of San Francisco

Nom : Marc Trotz
Poste : Homeless Co-ordinator, Mayor's Office
Adresse : City of San Francisco, San Francisco, CA 94102, États-Unis
Téléphone : (415) 554-6125 Télécopieur : (415) 554-6113

INITIATIVES SIMILAIRES

Baltimore's Approach to Homelessness (H.4).

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.6

NOM DE L'INITIATIVE

Delancy Street

ENDROIT

Centre-ville de San Francisco (Californie)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

La Delancy Street Foundation a été créée en 1971; l'ensemble de logement a été terminé en 1991.

OBJECTIF

Offrir un environnement structuré où les ex-délinquants et toxicomanes peuvent se réadapter, acquérir des compétences de travail et l'autonomie fonctionnelle et, en fin de compte, devenir indépendants.

PORTÉE

L'ensemble couvre 375 000 pieds carrés incluant du logement, des installations éducatives et des espaces récréatifs et commerciaux. Au total, 171 logements abritent quelque 500 personnes. Le quart environ sont des femmes.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La Delancy Street Foundation

POPULATION VISÉE

Les ex-délinquants, les toxicomanes et les sans-abri.

SERVICES FOURNIS

La création de la fondation a été stimulée par un besoin en matière de développement économique communautaire et de réadaptation des ex-délinquants. Les efforts initiaux (1971) ont porté sur l'établissement d'entreprises commerciales locales où la population visée allait pouvoir acquérir des compétences de travail et l'autonomie fonctionnelle. Les entreprises de la fondation sont une imprimerie, une entreprise de déménagement et de transport, une entreprise de construction, un restaurant offrant des services de traiteur, un théâtre et une entreprise de marketing. Initialement, la fondation gérait un certain nombre de refuges à San Francisco, ce qui comportait souvent l'acquisition et la rénovation de maisons existantes. Ces activités étaient financées en partie au moyen des revenus produits par les entreprises de la fondation.

L'ensemble de logement Delancy Street a été financé partiellement au moyen de la vente d'autres propriétés, ainsi qu'au moyen d'un prêt entièrement remboursé grâce aux revenus des diverses entreprises. La construction de l'ensemble de logement a été entreprise en 1987 et s'est terminée en 1991. Les travaux de construction ont été réalisés dans une grande mesure par les participants relativement peu qualifiés des programmes de formation de la Delancy Street Foundation. Delancy Street a été établi en guise de résidence pour les personnes participant aux programmes de la fondation, et de lieu où seraient consolidées les activités de la fondation. On offre aux personnes l'hébergement et les repas. La résidence est très structurée et la consommation de drogues illégales et d'alcool est strictement interdite. Toute personne qui ne respecte pas cette règle doit immédiatement quitter les lieux. La plupart des résidents acquièrent des degrés croissants de compétences, d'éducation et d'indépendance au cours du cycle normal du séjour à Delancy Street, lequel dure de trois à quatre ans. Depuis la création de la fondation en 1971, plus de 11 000 personnes sont devenues autonomes et indépendantes. Vingt-deux pour cent des participants ont abandonné le programme de réadaptation avant de l'avoir terminé.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Aucun financement gouvernemental. Tous les résidents participent directement car la fondation est dirigée et gérée par ses membres.

SOURCES DE FINANCEMENT

Tous les fonds proviennent des entreprises de la fondation, lesquelles offrent de la formation aux participants. Le coût de construction de 15 millions de dollars a été obtenu grâce à la vente de propriétés existantes (environ les deux tiers) et à un prêt, des crédits d'impôt, des subventions de la fondation et des dons privés.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Les résidents contribuent sous forme de travail. Aucun n'est payé, mais ils sont logés et nourris en contrepartie de leur participation aux activités formatrices qui produisent des revenus.

BUDGET TOTAL

Le budget moyen par participant est de 10 000 $ pour la durée des programmes de formation de deux ans.

ORGANISME À JOINDRE

Delancy Street Foundation

Poste : Intake Office
Adresse : 600 Embarcadero, San Francisco, CA 94107, États Unis
Téléphone : (415) 957-9800 Télécopieur : (415) 243-8711

INITIATIVES SIMILAIRES

La Delancy Street Foundation gère d'autres activités à New York, au Nouveau-Mexique, en Caroline du Nord et à Los Angeles.

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.7

NOM DE L'INITIATIVE

Street City

ENDROIT

Centre-ville de Toronto (Ontario)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Occupé en 1990

OBJECTIF

Street City est une initiative qui vise à assurer un logement permanent et l'acquisition de compétences aux sans-abri en les faisant participer directement à la planification et à la production de leur propre logement. En plus de produire des logements, les buts de l'initiative sont de créer de l'emploi et de dispenser de la formation à l'emploi aux sans-abri qui ne s'intègrent peut-être pas bien dans les programmes d'emploi ordinaires.

PORTÉE

Au total, 71 personnes sont logées dans six habitations partagées construites à l'intérieur d'un entrepôt existant. Le nom donné à l'ensemble représente la conception des habitations : une rue à l'intérieur d'un entrepôt. L'ensemble est conçu comme une maison de chambres : chambres privées, et salle de bain, cuisine et salon communs. Chaque habitation partagée abrite environ 12 personnes. On avait prévu trois habitations pour les hommes, et trois pour les femmes.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Street City appartient à la Homes First Society et est géré par elle. Il s'agit d'un organisme de logement sans but lucratif qui dessert la population des sans-abri.

POPULATION VISÉE

Les personnes seules sans abri. La population de la rue à Toronto s'éloigne de plus en plus du stéréotype de l'homme alcoolique plus âgé pour correspondre davantage aux survivants psychiatriques, généralement plus jeunes et dépendant de divers intoxicants.

SERVICES FOURNIS

Les logements autonomes constituent un milieu qui stimule la participation à la gestion ainsi qu'à d'autres initiatives communautaires. Les résidents éventuels ont formé des équipes de construction (une équipe d'hommes et une équipe de femmes) et ont acquis des compétences en construction tout en construisant leur propre habitation. Le concept de la rue intérieure et des habitations partagées a contribué à un fort sentiment d'appartenance à la collectivité. Un personnel de 12 employés assure une supervision 24 heures sur 24, bien que les résidents participent activement aux décisions de gestion. Diverses petites entreprises économiques ont pris naissance à l'intérieur de la collectivité, notamment un service de réparation de bicyclettes et un service de traiteur.

Street City est un entrepôt appartenant à la ville et situé dans un ancien secteur industriel que l'on est en train de réaménager. Étant donné le réaménagement en cours, l'ensemble a été conçu comme une solution temporaire qui devait durer de trois à cinq ans. En raison de problèmes environnementaux (contamination du sol), les travaux de réaménagement ont cessé. L'état de l'emplacement renforce la nécessité de nouvelles installations afin de fermer les installations actuelles. On s'est efforcé de trouver un nouvel emplacement et du financement, ce qui a été fait à la fin de 1994, et les nouvelles installations devraient être prêtes pour la fin de 1996.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

L'accent étant mis sur la participation, Street City a exigé des efforts considérables pour que les sans-abri puissent s'en mêler. Les organismes de parrainage de l'ensemble voulaient absolument que les futurs occupants acquièrent la confiance nécessaire pour prendre eux-mêmes des décisions au sujet de la conception et du fonctionnement de l'ensemble. Des professionnels ont participé au projet, mais ils ont joué un rôle très discret.

SOURCES DE FINANCEMENT

La ville de Toronto a fourni l'immeuble. Les fonds d'immobilisation requis pour la construction des habitations sont provenus d'une subvention versée en application d'un programme provincial. Le financement des dépenses de fonctionnement provient d'un programme général de bien-être (Domiciliary Hostel Program) administré par l'administration de la région métropolitaine de Toronto auquel participent les gouvernements fédéral et provincial.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Utilisation d'un immeuble existant; participation des sans-abri à la construction.

ORGANISME À JOINDRE

Homes First Society

Nom : Paul Dowling
Poste : directeur exécutif
Téléphone : (416) 214-1870 Télécopieur : (416) 214-1873

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.8

NOM DE L'INITIATIVE

La Fédération des organismes sans but lucratif d'habitation de Montréal (FOHM)

ENDROIT

Plus de 60 immeubles à Montréal (Québec)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Juin 1987

OBJECTIF

Garantir des logements permanents pour les gens qui ont de la difficulté à obtenir des logements décents; fournir des logements auxquels sont liés des services de soutien déjà disponibles dans la collectivité, de sorte que les locataires puissent acquérir, rétablir ou maintenir leur indépendance et soit continuer de vivre dans le réseau des refuges ou s'intégrer entièrement dans la société.

PORTÉE

Un total de 1 167 chambres, studios et logements accessibles en fauteuil roulant dans plus de 60 immeubles.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La FOHM est une coalition de 32 organismes de logement sans but lucratif qui gère directement six immeubles abritant 193 locataires dans le cadre d'une entente de gestion conclue avec la société d'habitation de la ville de Montréal.

POPULATION VISÉE

Les hommes et femmes marginaux à faible revenu qui sont difficiles à loger, dont l'âge se situe entre 18 et 65 ans et qui ont un passé d'itinérance. La majorité des membres de la population visée comptent sur l'aide sociale, ne sont pas fonctionnellement autonomes et souffrent d'une mauvaise santé, sont alcooliques, toxicomanes, souffrent d'une maladie mentale, d'une dysfonction sociale ou ont vécu de la violence au foyer.

SERVICES FOURNIS

Chacun des ensembles du réseau de la FOHM se caractérise par divers degrés d'intervention, établis selon les besoins variés des locataires et les ressources disponibles pour chaque ensemble. Le réseau de logements locatifs subventionnés de la FOHM s'accompagne de services offerts par des groupes communautaires, notamment de la nourriture, de l'hébergement temporaire et des centres d'urgence, ainsi que de services du secteur public comme des hôpitaux, des cliniques de santé mentale et des cliniques de santé communautaire. De plus, les locataires ont accès à divers services de counselling relatifs à l'abus d'intoxicants, à la maladie mentale, à la violence, à l'analphabétisme et à l'isolement social qui les aident à accéder à l'indépendance. Ces services sont fournis par des conseillers ou par des surveillants résidents. Les autres aspects de la vie en collectivité sont, notamment, la promotion de l'autonomie fonctionnelle, notamment l'hygiène personnelle, l'ordre, l'alimentation, l'administration personnelle et l'administration financière; l'acquisition d'un sentiment de responsabilité personnelle et collective, par la participation du locataire à la gestion de son appartement ou à un comité de sélection des locataires; victoire sur l'isolement individuel et social et sur la marginalisation par la promotion de la tolérance parmi les locataires, encouragement du soutien mutuel et participation à des activités sociales; et encouragement de l'intégration des locataires dans l'environnement externe de la collectivité où ils se trouvent.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Démarche de coalition générale visant la mise en commun de ressources et la prestation de services complets visant à offrir un logement permanent en milieu de soutien.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les organismes membres recueillent au total 2 millions de dollars en loyers; 46 000 $ des cours; 7 000 $ de la gestion immobilière; 7 000 $ de la gestion sociale. De plus, chaque organisme membre réalise des économies annuelles de 4 000 $ grâce à un mécanisme d'assurance immobilière géré par la FOHM. Le réseau n'a que cinq employés à plein temps; 30 autres employés à temps partiel sont répartis parmi les organismes membres, notamment 24 surveillants résidents et six conseillers.

ORGANISME À JOINDRE

La Fédération des organismes sans but lucratif d'habitation de Montréal

Nom : Norma Drolet
Poste : directrice générale
Adresse : 1650, rue St-Timothée, pièce 206, Montréal (Québec) H2L 3P1 Canada
Téléphone : (514) 527-6668 Télécopieur . (514) 527-7388

INITIATIVES SIMILAIRES

Fred Victor Mission et Street City, Toronto (Ontario) (H.7).

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.9

NOM DE L'INITIATIVE

Seattle-King County Coalition for the Homeless

ENDROIT

Seattle et King County (Washington)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Mai 1989 (a germé en 1979 avec la création de la Seattle-King County Emergency Housing Coalition).

OBJECTIF

La mission de la coalition est d'améliorer l'accès aux refuges et de loger les sans-abri; de promouvoir des services pertinents, coordonnés et liés entre eux; et de réduire les causes de l'itinérance pour les populations vulnérables de Seattle et de King County.

PORTÉE

La coalition englobe plus de 60 organismes sans but lucratif et gouvernementaux de King County, des représentants du service de police de Seattle et d'anciens sans-abri.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

La coalition est un organisme officiel dont les dirigeants sont élus et comportant des comités permanents. Le comité directeur, composé des co-présidents de la coalition, assure la coordination d'ensemble.

POPULATION VISÉE

Tous les sans-abri et les populations à risque de Seattle et de King County.

SERVICES FOURNIS

La coalition protège les intérêts des sans-abri à tous les paliers gouvernementaux et auprès du secteur privé afin d'assurer des refuges sûrs, sains et propres dans tous les secteurs de King County et de souligner le besoin de normes élevées établies par programme pour la prestation des services, ainsi que la nécessité d'éliminer les causes premières de l'itinérance. Par l'intermédiaire de ses divers comités, la coalition fournit un éventail de services qui sont, notamment, la promotion de logements d'urgence et de transition convenables et appropriés accompagnés de services de soutien complets; la revendication de logements sûrs, propres et permanents pour les personnes à faible revenu; les efforts d'élimination de l'itinérance grâce à des mesures préventives comme l'aide au loyer et les services sociaux; la promotion de la communication entre les organismes et d'un service coordonné entre les fournisseurs; l'éducation et la mobilisation des secteurs public et privé; l'élaboration de nouveaux modèles de service; la création de réseaux avec d'autres coalitions locales et nationales de services d'urgence; et l'assurance que les personnes sans emploi, ou logées ou desservies au moyen des programmes des organismes membres ne souffrent pas de discrimination.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

La coalition fonctionne parce qu'elle travaille à l'intérieur de l'infrastructure communautaire, en réunissant les dirigeants politiques, les dirigeants d'entreprises et les sans-abri afin qu'ils travaillent ensemble à la résolution des problèmes et des conflits. Par exemple, la communication entre les sans-abri, les fournisseurs de services sans but lucratif et le gouvernement a rehaussé la créativité des fournisseurs et a responsabilisé les sans-abri en leurs permettant de participer à la résolution de leurs propres problèmes.

SOURCES DE FINANCEMENT

Les gouvernements locaux et les sources de financement privées soutiennent la coalition en payant des droits d'adhésion et en assumant les coûts des envois mensuels et des autres événements. La coalition a aidé la ville de Seattle et King County à aller chercher plus de fonds auprès du gouvernement fédéral, de l'État et du secteur privé que la plupart des autres régions des États-Unis.

MÉTHODES DE RÉDUCTION DES COÛTS

Déjà minimes.

ORGANISME À JOINDRE

Seattle-King County Coalition for the Homeless

Nom : Linda Weedman
Poste : co-présidente
Adresse : 1118 Fifth Avenue, Seattle, WA 9810, États-Unis
Téléphone : (206) 461-4861 Télécopieur : (206) 461-4860

INITIATIVES SIMILAIRES

Il existe des coalitions dans la plupart des régions urbaines des États-Unis, mais la Seattle-King County Coalition est l'une des première au pays.

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.10

NOM DE L'INITIATIVE

The Good Practice Unit (Homelessness Services)

ENDROIT

Royaume-Uni

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1993

OBJECTIF

Cataloguer les pratiques exemplaires des associations de logement et des autorités locales.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Chartered Institute of Housing (Royaume-Uni)

POPULATION VISÉE

Les membres de la Chartered Institute of Housing et d'autres organismes desservant les sans-abri.

SERVICES FOURNIS

Le Good Practice Unit (GPU) de la Chartered Institute of Housing documente, met à jour et publie des études de cas faisant état de pratiques exemplaires parmi les fournisseurs de services liés au logement au Royaume-Uni. De plus, l'institut a préparé un Housing Management Standards Manual comportant une section particulière sur les services aux sans-abri où l'on présente un aperçu des pratiques exemplaires, notamment les systèmes d'information sur les clients, les stratégies de prévention de l'itinérance, l'aide aux victimes de violence au foyer, les options temporaires de logement et les normes, les garanties de loyers, et l'aide à la réinstallation des personnes sans abri.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Un service centralisé fournit de l'information et des ressources à un vaste éventail de fournisseurs.

ORGANISME À JOINDRE

The Good Practice Unit

Nom : Janet Richards
Poste : chef
Adresse : Octavia House, Westwood Way, Coventry, CV4 8JP, Angleterre
Téléphone : (011)(44) 203-694-433 Télécopieur : (011)(44) 203-695-110

INITIATIVES SIMILAIRES

Le Housing Management Standards Manual présente un aperçu complet d'études de cas au Royaume-Uni. De plus, il est possible d'obtenir des feuillets documentaires individuels sur des pratiques particulières auprès du Good Practice Unit.

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.11

NOM DE L'INITIATIVE

Hanover Welfare Services

ENDROIT

Centre-ville et banlieue de Melbourne (Australie)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

1964

OBJECTIF

Hanover est un organisme polyvalent sans but lucratif dont la mission est de responsabiliser les sans-abri de sorte qu'ils prennent davantage leur vie en main, et de stimuler et encourager le changement dans la société australienne de manière à venir en aide aux sans-abri.

PORTÉE

Le programme aide plus de 600 personnes chaque jour au moyen d'un éventail complet de services, notamment la protection des intérêts et la recherche, les services d'approche, divers refuges et ensembles de logement permanent, et des programmes de counselling et d'acquisition de compétences professionnelles. Dans le cadre du programme, trois centres d'hébergement d'urgence sont répartis dans le centre-ville de Melbourne. Ils comptent 50 places pour la population générale, sept logements pour les familles et 15 places pour les femmes seules. Soixante dix maisons ou appartements situés en banlieue servent de logement transitoire ou de logement en milieu de soutien pour 240 personnes.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

Hanover Welfare Services

POPULATION VISÉE

Hanover offre des services particuliers pour tous les segments de la population des sans-abri et des personnes à risque; des services généraux et des programmes plus particuliers s'adressent aux familles, aux femmes et aux jeunes adultes.

SERVICES FOURNIS

Un éventail de programmes d'aide en cas d'urgence au centre-ville et en banlieue, notamment du counselling et du soutien personnel, des repas, des services de santé, des services d'emploi et de formation, des services de placement et des services d'approche pour les gens de la rue. La philosophie de Hanover est d'évaluer les besoins des sans-abri et les résultats de ses services afin de veiller à ce que les services soient pertinents et efficaces. Les programmes et installations établis dans les années 70 et 80 ont été revus dans les années 90 : le refuge de 300 places a été fermé et remplacé par des logements d'urgence et des logements en milieu de soutien de qualité élevé servant de transition vers l'autonomie. Hanover a mis l'accent sur les liens entre l'itinérance et l'emploi en revendiquant des changements de politique et a élaboré tout un éventail de programmes de formation à l'emploi, de services de placement et d'occasions d'emploi adaptés au besoins particuliers des sans-abri. Hanover fait de la recherche sur les questions liées aux sans-abri, comme partie intégrante de son travail de revendication de changements dans la collectivité qui pourraient diminuer le nombre de sans-abri.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Accent mis sur l'évaluation du programme et sa révision.

SOURCES DE FINANCEMENT

Hanover obtient des fonds grâce à divers programmes gouvernementaux pour fournir ses services. En 1993-1994, un peu plus de 55 pour cent de son budget provenait de subventions gouvernementales. Les paiements versés par les clients correspondaient à 40 pour cent et le reste a été comblé par des dons privés.

BUDGET TOTAL

En 1993-1994, les dépenses budgétaires totales se sont élevées à 56,1 millions de dollars australiens.

ORGANISME À JOINDRE

Hanover Welfare Services

Nom : Tony Nicholson
Poste : directeur général
Adresse : CP 1016, South Melbourne St., Victoria 3205, Australie
Téléphone : (61)(39) 661-6388 Télécopieur : (61)(39) 699-6790

CATÉGORIE : PORTÉE GÉNÉRALE
H.12

NOM DE L'INITIATIVE

Droit à logement (DAL)

ENDROIT

Paris (France)

ANNÉE D'ÉTABLISSEMENT

Novembre 1990, à la suite d'une manifestation à l'hôtel de ville organisée par des sans-abri militants qui demandaient l'accès à des logements inoccupés.

OBJECTIF

Représenter les intérêts des sans-abri et des gens n'ayant pas un logement stable à Paris et dans la région environnante afin de les aider à accéder à l'autonomie.

PORTÉE

Plus de 550 familles sans abri ont été logées grâce aux pressions exercées.

ORGANISME(S) RESPONSABLE(S)

DAL réunit une coalition d'organismes de sans-abri, de personnes n'ayant pas de logement stable et de gens travaillant avec les sans-abri.

POPULATION VISÉE

Les sans-abri et les gens qui n'ont pas un logement stable dans Paris et les environs.

SERVICES FOURNIS

DAL exerce des pressions afin d'obtenir du gouvernement qu'il mette en application une loi d'urgence passée en 1945 mais inactive depuis longtemps qui autoriserait l'acquisition obligatoire des immeubles et appartements abandonnés appartenant à des institutions afin de les mettre à la disposition des sans-abri. Cette loi est demeurée en vigueur jusqu'en 1962 et 45 000 ménages ont été logés en conséquence. Parallèlement à la proportion alarmante qu'a prise l'itinérance à Paris, le nombre des logements inoccupés en France n'a jamais été si élevé. Par exemple, il y a en moyenne un logement inoccupé pour chaque immeuble résidentiel à Paris. DAL constitue aussi une réponse à la dépendance croissante des sans-abri à l'aide sociale et aux refuges d'urgence. DAL exerce des pressions contre les mesures gouvernementales actuelles visant à réduire le nombre de logements sociaux disponibles, à renforcer les règles d'expulsion et à permettre la vente de logements sociaux à des intérêts privés. DAL a établi un inventaire d'adresses d'immeubles inoccupés ou abandonnés à Paris. DAL publie un bulletin mensuel appelé *INFO DAL*. Un comité sur l'itinérance a été créé en septembre 1994. Il est composé de sans-abri et tient une assemblée générale ouverte au public deux fois par mois. Un autre membre de la coalition participe à l'exercice de pressions visant l'obtention de l'accès gratuit au transport en commun pour les sans-emploi, les marginaux et les sans-abri de la région de Paris.

ASPECTS UNIQUES OU NOVATEURS

Lancé par des activistes sans abri; compte sur une coalition générale.

SOURCES DE FINANCEMENT

La coalition se compose de bénévoles. La vente du bulletin et de t-shirts produit des revenus.

ORGANISME À JOINDRE

Comité des sans-logis (CDSL)

Adresse : 10, rue du Moulin de la Pointe, Paris 13ème M Tolbiac, France
Téléphone : (011)(33)(14) 565-3026

INITIATIVES SIMILAIRES

Des comités semblables ont été créés partout en France, notamment dans les villes de Rennes, Amiens, Clichy la Garenne, Montreuil et Saint-Denis. Récemment, la Coalition for the Homeless de San Francisco a entrepris une occupation similaire des immeubles du Presidio, l'ancienne base militaire désaffectée de San Francisco.

BIBLIOGRAPHIE

Bassuk, Ellen L. "Who are the Homeless Families? Characteristics of Sheltered Mothers and Families." *Community Mental Health Journal*, 26(5) p. 425-433, 1990.

Bentley, Daniel. *Measuring Homelessness: A Review of Recent Research*. Winnipeg: Institute of Urban Studies, 1995.

Burt, Martha R. " The Causes and Growth of Homelessness in the 1980s." *Housing Policy Debate*, Vol. 2, Issue 3, Washington, Federal National Mortgage Association, 1991.

Cordray, David S. et G.M. Pion. "What's behind the Numbers?" *Housing Policy Debate*, Vol. 2, Issue 3, Washington, Federal National Mortgage Association, 1991.

Culhane, D.P., Edmund F. Dejowski, Julie Ibanez, Elizibeth Needham et Irene Macchia. "Public Shelter Admission Rates in Philadelphia and New York City: The Implications of Turnover for Sheltered Population Counts." *Housing Policy Debate*, Vol. 5, Issue 2, Washington, Federal National Mortgage Association, 1994.

Fallis, G. et A. Murray (eds) *Housing the Homeless and the Poor: New Partnerships among the Private, Public and Third Sectors*. Toronto: University of Toronto Press, 1990.

Kraus, Deborah. *Municipal Initiatives in Affordable Housing*. Ottawa: CMHC, 1993.

Hulchanski, J.D. et M. Eberle, D. Stewart, K. Olds. *Solutions to Homelessness: Vancouver Case Studies*. Vancouver: University of British Columbia, Centre for Human Settlements, 1991.

Hulchanski, J.D. *Who are the Homeless? What is Homelessness? The Politics of Defining an Emerging Policy Issue*. University of British Columbia Planning Papers, Discussion Paper #10, 1987.

Lindlom, Eric N. "Toward a Comprehensive Homelessness Prevention Strategy." *Housing Policy Debate*, Vol. 2, Issue 3, Washington, Federal National Mortgage Association, 1991.

Martin, Marsha A. "The Homeless Mentally Ill and Community-Based Care: Changing a Mindset." *Community Mental Health Journal*, 26 (5), p 435-447, 1990.

McLaughlin, MaryAnn. "Homelessness in Canada: Comments on the Findings of the Inquiry Conducted by the Canadian Council on Social Development (CCSD)." *Research Initiatives on Homelessness: International Year of Shelter for the Homeless (IYSH)*. Winnipeg: Institute of Urban Studies, document hors-série #27, 1991.

Mishra, Ramesh. "The Collapse of the Welfare Consensus? The Welfare State in the 1980s." *Housing the Homeless and the Poor: New Partnerships among the Private, Public and Third Sectors*, eds. G. Fallis et A. Murray. Toronto: University of Toronto Press, 1990.

National Coalition for the Homeless: Hotline 1995, Internet, Page d'accueil NCH.

O.E.C.D. Project Group on Housing, Social Integration and Livable Environments in Cities. *Homelessness in Europe: The View of the European Federation of National Organizations Working with the Homeless*. (F.E.A.N.T.S.A.) Document de discussion, mars 1992.

O.E.C.D. Project Group on Housing, Social Integration and Livable Environments in Cities. Final Report: *The Multi-Sectoral Approach to Urban Regeneration*. Avril 1994.

Oberlander, H.P. et A. Fallick. *Homelessness and the Homeless: Responses and Innovations*. A Canadian contribution to the IYSH 1987 Centre for Human Settlements, U.B.C., Vancouver, 1988.

Oberlander, H.P. et A. Fallick. "The Search for a Structured Response to Housing the Homeless." Research Initiatives on Homelessness: International Year of Shelter for the Homeless (IYSH). Winnipeg: Institute of Urban Studies, document hors-série #27. 1991.

Ontario Ministry of Housing. *More Than Just a Roof: Action to End Homelessness in Ontario*. Final Report of the Minister's Advisory Committee on the International Year of Shelter for the Homeless (IYSH). Toronto, 1988.

Paris, Chris. *Housing Australia*. Melbourne: MacMillan Education Australia, 1993.

ANNEXE A : INDEX DES FEUILLETS DOCUMENTAIRES SUR LES INITIATIVES RÉPONDANT AUX BESOINS DES SANS-ABRI

CANADA

(27 initiatives)

Initiative	Against All Odds
Ville/endroit	Toronto (Ontario)
Type	Programmes d'approche
Feuillet n°	A.2

Initiative	Carruthers and Queen Mary Alumni Appartements
Ville/endroit	Ottawa (Ontario)
Type	Logement permanent
Feuillet n°	D.4

Initiative	Programme d'intervention en milieu judiciaire
Ville/endroit	Ottawa (Ontario)
Type	Programmes d'approche
Feuillet n°	A.4

Initiative	Creating New Opportunities
Ville/endroit	St. John (Nouveau-Brunswick)
Type	Prévention
Feuillet n°	G.4

Initiative	Downtown Women's Project
Ville/endroit	Victoria (Colombie-Britannique)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.2

Initiative	FOHM
Ville/endroit	Montréal (Québec)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.8

Initiative	Hope Community/Hope Discovery
Ville/endroit	Ottawa (Ontario)
Type	Logement transitoire et logement en milieu de soutien
Feuillet n°	C.3

Initiative	L'entente
Ville/endroit	Montréal (Québec)
Type	Logement permanent
Feuillet n°	D.5

Initiative	Long Term Services for Youth
Ville/endroit	Halifax (Nouvelle-Écosse)
Type	Refuges d'urgence
Feuillet n°	B.1

Initiative	Mainstay Residence
Ville/endroit	Winnipeg (Manitoba)
Type	Logement transitoire et logement en milieu de soutien
Feuillet n°	C.2

Initiative	Medewiwin Non-Profit Housing
Ville/endroit	Victoria (Colombie-Britannique)
Type	Logement permanent
Feuillet n°	D.1

Initiative	Ndinawe
Ville/endroit	Winnipeg (Manitoba)
Type	Refuges d'urgence
Feuillet n°	B.2

Initiative	Open Door Room Registry
Ville/endroit	Toronto (Ontario)

Type	Prévention
Feuillet n°	G.3

Initiative	Out of the Cold
Ville/endroit	Toronto (Ontario)
Type	Refuges d'urgence
Feuillet n°	B.3

Initiative	Programme d'approche
Ville/endroit	Banlieue d'Ottawa (Ontario)
Type	Programmes d'approche
Feuillet n°	A.5

Initiative	Portland Hotel
Ville/endroit	Vancouver (Colombie-Britannique)
Type	Logement permanent
Feuillet n°	D.3

Initiative	Rideau Street Youth Initiative
Ville/endroit	Ottawa (Ontario)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.3

Initiative	Rooming House Information Centre
Ville/endroit	Toronto (Ontario)
Type	Prévention
Feuillet n°	G.2

Initiative	Rénovation de maisons de chambres
Ville/endroit	Montréal (Québec)
Type	Prévention
Feuillet n°	G.8

Initiative	Rupert Rooming House Monitoring Pilot
Ville/endroit	Toronto (Ontario)
Type	Prévention
Feuillet n°	G.5

Initiative	Safe Homes for Youth
Ville/endroit	Banlieue d'Ottawa (Ontario)
Type	Prévention
Feuillet n°	G.7

Initiative	Sailaviq Centre
Ville/endroit	Iqaluit (Territoires du Nord-Ouest)
Type	Aide dans les régions rurales
Feuillet n°	E.3

Initiative	Singles Housing Opportunities Program
Ville/endroit	Toronto (Ontario)
Type	Logement permanent
Feuillet n°	D.2

Initiative	Street City
Ville/endroit	Toronto (Ontario)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.7

Initiative	Coalition pour la santé de tous
Ville/endroit	Ottawa (Ontario)
Type	Programmes d'approche
Feuillet n°	A.6

Initiative	Victoria Street Community Association
Ville/endroit	Victoria (Colombie-Britannique)
Type	Programmes d'approche

Feuillet n°	A.1

Initiative	Voice Mail Pilot
Ville/endroit	Toronto (Ontario)
Type	Logement transitoire et logement en milieu de soutien
Feuillet n°	C.4

ÉTATS-UNIS

(23 initiatives)

Initiative	Baltimore's Approach to Homelessness
Ville/endroit	Baltimore (Maryland)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.4

Initiative	Better Homes Foundation
Ville/endroit	États-Unis (divers endroits)
Type	Prévention
Feuillet n°	G.1

Initiative	Central Vermont Community Land Trust
Ville/endroit	Région de Montellier (Vermont)
Type	Aide dans les régions rurales
Feuillet n°	E.4

Initiative	Chesapeake Area Recovery Communities
Ville/endroit	Baltimore (Maryland)
Type	Logement transitoire et logement en milieu de soutien
Feuillet n°	C.1

Initiative	Delancy Street
Ville/endroit	San Francisco (Californie)
Type	Portée générale

Feuillet n°	H.6

Initiative	Downtown Safe and Clean
Ville/endroit	Portland (Oregon)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.7

Initiative	Freedom House
Ville/endroit	Richmond (Virginie)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.1

Initiative	Hard Times Cafe
Ville/endroit	Harrison (Michigan)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.1

Initiative	Homeless Diversion Project
Ville/endroit	New York (New York)
Type	Prévention
Feuillet n°	G.6

Initiative	Hospitality House
Ville/endroit	San Francisco (Californie)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.4

Initiative	Housing with Dignity
Ville/endroit	Philadelphie (Pennsylvanie)
Type	Logement transitoire et logement en milieu de soutien
Feuillet n°	C.5

Initiative	Job Training Partnership

Ville/endroit	Salt Lake City (Utah)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.8

Initiative	Project Recover
Ville/endroit	Glenwood (Oregon)
Type	Aide dans les régions rurales
Feuillet n°	E.1

Initiative	San Francisco Continuum of Care
Ville/endroit	San Francisco (Californie)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.5

Initiative	Seattle-King County Coalition for the Homeless
Ville/endroit	Seattle (Washington)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.9

Initiative	Self-Help and Resource Exchange
Ville/endroit	San Diego (Californie)
Type	Programmes d'approche
Feuillet n°	A.3

Initiative	Services and Emergency Aid Centre for Homeless
Ville/endroit	Houston (Texas)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.2

Initiative	Seton House
Ville/endroit	Casper (Wyoming)
Type	Aide dans les régions rurales
Feuillet n°	E.2

Initiative	St. Vincent de Paul Village
Ville/endroit	San Diego (Californie)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.3

Initiative	The Women's Housing Coalition
Ville/endroit	Albuquerque (Nouveau-Mexique)
Type	Logement permanent
Feuillet n°	D.6

Initiative	Trinity Housing/Third an'Eats
Ville/endroit	Washington (D.C.)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.5

Initiative	Yesler Early Childhood Center
Ville/endroit	Seattle (Washington)
Type	Logement transitoire et logement en milieu de soutien
Feuillet n°	C.6

Initiative	Youth Build Program Harlem
Ville/endroit	New York (New York)
Type	Développement communautaire et aide à l'entreprise
Feuillet n°	F.6

AUTRES PAYS

(5 initiatives)

Initiative	DAL
Ville/endroit	Paris (France)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.12

Initiative	Hanover Welfare Services
Ville/endroit	Melbourne (Australie)
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.11

Initiative	Housing Education Project
Ville/endroit	Royaume-Uni
Type	Prévention
Feuillet n°	G.9

Initiative	Nazorg
Ville/endroit	Zwolle (Pays-Bas)
Type	Logement transitoire et logement en milieu de soutien
Feuillet n°	C.7

Initiative	The Good Practice Unit
Ville/endroit	Royaume-Uni
Type	Portée générale
Feuillet n°	H.10

ANNEXE B : SITES INTERNET FOURNISSANT DE L'INFORMATION AU SUJET DES SANS-ABRI

Nous avons entre autres utilisé pour la présente étude l'Internet et le World Wide Web. Nous avons commencé par la page d'accueil HOMELESS, lancée et maintenue par Communications for a Sustainable Future (CSF), et avons découvert diverses autres sources. Bon nombre de ces sources n'ont fait leur apparition sur le Web qu'au cours des six derniers mois, pendant que nous menions la présente étude.

HOMELESS est un serveur de liste électronique qui porte précisément sur les sans-abri. Le sujet est de portée multidisciplinaire. Sur le site HOMELESS, on peut tomber sur les propos de personnes qui sont actuellement sans abri, de personnes qui sont logées en ce moment, et de personnes de tous les milieux. Le serveur HOMELESS invite toute personne intéressée à l'itinérance à participer par l'intermédiaire de son serveur, CSF, situé à Boulder, à l'université du Colorado. Le serveur HOMELESS est un lieu non contrôlé et ouvert, de sorte que les messages affichés (Homeless@csf.colorado.edu) sont redistribués automatiquement partout dans le monde.

Outre le serveur de liste, HOMELESS tient aussi des archives électroniques générales d'information sur le sujet. En ce moment, il s'y trouve des questions fréquemment posées, des bibliographies et de la littérature grise. On peut accéder aux archives grâce à FTP et Gopher à csf.colorado.edu, sous la rubrique Progressive Sociology. On peut aussi y accéder avec Mosaic, Lynx et d'autres navigateurs : http://csf.colorado.edu/homeless.

- Pour vous inscrire au serveur de liste HOMELESS, envoyez simplement le message suivant à listser@csf.colorado.edu

  Sub Homeless Votreprénom Votrenomdefamille

- Si vous éprouvez des problèmes techniques, communiquez avec Lynn Schaper, Communications for a Sustainable Future, schaper@csf.colorado.edu

- Pour afficher un message directement, envoyez votre message à Homeless@csf.colorado.edu

Vous aurez ainsi accès à quantité d'autres adresses Internet, y compris certains organismes particuliers qui travaillent directement au logement et aux services à l'intention des sans-abri et des personnes à risques, ainsi qu'à de nombreuses sources préciseuses d'information, notamment la National Coalition for the Homeless et sa ligne directe d'information, et le Department of Housing and Urban Development (où l'on peut trouver les annonces récentes ainsi que des descriptions détaillées des programmes).

Afin d'illustrer toute la portée des accès et de l'information disponibles sur les sans-abri grâce à cette source, nous vous donnons la liste qui apparaît au menu de la page d'accueil HOMELESS.

(Pour obtenir la version électronique, utilisez Gopher : http://csf.colorado.edu/homeless/index.html.)

PAGE D'ACCUEIL HOMELESS de Communications for a Sustainable Future

- Information about the Homeless discussion list
- Discussion list mail archive
- The complete CSF Homeless Archive

Autres ressources sur l'Internet (pages d'accueil accessible au mois de juillet 1995). Vous pouvez accéder directement à ces sites une fois que vous connaissez le site Gopher, ou au moyen du menu hypertexte de la page d'accueil HOMELESS de CSF. Le site Gopher et le menu secondaire est donné pour les sites choisis.

Bethesda Project: To be family with those who have none

Dorothy Day Hue Berkekey, Californie

GrantsNet

Homeless - page d'accueil du Royaume-Uni
(http://s1 cxwms.ac.uk/Academic/AGPU/staffpag/robinson/internet/homeless)

HandsNet Human Services Community (http://www.handsnet.org/handsnet)

Homeless-Missing Person Project

HUD Gopher (gopher://gopher.hud.gov/1/)

(FILE) About This Gopher

(DIR) What's going on at HUD

(DIR) Programs at HUD

(DIR) HUD Assets Sales

(DIR) HUD USER Research Information Service

(DIR) HUD's Inspector General

(DIR) HUDCLIPS

(DIR) Other Information Servers

INNVISION San Jose, Californie

IUGM International Union of Gospel Missions

Italie : Mauro Guarinieri

Jervay Place: Low-income housing

Lead... or Leave Challenge. End Homelessness

National Coalition for the Homeless (http://nch.ari.net/confer.html)

About the National Coalition for the Homeless

What's New

Homeless Voices

Special Survey on Homelessness Research

Facts about Homelessness

Homelessness: Current Legislative and Policy Issues

Legislative Alerts

Current Organizing Projects

Public Education Projects

NCH Publications

Directory of State and National Homeless/Housing Advocacy Organizations

Upcoming Conferences on Homelessness, Housing and Poverty

Become a Member of the National Coalition for the Homeless

Other Useful Internet Resources

Non-profit Resources Catalog PAW Home Page

Overview of 54 Ways You Can Help The Homeless

Photographic Study of Homeless People

Project Handbook - Hunger and Homelessness

Ron Lunde's Homeless Home Page

Rainbow Family of Living Light

St. Vincent de Paul Village and S.H.A.R.E. Southern California